

A woman with short blonde hair, wearing a high-visibility yellow and green vest over a blue and white striped shirt, stands on the left side of the frame, gesturing with her hands as if speaking. She is addressing a group of people seated on a wooden bench. The group includes a man in a blue and white striped shirt with an orange high-visibility vest, and a woman in a white and black striped shirt. Other people are visible in the background, some sitting and some standing. The setting is a rustic building with a stone wall and a wooden lattice ceiling. A vertical blue line is on the left side of the page.

Le guide du sceptique pour un gouvernement ouvert

Edition 2022

Open
Government
Partnership





Richard « Bon » Moya. Crédit photo: Maria Teresa Magno-Garcia



Ouvrir la gouvernance, être tenu responsable, n'est pas une faveur à la société civile, aux partenaires du développement ou au parti. C'est un impératif pour créer une nation plus forte et plus saine.

- Richard « Bon » Moya, 2016

Ce guide est dédié à la mémoire et à l'héritage de Richard « Bon » Moya, un ardent défenseur du gouvernement ouvert. Le Guide du sceptique était à l'origine une idée de Bon, « pour aider ceux d'entre nous qui sont convertis à prêcher aux inconvertis. » (2015)

Richard « Bon » Moya était l'ancien sous-secrétaire et directeur informatique du ministère du Budget et de la Gestion, en République des Philippines. Il était membre du comité directeur philippin du PGO et faisait partie de la délégation philippine qui a lancé le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert.

Table des matières

Introduction	4
Organisation	6
Contenu de ce guide	6
Comment utiliser ce guide	6
Qu'est-ce que le gouvernement ouvert ?	8
Les avantages de l'accès à la justice pour tous	9
Définitions	10
Les preuves	11
Les avantages de l'ouverture fiscale	21
Définitions	22
Les preuves	22
Les avantages des contrats ouverts	29
Définitions	30
Les preuves	30
Les avantages des audits sociaux sur la prestation de services	42
Définitions	43
Les preuves	44
Les avantages des mécanismes de recours en cas de griefs	52
Définitions	53
Les preuves	55
Les avantages de la protection de l'espace civique et des libertés démocratiques	61
Définitions	62
Les preuves	63
Au-delà des politiques : Les arguments en faveur d'un gouvernement ouvert	77
Le contrôle public et l'espace civique : des arguments de plus en plus convaincants	78
Pleins feux sur la pandémie de COVID-19 et la santé publique	78
Le dividende démocratique : Le rôle du gouvernement ouvert	79
Que peut faire le PGO pour vous ?	82
Crédits	85
Engagez-vous avec nous	88

Photo de couverture : Aisha Dahiru parle à ses voisins de Kaduna, au Nigéria, de la manière dont ils peuvent surveiller les projets gouvernementaux dans leur communauté via l'application "[Eyes and Ears](#)" (Yeux et oreilles). Photo par PGO.

Les cartes de cette publication peuvent montrer des frontières qui ne reflètent pas la politique institutionnelle d'PGO

Les participants font du réseautage entre les sessions du 2019 Sommet mondial PGO au Canada. Photo par PGO.



LE GUIDE DU SCEPTIQUE POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT 2022

Introduction

Introduction

Les preuves continuent de démontrer que le gouvernement ouvert change la vie des gens. Il y a toutefois encore des sceptiques qui ne sont pas conscients de tous les avantages associés à cette approche. Avez-vous du mal à convaincre les autres d'adopter une approche de gouvernement ouvert lors de la mise en œuvre de réformes ? Vous recherchez des preuves concrètes de l'incidence d'un gouvernement plus transparent, responsable et participatif ? Alors, ce guide est fait pour vous.

Dans ce guide, vous trouverez des preuves concernant la manière dont les gouvernements ouverts améliorent l'efficacité des entreprises, réduisent la corruption, fournissent des services de meilleure qualité, et bien plus encore. Contrairement à d'autres rapports, ce guide est basé sur des études récentes, la plupart évaluées par des pairs, dans chacun des domaines politiques inclus. Des experts du monde entier ont collaboré à des examens rigoureux des sciences sociales actuelles dans les pays membres du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO) et au-delà*. Dans chaque section, vous trouverez un lien pour lire les documents sous-jacents. L'unité de soutien du PGO et ses partenaires continueront à mettre à jour ce guide, avec des chapitres à venir sur d'autres politiques de gouvernement ouvert. Visitez régulièrement [ce site](#) pour découvrir de nouvelles perspectives sur les avantages du gouvernement ouvert.



A propos du PGO

Le [Partenariat pour un Gouvernement Ouvert \(PGO\)](#) donne l'occasion aux réformateurs du gouvernement et de la société civile de rendre le gouvernement plus transparent, participatif, inclusif et responsable. En travaillant ensemble, le gouvernement et la société civile co-crée des plans d'action comprenant des engagements concrets sur un large éventail de questions. Soixante-dix-sept pays et 106 gouvernements locaux – représentant plus de deux milliards de personnes – ainsi que des milliers d'organisations de la société civile sont membres du PGO.

* Ces examens de preuves ont été développés en collaboration avec les organisations partenaires du PGO : Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies (Eclaireurs pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives) ; Accountability Research Center (Centre de recherche sur l'imputabilité) de l'American University ; Open Contracting Partnership (Partenariat pour un marché ouvert) ; International Budget Partnership (Partenariat budgétaire international) ; Global Initiative for Fiscal Transparency (Initiative mondiale pour la transparence fiscale) ; et Hertie School of Governance (Ecole de gouvernance Hertie).

Organisation

Ce guide traduit ce qui est souvent un langage de recherche technique en éléments de preuve que vous pouvez utiliser. Le rapport est divisé en six sections. Chaque section présente les éléments suivants :

- ▶ **DÉFINITIONS** des termes clés ;
- ▶ **DES PREUVES DE L'INCIDENCE** d'une politique gouvernementale ouverte spécifique sur les résultats de développement dans un langage non technique ;
- ▶ **DES ÉTUDES DE CAS** où les gouvernements ont appris comment les politiques ont fonctionné à travers des réformes ou des expériences spécifiques et qui tirent des leçons qui peuvent être utiles pour d'autres contextes ; et
- ▶ **LES LIMITES DES PREUVES** dont les lecteurs doivent tenir compte. Si ce rapport se veut facile à comprendre, il doit également être clair sur ce que nous ne savons pas encore collectivement et sur ce que nous ne pouvons pas affirmer concernant les résultats du gouvernement ouvert.

Contenu de ce guide

Ce guide comprend des preuves faciles à saisir de l'incidence de certaines des politiques de gouvernement ouvert les plus populaires et les plus réussies.

Ce guide enseigne comment :

- L'accès à la justice profite à l'économie et rétablit le contrat social ;
- L'ouverture fiscale peut réduire la corruption et augmenter les recettes ;
- Les mécanismes de recours en cas de griefs dans le secteur public peuvent améliorer la gouvernance et les services ;
- Les audits sociaux peuvent améliorer l'accessibilité des services publics et la confiance dans les prestataires de services ; et
- L'ouverture des marchés peut accroître les économies de coûts et la concurrence.

Vous trouverez des réponses à des questions telles que :

- Comment la budgétisation participative aide-t-elle les gouvernements à économiser de l'argent ?
- Comment les mécanismes de recours en cas de griefs renforcent-ils l'autonomie des femmes ?
- Comment une approche de la justice axée sur les personnes peut-elle aider les entreprises ?

...et bien plus encore.

Comment utiliser ce guide

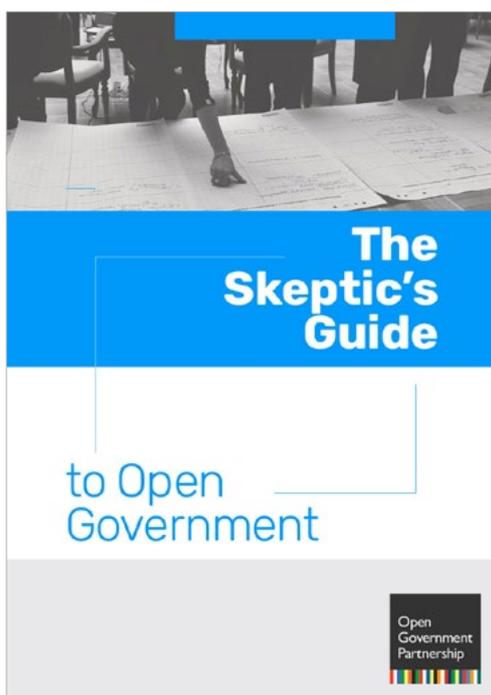
Grâce aux éléments de ce guide, vous pouvez :

- Créer une proposition de valeur pour les réformes du gouvernement ouvert dans votre agence, pour votre stratégie de plaidoyer ou au sein de votre organisation ;
- Inspirer des réformes et des engagements ;

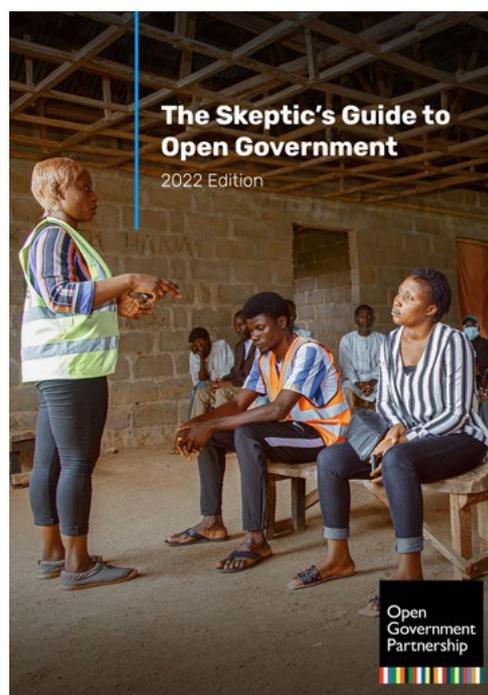
- Inclure des exemples de résultats dans le discours d'un réformateur ;
- Utiliser les médias sociaux pour partager ces preuves et atteindre un public plus large ; et
- Favoriser les synergies entre le gouvernement et le monde universitaire pour évaluer les réformes et comprendre comment améliorer le fonctionnement du gouvernement ouvert pour tous.

Quelles sont les nouveautés de la deuxième édition ?

Ce guide fait suite au [premier guide du sceptique sur le gouvernement ouvert](#), publié en 2018. L'édition 2018 s'est penchée sur l'incidence générale du gouvernement ouvert. Parallèlement à une mise à jour de ces données, ce deuxième guide examine de manière plus approfondie les effets de politiques précises de gouvernement ouvert. En adoptant cette approche, aucun guide du sceptique ne pourrait couvrir toutes les politiques du gouvernement ouvert. Pour cette raison, cette édition se concentre sur un ensemble de politiques pour lesquelles la direction du PGO a établi une priorité claire. Il existe également un grand nombre d'études évaluées par des pairs sur les effets de ces politiques. Certains domaines, comme la gouvernance des ressources naturelles, mériteraient peut-être un chapitre. Ils n'ont toutefois pas été inclus pour que le projet reste opportun et gérable. Les organisations partenaires qui s'inspirent de ce modèle peuvent s'adresser à research@opengovpartnership.org afin de fournir des idées pour les futurs chapitres.



Le premier [Guide Du Gouvernement Ouvert Pour Les Sceptiques](#), publié en 2018



Le deuxième [Guide Du Gouvernement Ouvert Pour Les Sceptiques](#), publié en 2022

Qu'est-ce que le gouvernement ouvert ?

Les gens demandent souvent comment le PGO définit le « gouvernement ouvert ». Le site [Articles de gouvernance du PGO](#), le document fondateur du PGO, énonce les valeurs clés du partenariat. Les gouvernements ouverts s'efforcent d'adopter les valeurs suivantes pour améliorer la gouvernance et traiter les enjeux publics :

- ▶ **L'ACCÈS À L'INFORMATION** : L'accès aux informations détenues par le gouvernement permet aux citoyens d'exercer leurs droits, de demander des comptes au gouvernement et de participer aux décisions. Les exemples présentés dans ce guide montrent comment la transparence permet de progresser dans des domaines politiques clés :
 - Une gestion fiscale et des marchés publics transparents découragent la corruption et permettent aux réformateurs de suivre l'argent. Ils peuvent ainsi s'assurer que les fonds publics sont dépensés efficacement et de manière à bénéficier aux citoyens ; et
 - La fourniture d'informations sur l'accès à la justice peut aider les citoyens à mieux comprendre leurs problèmes juridiques et les ressources disponibles pour les résoudre.

- ▶ **LA PARTICIPATION CIVIQUE** : La participation civique permet aux citoyens de participer librement à la gouvernance, soit par des consultations sur invitation, soit en créant un espace de libre expression et de rassemblement. La participation civique contribue également à rendre les gouvernements plus réactifs, plus innovants et plus efficaces. Cette publication met en lumière certaines des nombreuses façons dont la participation civique peut faire progresser les réformes dans des domaines clés. Par exemple :
 - Il est souvent difficile pour les gouvernements nationaux ou locaux de créer des mécanismes permettant aux pauvres, aux femmes, aux jeunes et aux autres groupes marginalisés de participer à la gouvernance de leur communauté. Les audits sociaux sont des canaux productifs pour ce type d'interaction dans un format collaboratif plutôt que contradictoire.
 - Il est prouvé que la budgétisation participative à l'échelle locale conduit à des dépenses gouvernementales plus efficaces pour les services publics.

- ▶ **RESPONSABILITÉ PUBLIQUE** : La responsabilité publique fait référence aux règles, réglementations et mécanismes qui permettent aux citoyens d'exiger que les acteurs gouvernementaux leur rendent des comptes. Ces derniers devront ainsi justifier leurs actions, donner suite aux critiques ou aux exigences qui leur sont adressées et accepter la responsabilité en cas de manquement aux lois ou aux engagements. Les preuves présentées dans ce guide mettent en évidence les moyens par lesquels les citoyens peuvent demander des comptes à leur gouvernement. Par exemple :
 - Les audits de l'exécution du budget public à proximité des cycles électoraux donnent aux citoyens des informations précieuses pour décider de réélire les fonctionnaires en place ou non.
 - Les mécanismes de redressement en cas de griefs permettent aux citoyens de corriger les manquements du gouvernement en matière de respect d'un droit prévu par la loi.

Vesna Shapkoski et d'autres réformateurs du gouvernement ouvert en Macédoine du Nord travaillent pour améliorer l'accès à la justice et aux services juridiques pour les groupes marginalisés de citoyens. Vous pouvez en savoir plus sur cette histoire [ici](#). Photo par PGO.



CHAPITRE 1

Accès à la justice



Les avantages de l'accès à la justice pour tous

Investir dans des institutions judiciaires ouvertes et accessibles profite à l'économie et aux sociétés. L'accès à la justice permet aux citoyens de mieux défendre leurs droits, d'exiger l'accès aux services publics et de protéger leur capacité à participer aux processus démocratiques. La justice est un élément essentiel pour réduire les obstacles auxquels se heurtent les communautés mal desservies. Les institutions nationales, telles que les ministères de la Justice, ainsi que les institutions de terrain, comme les systèmes judiciaires, les organisations d'assistance juridique et les mécanismes informels, jouent toutes un rôle dans la prestation de services de justice. Elles devraient donc participer à la conception de solutions aux problèmes de justice des citoyens*.

Une approche axée sur les personnes rend les institutions judiciaires plus ouvertes et plus accessibles. Le schéma 1 présente les composantes de cette approche.

Schéma 1 : Une approche de la justice axée sur les personnes¹



Définitions

- ▶ **ACCÈS À LA JUSTICE** : la capacité des personnes à résoudre et à prévenir leurs problèmes juridiques et à utiliser la justice comme plateforme pour participer à leurs économies et à leurs sociétés².

* Ce chapitre se base sur un document de référence que Mark Weston a élaboré pour soutenir Le guide du sceptique : Mark Weston, *The Benefits of Access to Justice for Economies, Societies and the Social Contract: A Literature Review* (Les avantages de l'accès à la justice pour les économies, les sociétés et le contrat social : Une analyse documentaire) (Partenariat pour un gouvernement ouvert et Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies, mai 2022).

Les preuves

Voici ce que montrent les données probantes sur la façon dont un accès inadéquat à la justice entraîne des résultats différents et comment l'amélioration de l'accès à la justice peut éviter ces répercussions.



ÉGALITÉ

- **Les personnes à faible revenu ont, de manière disproportionnée, plus de problèmes juridiques.** Les groupes à faible revenu ont tendance à connaître des problèmes juridiques beaucoup plus graves³. En **Australie**, les groupes défavorisés – y compris les personnes appartenant à des groupes autochtones, les parents isolés, les personnes sans-abri, les bénéficiaires de prestations publiques, les chômeurs et les personnes handicapées – sont deux à quatre fois plus susceptibles que les personnes n'appartenant pas à ces groupes de rencontrer des problèmes liés aux amendes. Ils sont également plus susceptibles de ne pas avoir les moyens financiers et juridiques de les résoudre⁴. Les personnes appartenant à ces groupes défavorisés laissent souvent ces problèmes non résolus, ce qui les conduit à s'endetter et à aggraver leur situation⁵.
- **Les personnes à faible revenu ont également moins de chances de résoudre leurs problèmes juridiques.** Une enquête menée en 2020 aux **États-Unis** a révélé que, si 52 % des ménages riches parviennent à résoudre leurs problèmes juridiques, seuls 44 % des ménages disposant d'un revenu inférieur à 25 000 dollars par an y parviennent⁶. Cette enquête définit la résolution comme étant la mesure dans laquelle un problème est résolu et le résultat est appliqué⁷.
- **Les femmes sont confrontées à des obstacles uniques pour accéder à la justice.** Le sondage 2018 du World Justice Project auprès de la population générale de **45 pays** a révélé que 53 % des femmes interrogées ont rencontré un problème juridique au cours des deux années précédant le sondage. Pourtant, seulement 13 % d'entre elles se sont tournées vers une autorité ou un tiers pour les aider à résoudre le problème⁸. Cela peut s'expliquer par la discrimination sexuelle, les stigmates sociaux, la méconnaissance des droits et les désavantages économiques auxquels les femmes sont confrontées.
- **Dans certains pays, les femmes et les hommes ne sont pas traités sur un pied d'égalité au sein du système judiciaire.** Une évaluation effectuée de 189 pays a révélé que 16 d'entre eux accordent toujours moins de poids aux témoignages des femmes que ceux des hommes devant les tribunaux⁹.



ÉQUITÉ

- **Une augmentation du nombre de juges nommés par leurs pairs conduit à des décisions judiciaires plus impartiales.** Au **Pakistan**, une réforme qui a modifié la procédure de sélection des juges, passant d'une nomination présidentielle à une nomination par des pairs, a été associée à une réduction importante des décisions de justice en faveur du gouvernement. Pour chaque augmentation de 10 % du nombre de juges nommés par leurs pairs, le nombre de victoires de l'État a diminué de deux points de pourcentage¹⁰.
- **La représentation juridique conduit à des résultats plus positifs :**
 - En **Australie**, une étude a révélé que lorsque les personnes appartenant à des groupes défavorisés* ont reçu une aide pour résoudre les problèmes liés aux amendes, l'issue

* Dans ce cas, les groupes défavorisés sont ceux décrits dans la mention précédente de cette étude en Australie sur la sous-section Égalité.

de leur dossier est devenue similaire à celle des personnes n'appartenant pas à un groupe défavorisé¹¹.

- Dans une étude qualitative menée au **Royaume-Uni**, les demandeurs d'asile qui étaient représentés par un avocat lors des audiences d'appel avaient beaucoup plus de chances d'obtenir gain de cause¹².
- Les données relatives à plus de 18 000 affaires judiciaires aux **États-Unis** montrent que les personnes qui étaient représentées devant les tribunaux de l'immigration avaient plus de 30 % de chances d'éviter l'expulsion du pays que celles qui n'étaient pas représentées¹³.



SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

- **Les problèmes juridiques pourraient entraîner des conséquences allant au-delà des problèmes juridiques eux-mêmes.** Le sondage 2018 du World Justice Project auprès de la population générale de **101 pays** a révélé que 29 % des personnes interrogées ont connu des problèmes de santé en raison de leurs problèmes juridiques¹⁴.
- **Les problèmes juridiques entraînent des difficultés financières pour les individus :**
 - Aux **États-Unis**, les personnes qui connaissent des problèmes juridiques perdent souvent de l'argent, subissent des répercussions négatives en matière de bien-être financier ou perdent leur emploi. Les coûts associés à la résolution de ces problèmes de justice varient de 1 750 \$US à 6 000 \$US, selon le type de problème¹⁵.
 - Une enquête réalisée en 2019 a révélé qu'en **Ouganda**, près de la moitié des personnes ayant rencontré au moins un problème juridique ont déclaré avoir subi une perte de revenus en conséquence, tandis qu'une personne sur dix a perdu son emploi¹⁶.



TRAVAIL DÉCENT

- **Une réinsertion sociale efficace améliore les perspectives économiques des ex-délinquants.** Une étude menée dans le **Michigan, aux États-Unis**, a révélé que lorsque les ex-délinquants voient leur casier judiciaire scellé au public (« radié »), leur salaire potentiel augmente de plus de 22 % par rapport aux périodes précédant la radiation¹⁷.

ÉTUDE DE CAS

Une formation professionnelle en Australie réduit la récidive

MESURE : Le projet Fairbridge Bindjareb a offert aux détenus aborigènes et insulaires du détroit de Torres une formation sur les compétences requises par l'industrie minière locale avant leur sortie de prison et les a aidés à trouver un emploi.

INCIDENCE : Seulement 18 % des participants ont récidivé dans les deux ans suivant leur libération (contre 40 % pour l'ensemble de la population carcérale). Près des trois quarts d'entre eux avaient toujours un emploi sept mois après la fin du programme¹⁸.



ÉTUDE DE CAS

La réduction des tribunaux du travail en France entrave la création d'emplois



MESURE : En 2008, le gouvernement a décidé de réduire d'un quart le nombre de tribunaux du travail. Cela signifie que les travailleurs et les employés doivent parcourir de plus longues distances pour régler leurs litiges en matière d'emploi.

INCIDENCE : Le taux de création d'emplois était inférieur de quatre points de pourcentage et le taux de création d'entreprises était inférieur de six points de pourcentage dans les villes désormais plus éloignées des tribunaux du travail que dans les villes non touchées¹⁹.



CROISSANCE ÉCONOMIQUE

- **Un faible accès à la justice est un fardeau pour l'économie.** Une analyse des données de 44 pays a révélé que, dans 39 pays, le coût annuel des problèmes juridiques équivaut à au moins 0,5 % du PIB. Dans 29 de ces 39 pays, ces coûts s'élèvent à au moins 1 % du PIB, tandis que dans neuf pays, dont la Grèce et le Portugal (pays à revenu élevé), ainsi que l'Éthiopie, le Malawi et le Népal (pays à faible revenu) ils dépassent 2 % du PIB²⁰.
- **Plus de juges signifie une croissance plus rapide.** Une étude sur le nombre de juges par habitant dans 83 pays menée entre 1970 et 2014 a révélé qu'une augmentation de la densité de juges de 1 % était associée à une augmentation de 0,17 points de pourcentage du PIB par habitant²¹.
- **Un règlement plus rapide des litiges est synonyme de croissance accrue.** En Inde, on a constaté que l'amélioration de l'efficacité des tribunaux dans les affaires d'exécution des contrats était associée à une plus grande productivité des secteurs manufacturiers. Une étude de 2018 a révélé que « réduire d'un an l'âge moyen des affaires en cours augmenterait, en moyenne, la productivité globale d'un État d'environ trois pour cent »²².

ÉTUDE DE CAS

L'assistance juridique aux agriculteurs kenyans accroît leur productivité



MESURE : Une expérience aléatoire a permis de fournir un avocat gratuitement à un groupe d'agriculteurs kenyans travaillant dans des zones où la prévalence des litiges fonciers est élevée et où l'accès aux institutions judiciaires officielles est limité.

INCIDENCE : En raison de la prévisibilité accrue de l'environnement économique, les agriculteurs bénéficiant d'une assistance juridique ont augmenté leur production de 42 % et leurs investissements de 21 % par rapport à ceux qui n'ont reçu aucune assistance²³.



RECETTES

- **Investir dans la justice rapporte des dividendes.** Les calculs effectués dans le rapport Les chemins de la paix des Nations Unies et de la Banque mondiale ont estimé de manière prudente que les pays qui améliorent la prestation des fonctions essentielles de la justice et élargissent l'accès à la justice peuvent obtenir un rendement de 16 dollars pour chaque dollar investi en réduisant la prévalence des conflits violents²⁴.
- **Sans résolution des litiges, les gouvernements perdent des recettes.** En 2015, à la **Nouvelle-Orléans, aux États-Unis**, la ville a dépensé 1,9 million de dollars de plus pour détenir les personnes qui ne pouvaient pas payer les amendes ou les frais que les recettes perçues grâce aux amendes et aux frais qui ont finalement été payés²⁵.
- **Les innovations réduisent les défauts de paiement.** Dans le **Michigan, aux États-Unis**, la mise en place d'une plateforme en ligne permettant le paiement des amendes et des frais a été associée à une diminution de 19 % de la probabilité d'un défaut de paiement²⁶. L'introduction de cette technologie a été bénéfique tant pour les particuliers que pour les autorités. Elle a permis de réduire le temps nécessaire aux citoyens pour résoudre leurs litiges, d'augmenter le pourcentage de paiements que les tribunaux reçoivent et de réduire le temps nécessaire aux tribunaux pour les recevoir²⁷.
- **L'assistance *pro bono* est synonyme d'économies pour le gouvernement.** Une évaluation de « Pro Bono Ontario » en **Ontario, au Canada**, a montré que son assistance juridique pro bono était associée à des économies et à des avantages économiques pour la province de 5,76 millions de dollars canadiens, soit un rendement de 10 dollars pour chaque dollar investi²⁸.
- **La représentation juridique permet d'économiser de l'argent.** Une analyse coûts-avantages de la représentation juridique des locataires à faibles revenus menacés d'expulsion à **Philadelphie, aux États-Unis**, a révélé que la ville bénéficiait de 12,74 dollars pour chaque dollar investi. Le tout en raison des économies réalisées grâce aux expulsions évitées²⁹.



CONFIANCE

- **Les perceptions positives des forces de l'ordre sont liées à la confiance dans d'autres types d'institutions.** Une enquête menée auprès de personnes de 27 pays européens a révélé que dans les contextes où les policiers sont perçus comme se comportant de manière équitable, les niveaux de confiance dans les institutions politiques sont plus élevés³⁰.
- **Un contact positif avec les forces de l'ordre renforce la confiance.** Dans le **Connecticut, aux États-Unis**, une expérience de terrain a montré qu'un contact positif avec un policier en uniforme pouvait améliorer les attitudes à l'égard de la police. Pour cette expérience aléatoire, les ménages ont été affectés à un groupe de traitement (recevant l'intervention) ou à un groupe de contrôle (ne recevant pas l'intervention). Les agents de police ont rendu visite aux personnes du groupe de traitement à leur domicile en utilisant des stratégies qui favorisent les contacts positifs et leur ont donné leurs cartes professionnelles. Les enquêtes de base et de suivi ont montré que les personnes du groupe de traitement avaient des attitudes plus positives et une plus grande confiance en la police³¹.



SÉCURITÉ PUBLIQUE

- **Un système judiciaire faible sabote le contrat social.** Une enquête menée auprès de personnes de 25 pays européens a montré que la qualité des systèmes judiciaires a une incidence sur la probabilité que les gens enfreignent la loi. Trois indicateurs de la qualité de la justice – l'indépendance du système judiciaire d'un pays, l'impartialité des tribunaux et la protection des droits de propriété – se sont révélés être liés de manière significative à la propension des individus à offrir des pots-de-vin aux fonctionnaires, à réclamer faussement des prestations publiques, à faire de fausses déclarations d'assurance ou à acheter sciemment des biens volés³².



ÉTUDE DE CAS

La Commission internationale contre l'impunité au Guatemala inspire la loi et l'ordre

MESURE :

En 2006, la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG) a été créée avec pour mandat d'enquêter sur les individus impliqués dans la corruption et le crime organisé³³. Bien qu'elle n'ait pas de pouvoirs de poursuite, au cours de ses 12 années de fonctionnement, elle a aidé à déposer plus de 120 dossiers dans le système judiciaire guatémaltèque, y compris la poursuite de deux anciens présidents. En outre, la CICIG a aidé le Guatemala à stimuler d'importantes réformes du système judiciaire et à améliorer le renforcement des capacités des autorités d'enquête locales³⁴.

INCIDENCE :

- Le taux d'homicides du pays a connu une forte baisse entre 2008 et 2016. En comparaison avec les 11 autres pays similaires d'Amérique latine, il a été constaté que la CICIG a contribué à prévenir au moins 18 000 meurtres et que le taux d'homicides du pays aurait doublé en l'absence de la CICIG³⁵.
- Il a été constaté que le taux d'impunité dans le pays est passé de 98 % des cas en 2006 à 70 % neuf ans plus tard.
- Les Guatémaltèques ont exprimé qu'ils faisaient plus confiance à la CICIG qu'à la Cour constitutionnelle ou au ministère public³⁶.

ÉTUDE DE CAS

Les services de justice pour les femmes au Pérou réduisent les crimes liés au genre

MESURE : Le Pérou a mis en place des Centres de Justice pour les Femmes (CJF), dont le personnel est principalement composé de femmes. Ces centres fournissent aux femmes des services policiers, médicaux et juridiques.



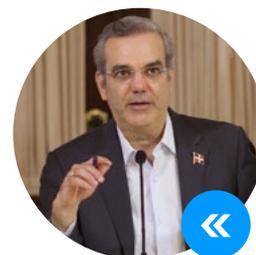
INCIDENCE : Dans les communautés dotées d'un CJF, le signalement des crimes sexistes a augmenté de 40 % et la violence sexuelle, les féminicides et les décès de femmes causés par des agressions ont diminué de 10 %. Les enfants vivant dans des foyers proches d'un centre sont devenus considérablement plus susceptibles d'aller à l'école et moins susceptibles d'abandonner leurs études³⁷.

Les limites de la preuve³⁸

- **Des méthodes de recherche plus robustes ont des implications éthiques.** Des preuves plus solides pourraient être obtenues en multipliant les essais de contrôle aléatoires. Cependant, ceux-ci sont rares dans le domaine de la justice, peut-être en raison de leur coût ou des implications éthiques liées au fait d'avoir un groupe de contrôle qui ne bénéficie pas de l'intervention.
- L'incidence des **mécanismes de justice informels** n'a pas fait l'objet de recherches suffisantes.
- L'efficacité de **l'autonomisation juridique** et de la prestation de services de justice axés sur les personnes est insuffisamment étudiée. Des recherches supplémentaires nous aideront à comprendre si ces mécanismes sont utiles et s'ils le sont, dans quelle mesure et à quel moment.
- Les chercheurs pourraient utiliser davantage les « **expériences naturelles** », comme les changements de politique en raison de la pandémie de COVID-19.
- Il y a **un manque de méthodes standardisées** pour mesurer l'incidence de l'amélioration de l'accès à la justice.
- Les preuves de l'incidence de l'accès à la justice dans des **secteurs particuliers** tels que l'incidence sur les enfants et leur éducation, sur les conflits violents, sur les droits des travailleurs et la qualité du travail, et sur les entreprises sont rares.

Il n'y a pas de démocratie libre sans justice indépendante.

- Luis Rodolfo Abinader Corona, Président de la République Dominicaine, *Sommet pour la démocratie*, 2021 (traduit de l'espagnol)



Notes de fin

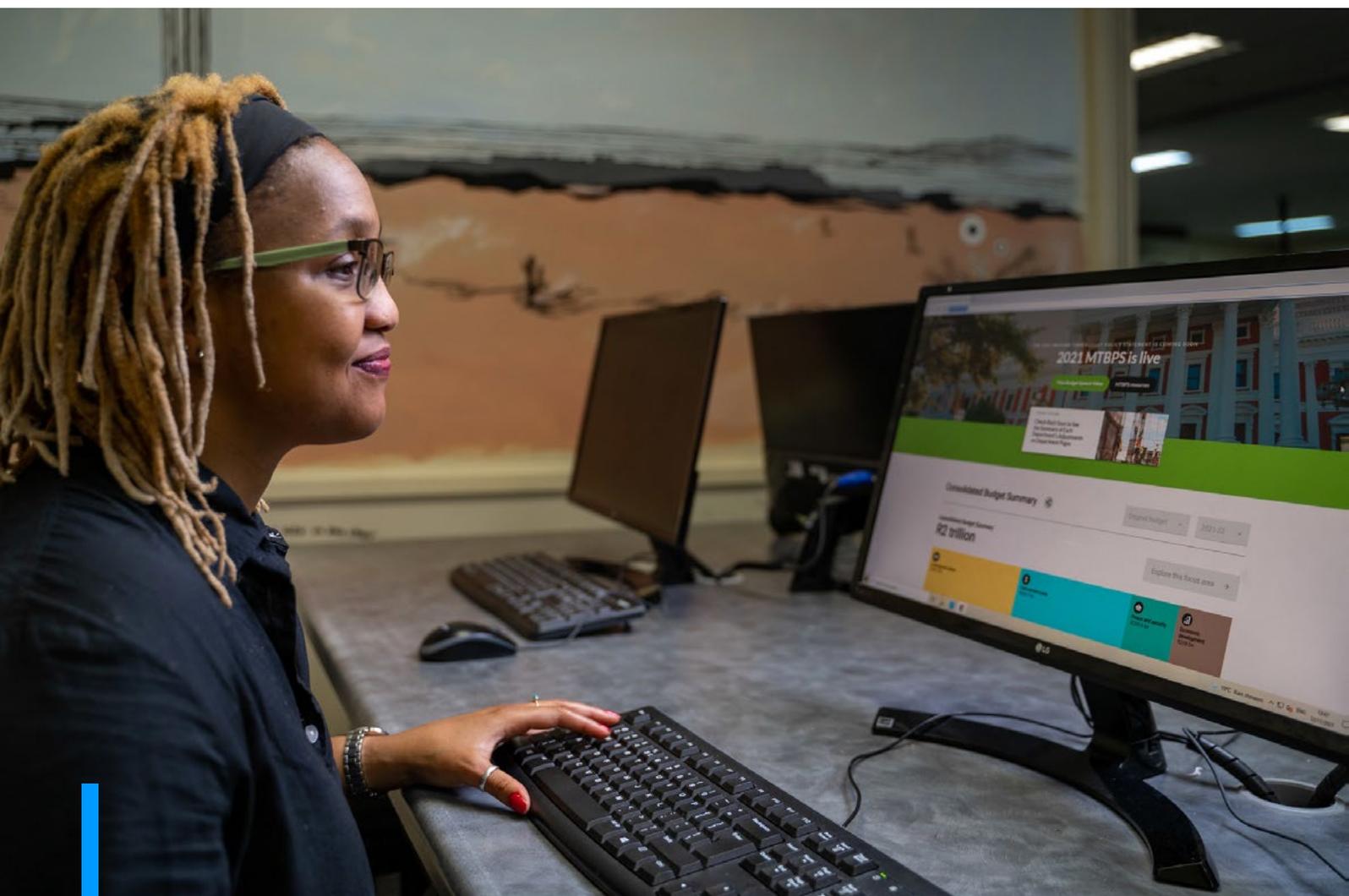
Accès à la justice

- 1 Le groupe de travail sur la justice, *Justice pour tous – Rapport final* (Centre de coopération internationale, 2019), <https://www.justice.sdg16.plus/report>.
- 2 Gouvernements d'Afghanistan et autres, Lettre conjointe au Secrétaire général des Nations Unies, Réinventer le contrat social : Un appel à centrer la justice sur l'individu, 14 avr. 2021, <https://www.justice.sdg16.plus/ministerial>.
- 3 Reza Lahidji et autres, Building a business case for access to justice (Construire un dossier commercial pour l'accès à la justice) (OCDE, 2020), <https://www.oecd.org/gov/building-a-business-case-for-access-to-justice.pdf>
- 4 Zhigang Wei, Hugh M. McDonald et Christine Coumarelos, *Fines: Are disadvantaged people at a disadvantage?* (Amendes : Les personnes défavorisées sont-elles désavantagées ?) *Justice Issues 27* (Law and Justice Foundation of New South Wales, fév. 2018), [http://www.lawfoundation.net.au/ljf/site/articleIDs/D5D375991CE8E1B68525823A000641F4/\\$file/JI_27_Fines_disadvantaged_people.pdf](http://www.lawfoundation.net.au/ljf/site/articleIDs/D5D375991CE8E1B68525823A000641F4/$file/JI_27_Fines_disadvantaged_people.pdf).
- 5 Zhigang Wei, Hugh M. McDonald et Christine Coumarelos, *Fines: Are disadvantaged people at a disadvantage?* (Amendes : Les personnes défavorisées sont-elles désavantagées?) *Justice Issues 27* (Law and Justice Foundation of New South Wales, fév. 2018), [http://www.lawfoundation.net.au/ljf/site/articleIDs/D5D375991CE8E1B68525823A000641F4/\\$file/JI_27_Fines_disadvantaged_people.pdf](http://www.lawfoundation.net.au/ljf/site/articleIDs/D5D375991CE8E1B68525823A000641F4/$file/JI_27_Fines_disadvantaged_people.pdf).
- 6 Martin Gramatikov et autres, *Justice Needs and Satisfaction in the United States 2021* (Besoins et satisfaction en matière de justice aux Etats-Unis 2021) (HiiL, 2021), <https://iaals.du.edu/sites/default/files/documents/publications/justice-needs-and-satisfaction-us.pdf>.
- 7 Martin Gramatikov et autres, *Justice Needs and Satisfaction in the United States 2021* (Besoins et satisfaction en matière de justice aux Etats-Unis 2021) (HiiL, 2021), <https://iaals.du.edu/sites/default/files/documents/publications/justice-needs-and-satisfaction-us.pdf>.
- 8 World Justice Project, « Women's Access to Justice: A Global Snapshot » (L'accès des femmes à la justice : Un aperçu global) (8 mar. 2019), <https://worldjusticeproject.org/news/womens-access-justice-global-snapshot>.
- 9 Groupe de la Banque mondiale, *Women, Business and the Law 2018* (Les femmes, les affaires et le droit 2018) (2018), 17, <http://hdl.handle.net/10986/29498>.
- 10 Weston, *The Benefits of Access to Justice* (Les avantages de l'accès à la justice) citant Sultan Mehmood, « Indépendance judiciaire et développement : L'exemple du Pakistan » AMSE Documents de travail 2041 (Aix-Marseille Ecole d'économie, déc. 2020), <https://ideas.repec.org/p/aim/wpaimx/2041.html>.
- 11 Weston, *The Benefits of Access to Justice* (Les avantages de l'accès à la justice) citant Wei, McDonald, et Coumarelos, « *Fines: Are disadvantaged people at a disadvantage?* » (Amendes : Les personnes défavorisées sont-elles désavantagées ?)
- 12 Andrew BurrIDGE et Nick Gill, « *Conveyor-Belt Justice: Precarity, Access to Justice, and Uneven Geographies of Legal Aid in UK Asylum Appeals* » (La justice en chaîne : Précarité, Accès à la justice et géographies inégales de l'aide juridique dans les appels en matière d'asile au Royaume-Uni) *Antipode* 29, no 1 (Bibliothèque en ligne de Wiley, 3 août 2016) : 23–42, <https://doi.org/10.1111/anti.12258>.
- 13 Weston, *The Benefits of Access to Justice* (Les avantages de l'accès à la justice) citant Ingrid Eagly, Steven Shafer et Jana Whalley, « *Detaining Families: A Study of Asylum Adjudication in Family Detention* » (Détenition des familles : Une étude de la décision d'asile en détention familiale) *Cal. L. R.v.* 106, no 3 (juin 2018): 785, <https://doi.org/10.15779/Z38WH2DF26>.

- 14 Weston, *The Benefits of Access to Justice* (Les avantages de l'accès à la justice) citant Camilo Gutiérrez Patiño et autres, *Global Insights on Access to Justice* (Aperçus mondiaux sur l'accès à la justice) (World Justice Project, 2019), <https://worldjusticeproject.org/sites/default/files/documents/WJP-A2J-2019.pdf>.
- 15 Les frais de justice s'élèvent à environ 6 000 \$US pour les problèmes fonciers et familiaux, à plus de 3 000 \$US pour les problèmes avec la police et à au moins 1 750 US\$ pour les problèmes liés à l'immigration, à l'argent, à la violence domestique, aux abus, au logement, aux dommages corporels ou aux dommages matériels. Ces chiffres ont été tirés d'un échantillon représentatif. Martin Gramatikov et autres, *Justice Needs and Satisfaction in the United States 2021* (Besoins et satisfaction en matière de justice aux Etats-Unis 2021) (HiIL, 2021), <https://iaals.du.edu/sites/default/files/documents/publications/justice-needs-and-satisfaction-us.pdf>.
- 16 Rodrigo Núñez et autres, *Justice Needs and Satisfaction in Uganda 2020* (Besoins et satisfaction en matière de justice en Ouganda 2020) (HiIL, sept. 2020), https://www.hiil.org/wp-content/uploads/2020/10/JNS_Uganda_2020_online-1.pdf.
- 17 J. J. Prescott et Sonja B. Starr, « *Expungement of Criminal Convictions: An Empirical Study* » (La radiation des condamnations pénales : Une étude empirique) *Harv. L. Rev.* 133, no 8 (mai 2020) : 2460–555, <https://repository.law.umich.edu/articles/2165/>.
- 18 Sophie Stewart, Discussion Paper: *The Case for Smart Justice Alternatives: Responding to justice issues in WA through a Justice Reinvestment approach* (Document de discussion : Le cas des alternatives de justice intelligente : Répondre aux problèmes de justice en WA via une approche de réinvestissement de la justice). (Social Reinvestment WA, 30 mar. 2020), <https://static1.squarespace.com/static/59c61e6dbefafb0293c04a54/t/5ef5632af22174273c5d18d5/1593140018902/SRWA+Discussion+Paper+on+Justice+Reinvestment+in+WA+March2020+%281%29.pdf>.
- 19 Romain Espinosa, Claudine Desrieux et Marc Ferracci, « *Labor market and access to justice* » (Marché du travail et accès à la justice) *Internat'l Rev. of L. et Econ* 54 (juin 2018) : 1–16, <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S014481881730042X>.
- 20 Groupe de travail sur la justice, *Justice pour tous – Rapport final* (Centre de coopération internationale, 2019), https://www.justice.sdg16.plus/_files/ugd/90b3d6_746fc8e4f9404abeb994928d3fe85c9e.pdf.
- 21 Arnaud Deseau, Adam Levai, et Michèle Schmiegel, « *Access to Justice and Economic Development: Evidence from an International Panel Dataset* » (Accès à la justice et développement économique : Preuve à partir d'un ensemble de données de panel international) LIDAM Documents de discussion IRES 2019009 (Institut de Recherches Economiques et Sociales de l'Université Catholique de Louvain, avr. 2019), <https://ideas.repec.org/p/ctl/louvir/2019009.html>.
- 22 Weston, *The Benefits of Access to Justice* (Les avantages de l'accès à la justice) citant Johannes Boehm et Ezra Oberfield « *Misallocation in the Market for Inputs: Enforcement and the Organization of Production* » (Mauvaise répartition des ressources sur le marché des intrants : L'application de la loi et l'organisation de la production) Document de travail 24937 (National Bureau of Economic Research, août 2018), <https://www.nber.org/papers/w24937>.
- 23 Weston, *The Benefits of Access to Justice* (Les avantages de l'accès à la justice) citant Adam Aberra et Matthieu, « *Does legal representation increase investment? Evidence from a field experiment in Kenya* » (La représentation légale augmente-t-elle les investissements ? Les résultats d'une expérience de terrain au Kenya) *J.def Dev't Econ* 150C (Elsevier, 2021), <https://ideas.repec.org/a/eee/deveco/v150y2021ics0304387820301875.html>.
- 24 Weston, *The Benefits of Access to Justice* (Les avantages de l'accès à la justice) citant les Nations unies et la Banque mondiale, *Chemins pour la paix : Approches inclusives pour la prévention de conflits violents* (Banque mondiale, 2018), <http://hdl.handle.net/10986/28337>; Groupe de travail sur la justice, *Justice pour tous*.

- 25 Mathilde Laisne, Jon Wool, et Christian Hencrichsonne, « *Past Due: Examining the Costs and Consequences of Charging for Justice in New Orleans* » (Echéance passée: Examen des coûts et des conséquences de la tarification de la justice à la Nouvelle-Orléans) (Vera Institute of Justice, 2017), <https://www.vera.org/downloads/publications/past-due-costs-consequences-charging-for-justice-new-orleans.pdf>.
- 26 J. J. Prescott, « *Improving Access to Justice in State Courts with Platform Technology* » (Améliorer l'accès à la justice dans les tribunaux d'Etat grâce aux plateformes technologiques) *Vand. L. Rév.* 70 (2017) : 1993–2050, <https://repository.law.umich.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=2912&context=articles>.
- 27 Weston, *The Benefits of Access to Justice* (Les avantages de l'accès à la justice) citant Prescott, « *Improving Access to Justice in State Courts with Platform Technology* » (Améliorer l'accès à la justice dans les tribunaux d'Etat grâce aux plateformes technologiques)
- 28 The Resource for Great Programs, *Return-on-Investment Analysis for Pro Bono Ontario, Final Project Report* (Analyse du retour sur investissement pour Pro Bono Ontario, Rapport final du projet) (Pro Bono Ontario, 18 sept. 2017), <https://www.probonoontario.org/wp-content/uploads/2018/10/ROI.pdf>.
- 29 Weston, *The Benefits of Access to Justice* (Les avantages de l'accès à la justice) citant Stout Risius Ross, Inc., *Economic Return on Investment of Providing Counsel in Philadelphia Eviction Cases for Low-Income Tenants* (Retour économique sur investissement de la prestation d'un avocat dans les cas d'expulsion à Philadelphie pour les locataires à faibles revenus). (Association du Barreau de Philadelphie, 2018), <http://philadelphiabar.org/WebObjects/PBA.woa/Contents/WebServerResources/CMSResources/PhiladelphiaEvictionsReport.pdf>.
- 30 Weston, *The Benefits of Access to Justice* (Les avantages de l'accès à la justice) citant Sofie Marien et Hannah Werner, « *Fair treatment, fair play? The relationship between fair treatment perceptions, political trust and compliant and cooperative attitudes cross-nationally* » (Traitement équitable, jeu équitable ? La relation entre les perceptions de traitement équitable, la confiance politique et les attitudes de conformité et de coopération à l'échelle transnational)e *Eur. J. de Pol' Rés.* 58, no 1 (fév. 2019) : 72–95. <https://doi.org/10.1111/1475-6765.12271>.
- 31 Weston, *The Benefits of Access to Justice* (Les avantages de l'accès à la justice) citant Kyle Peyton, Michael Siera-Arévalo, et David G. Rand, « *A field experiment on community policing and police legitimacy* » (Une expérience de terrain sur la police de proximité et la légitimité de la police) *Proc. Nat'l Acad. Sci. U.S.A.* 116, no 40 (2019) : 19894–19898, <https://doi.org/10.1073/pnas.1910157116>.
- 32 Weston, *The Benefits of Access to Justice* (Les avantages de l'accès à la justice) citant Naci H. Mocan, Samantha Bielen, et Wim Marneffe, « *Quality of Judicial Institutions, Crimes, Misdemeanors, and Dishonesty* » (Qualité des institutions judiciaires, crimes, délits et malhonnêteté) Document de travail 24396 (National Bureau of Economic Research, 2018), https://www.nber.org/system/files/working_papers/w24396/w24396.pdf.
- 33 Verónica Michel, « *Institutional Design, Prosecutorial Independence, and Accountability: Lessons from the International Commission against Impunity in Guatemala (CICIG)* » (Conception institutionnelle, indépendance des poursuites et responsabilité : Leçons de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala [CICIG]) *Laws 10*, no 58 (2021) : 58, <https://doi.org/10.3390/laws10030058>.
- 34 Washington Office on Latin America (WOLA), « *Fact Sheet: the CICIG's Legacy in Fighting Corruption in Guatemala* » (Fiche d'information : L'héritage de la CICIG dans la lutte contre la corruption au Guatemala) (27 août 2019), <https://www.wola.org/analysis/cicigs-legacy-fighting-corruption-guatemala/>.

- 35 Guillermo Trejo et Camilo Nieto-Matiz, *Containing Large-Scale Criminal Violence through Internationalized Prosecution: How the CICIG Contributed to the Reduction of Guatemala's Murder Rate* (Contenir la violence criminelle à grande échelle par des poursuites internationalisées : Comment la CICIG a contribué à la réduction du taux d'assassinat au Guatemala) (2019), https://www.researchgate.net/publication/335711550_Containing_Large-Scale_Criminal_Violence_through_Internationalized_Prosecution_How_the_CICIG_Contributed_to_the_Reduction_of_Guatemala's_Murder_Rate.
- 36 Dans une enquête menée auprès d'un échantillon national représentatif de 1 546 Guatémaltèques en 2017, 71 % ont déclaré faire confiance à la CICIG, tandis que seulement 43 % faisaient confiance à la Cour constitutionnelle et 54 % au ministère public. Elizabeth J. Zechmeister et Dinorah Azpuru D, « *What Does the Public Report on Corruption, the CICIG, the Public Ministry, and the Constitutional Court in Guatemala?* » (Que rapporte le public sur la corruption, la CICIG, le ministère public et la Cour constitutionnelle au Guatemala ?) *Projet sur l'opinion publique en Amérique latine – Dossier thématique 29* (Vanderbilt Univ., 31 août 2017) : 1–5, <https://www.vanderbilt.edu/lapop/insights/ITB029en.pdf>.
- 37 Guadalupe Kavanaugh, Maria Micaela Sviatschi et Iva Trako, « *Women Officers, Gender Violence and Human Capital: Evidence from Women's Justice Centers in Peru* » (Femmes officiers, violence de genre et capital humain : Témoignages de centres de justice pour femmes au Pérou) halshs-01828539f (HAL, 2018), <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01828539/document>.
- 38 Weston, *The Benefits of Access to Justice* (Les avantages de l'accès à la justice).



CHAPITRE 2

Ouverture fiscale



Les avantages de l'ouverture fiscale

De plus en plus d'éléments montrent que la transparence, la participation et la responsabilité en matière fiscale permettent de réduire la corruption, d'augmenter les recettes et d'améliorer les services publics*.

Définitions

- ▶ **OUVERTURE FISCALE OU BUDGÉTAIRE** - action gouvernementale qui garantit la transparence et la participation des citoyens à tous les stades du cycle budgétaire. Cela inclut la transparence et la participation en matière de dépenses et de recettes ainsi que de déficits et de dettes¹.
- ▶ **CYCLE BUDGÉTAIRE** - le cycle budgétaire couvre les phases d'élaboration, d'approbation, d'exécution (y compris les marchés publics), d'audit et d'évaluation du budget² (voir le schéma 2 pour une description simplifiée du cycle budgétaire et des domaines où s'appliquent les principes d'ouverture budgétaire).
- ▶ **BUDGÉTISATION PARTICIPATIVE (BP)** - un processus délibératif dans lequel les membres de la communauté décident comment dépenser une partie du budget public³.

Schéma 2 : Le cycle budgétaire⁴



Les preuves

L'ouverture fiscale peut profiter aux citoyens, aux sociétés et aux gouvernements. Voici ce que montrent les preuves de l'incidence de l'ouverture fiscale sur des domaines comme la santé, le contrôle de la corruption et la sécurité publique. Ce chapitre comprend des études de cas qui étayent les preuves ainsi que les futurs domaines de recherche sur l'ouverture fiscale.

* Ce chapitre est basé sur un document de référence commandé pour soutenir le développement du Guide du sceptique : Martin Haus, Joachim Wehner, et Paolo de Renzio, *(When) Do Open Budgets Transform Lives? Progress and Next Steps in Fiscal Openness Research* ([Quand] Les budgets ouverts transforment-ils des vies ? Progrès et prochaines étapes de la recherche sur la transparence fiscale) (Partenariat international pour le budget, Initiative mondiale pour la transparence fiscale et Partenariat pour un gouvernement ouvert), mai 2022).



CONTRÔLE DE LA CORRUPTION

- **Le suivi communautaire peut réduire les fuites de fonds publics.** Une étude⁵ de projets routiers **indonésiens** suggère que la surveillance communautaire seule peut être aussi efficace pour réduire la corruption que les audits descendants*, et presque trois fois plus rentable⁶. L'étude révèle que lorsque les institutions gouvernementales mènent des audits descendants en même temps que le suivi communautaire, les membres de la communauté ne sont plus motivés à participer⁷.
- **L'attente d'un audit annuel réduit la corruption.** Au **Brésil**, l'augmentation de 20 % de la probabilité d'un audit annuel a réduit d'environ 15 % la part des processus de passation de marchés présentant des preuves de corruption⁸. Les audits, même internes, sont à la base d'un gouvernement plus ouvert.



RECETTES ET DÉPENSES

- **La budgétisation participative est associée à des recettes publiques plus élevées.** Une étude réalisée **au Brésil**⁹ a comparé les gouvernements municipaux dotés d'institutions participatives (c'est-à-dire de conseils d'orientation et de budgétisation participative) à ceux qui n'en disposaient pas. On a constaté que ceux qui disposaient d'institutions participatives avaient des recettes fiscales plus élevées. L'étude a également révélé que le taux de recouvrement des impôts de ces municipalités augmentait au fil du temps.
- **Le budget participatif augmente le « moral des contribuables » et entraîne un cercle vertueux.** Une enquête menée dans 50 pays a révélé que le moral des contribuables, c'est-à-dire la volonté des citoyens de payer volontairement des impôts, augmente de 5,07 à 5,23 sur une échelle de 1 à 8 lorsqu'ils peuvent exprimer leurs préférences en matière de dépenses publiques¹⁰. Cela suggère que le BP déclenche un cercle vertueux, dans lequel les gouvernements encouragent la participation des citoyens, ces derniers se sentent impliqués et paient plus d'impôts. Le tout augmente les revenus du gouvernement pour mettre en œuvre les projets que les citoyens demandent¹¹. Le schéma 3 illustre ce cycle vertueux.

ÉTUDE DE CAS

La participation et le recouvrement des impôts au Brésil augmentent les recettes fiscales

MESURE : Plusieurs municipalités brésiliennes ont créé des « conseils d'orientation » (où les citoyens ont leur mot à dire sur la politique locale) et ont adopté la budgétisation participative (en consacrant une part du budget municipal à des projets choisis par les assemblées de citoyens).

INCIDENCE : Une étude a montré qu'en moyenne, les municipalités perçoivent 2,5 % de recettes fiscales supplémentaires pour chaque conseil d'orientation supplémentaire qu'elles créent. Elles perçoivent également 16 % de plus lorsqu'elles adoptent la budgétisation participative¹². Ces relations se renforcent avec le temps.



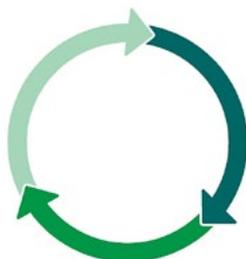
* Les audits descendants sont ceux réalisés par des institutions gouvernementales de haut niveau.

Budgétisation participative : Un cycle vertueux

La budgétisation participative peut déclencher un cycle vertueux de bonne gouvernance : les citoyens paient plus d'impôts, car ils ont le sentiment d'avoir leur mot à dire sur la façon dont les gouvernements dépensent les ressources publiques. Également, les collectivités locales perçoivent des recettes supplémentaires pour financer les services publics que les citoyens souhaitent.¹³

Schéma 3 : Le cycle vertueux de la budgétisation participative

Les gouvernements perçoivent des recettes supplémentaires pour financer les services publics que les citoyens demandent



Les gouvernements rendent les processus budgétaires plus participatifs

Les citoyens ont le sentiment d'avoir leur mot à dire sur les dépenses publiques et le moral des contribuables augmente

De plus en plus d'éléments montrent qu'une plus grande participation est associée à un meilleur recouvrement des impôts. Toutefois, il existe également une étude de cas intéressante qui suggère qu'une meilleure collecte des impôts améliore également la participation civique. En 2016, le gouvernement provincial du Kasaï central en République Démocratique du Congo (RDC) a mis en œuvre une campagne de collecte de l'impôt foncier à grande échelle en porte-à-porte dans la ville de Kananga. Dans les quartiers où la campagne a été mise en œuvre, la participation politique a augmenté d'environ 5 % et les citoyens étaient plus susceptibles d'assister aux réunions de la mairie, même lorsque leur participation était coûteuse. En outre, les recettes fiscales ont augmenté et le gouvernement s'est senti plus responsable de la fourniture de biens publics¹⁴.



ÉTUDE DE CAS

Au Costa Rica, la divulgation d'informations sur les projets d'investissement public accroît l'efficacité

MESURE : En 2018, le gouvernement du Costa Rica, avec le soutien de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), a lancé MapalInversiones. Il s'agit d'une plateforme en ligne où les citoyens peuvent consulter des informations géoréférencées, faire des demandes de renseignements et vérifier l'avancement des projets d'investissement public¹⁵.

INCIDENCE : Une étude expérimentale de 2018 a révélé que les projets téléchargés sur la *MapalInversiones* avaient de meilleurs résultats que les projets qui ne l'étaient pas. L'avancement financier des projets d'investissement public téléchargés sur la plateforme a augmenté de 18 %, et l'avancement physique de 8 % par rapport aux projets non publiés, trois mois après le lancement de la plateforme. L'effet était plus marqué à court terme et pour les petits projets¹⁶.

ÉTUDE DE CAS

L'indépendance accrue des auditeurs en Italie améliore la gestion budgétaire

MESURE : La responsabilité indépendante, lorsqu'elle est associée à la transparence, peut être encore plus puissante. En Italie, les auditeurs, qui étaient auparavant nommés à la discrétion des maires, sont désormais désignés de manière aléatoire.

INCIDENCE : La réforme a considérablement amélioré la gestion budgétaire et l'excédent net moyen du budget annuel global a augmenté d'environ 1 %¹⁷.

Cette réforme s'inscrit dans le cadre d'une évolution plus large vers l'ouverture fiscale en Italie. L'étude qui a produit ces preuves a utilisé des données ouvertes détaillées sur tous les budgets municipaux, qui comprenaient les sources de dépenses et de revenus, le remboursement de la dette et d'autres variables. Le ministère italien de l'Intérieur a publié ces données.



SÉCURITÉ PUBLIQUE

- **Le budget participatif permet d'exprimer les préoccupations en matière de sécurité.** Une étude de **la Corée du Sud**¹⁸ a constaté que les allocations budgétaires pour les caméras de surveillance étaient plus importantes pour les quartiers à faibles revenus lorsque le budget était décidé par des mécanismes participatifs plutôt que bureaucratiques. Cela peut refléter une préférence dans ces communautés pour un maintien de l'ordre supplémentaire¹⁹.



SANTÉ

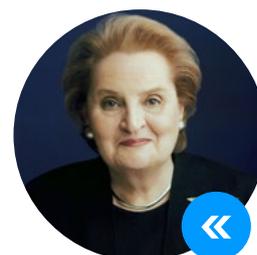
- **La budgétisation participative est associée à une baisse de la mortalité infantile.** Au **Brésil**, les municipalités qui ont adopté très tôt la budgétisation participative ont constaté des taux de mortalité infantile plus faibles. Une étude a révélé que le BP permettait aux citoyens d'affecter les dépenses à des besoins précis, tels que les soins de santé²⁰.

Les limites de la preuve

- **Des recherches supplémentaires sont nécessaires sur la participation à d'autres étapes du cycle budgétaire.** Outre la budgétisation participative, il faut davantage de preuves sur les effets de la participation, par exemple, lors des processus d'approbation législatifs et des audits.
- **Il est nécessaire de disposer de méthodes expérimentales qui reflètent mieux la réalité.** Alors que les expériences sur le terrain ont été largement utilisées pour évaluer l'impact d'interventions ponctuelles, les expériences naturelles permettent une évaluation plus globale de l'impact systémique des interventions d'ouverture.
- **Comprendre pourquoi l'ouverture fiscale fonctionne.** Il est de plus en plus évident que la budgétisation participative fait la différence. Toutefois, des questions subsistent quant à savoir pourquoi et quand cela fonctionne²¹. Des recherches futures sont nécessaires pour clarifier les mécanismes et les conditions favorables, afin que les interventions puissent être conçues et déployées plus efficacement.
- **Les gouvernements peuvent soutenir la recherche.** Les gouvernements peuvent soutenir l'apprentissage de l'ouverture fiscale. Par exemple, le déploiement échelonné et aléatoire des réformes permet aux chercheurs de comparer les communautés où la politique a été mise en œuvre avec celles où elle ne l'a pas été et d'évaluer l'effet de la politique dans des contextes similaires. La publication de ces données dans le domaine public permet aux spécialistes des sciences sociales d'évaluer les politiques et les programmes de manière créative. Cela permet également aux gouvernements de gérer les risques et d'envisager des adaptations avant une mise en œuvre à grande échelle. Ces leçons seront précieuses pour les gouvernements eux-mêmes, ainsi que pour les universitaires et les groupes de réflexion²².
- **Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour suivre les dépenses au moment où elles sont effectuées.** Un domaine d'intérêt commun pour les chercheurs et les praticiens est celui des enquêtes sur le suivi des dépenses, où une étude pionnière sur la prestation de services locaux et les résultats de l'éducation en Ouganda²³ suggère des résultats prometteurs.
- **Certaines interventions visant à accroître l'ouverture fiscale pourraient avoir des conséquences inattendues.** Les agents publics, conscients de la probabilité d'un audit, pourraient modifier temporairement leur comportement pour éviter un audit négatif, en particulier à l'approche des élections²⁴. Les fonctionnaires peuvent réduire la corruption à court terme et revenir à des niveaux plus élevés d'extraction de rente par la suite²⁵. Un autre exemple de distorsion est celui des agents publics qui dissimulent des activités, telles que les ventes aux enchères, afin de rendre la corruption moins détectable²⁶. Il est donc important pour les chercheurs d'évaluer l'incidence de l'ouverture fiscale à long terme.

La démocratie n'est pas un sport de spectateur, si vous ne participez pas, alors il n'y a pas de démocratie

Madeleine Albright, ancienne secrétaire d'Etat américaine, vidéo de l'Open Society Foundations pour le [Sommet pour la démocratie](#), 2021



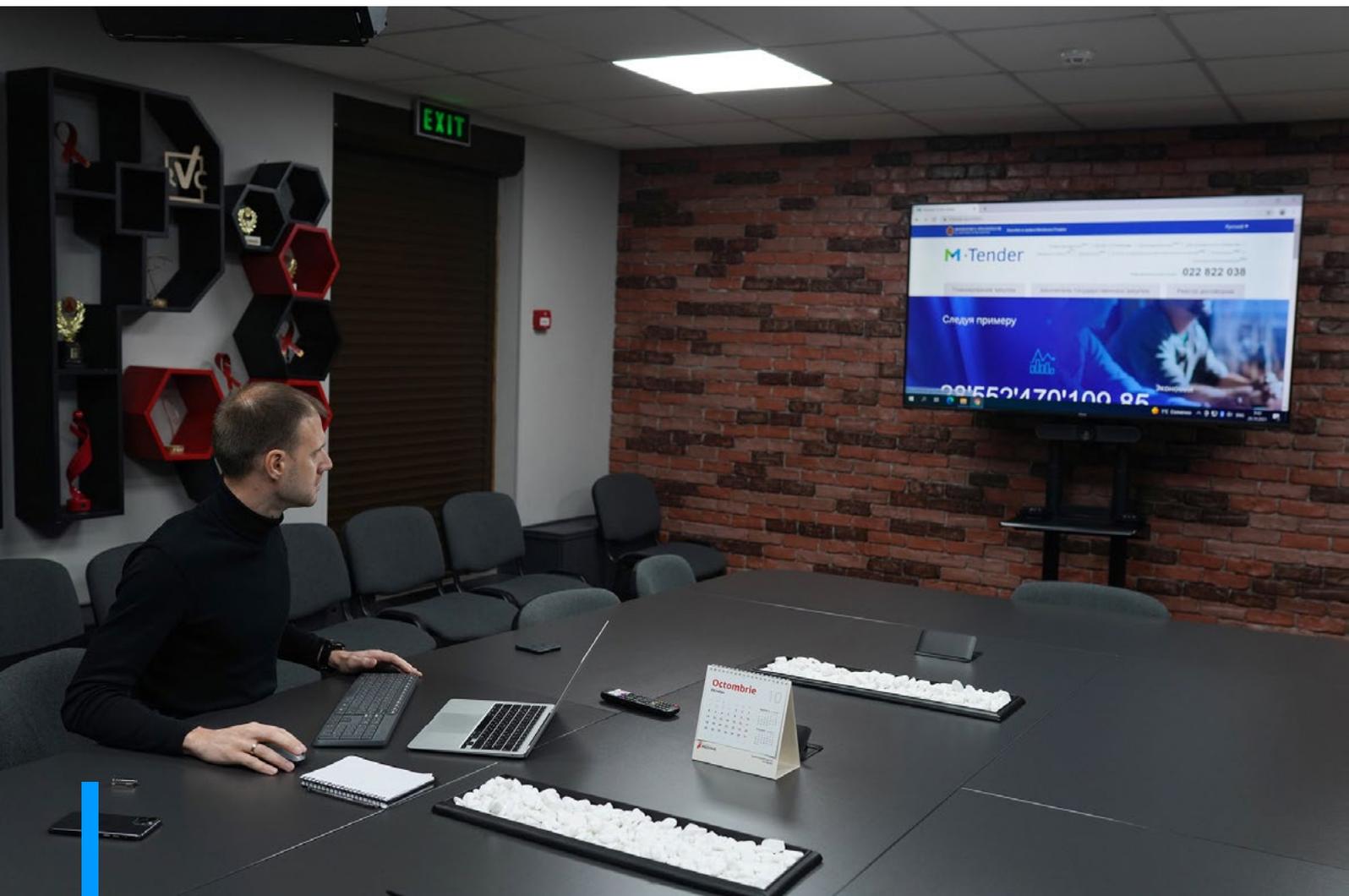
Notes de fin

L'Ouverture Fiscale

- 1 Martin Haus, Joachim Wehner, et Paolo de Renzio, *(When) Do Open Budgets Transform Lives? Progress and Next Steps in Fiscal Openness Research* ([Quand] Les budgets ouverts transforment-ils des vies ? Progrès et prochaines étapes de la recherche sur la transparence fiscale) (Partenariat international pour le budget, Initiative mondiale pour la transparence fiscale et Partenariat pour un gouvernement ouvert), mai. 2022). <https://www.opengovpartnership.org/documents/when-do-open-budgets-transform-lives-progress-and-next-steps-in-fiscal-openness-research/>
- 2 Martin Haus, Joachim Wehner, et Paolo de Renzio, *(When) Do Open Budgets Transform Lives? Progress and Next Steps in Fiscal Openness Research* ([Quand] Les budgets ouverts transforment-ils des vies ? Progrès et prochaines étapes de la recherche sur la transparence fiscale) (Partenariat international pour le budget, Initiative mondiale pour la transparence fiscale et Partenariat pour un gouvernement ouvert), mai. 2022). <https://www.opengovpartnership.org/documents/when-do-open-budgets-transform-lives-progress-and-next-steps-in-fiscal-openness-research/>
- 3 People Powered, « *Participatory Budgeting* » (Budget participative), <https://www.peoplepowered.org/about-pb>.
- 4 Pour une définition de chaque étape du cycle budgétaire, veuillez vous référer au site Web du Partenariat international pour le budget (Partenariat budgétaire international) : <https://internationalbudget.org/2017/02/making-budget-cycle-budget-formulation-stage/>.
- 5 Robert M. Gonzalez, Matthew Harvey et Foteini Tzachrista, *Monitoring Corruption: Can Top-down Monitoring Crowd-Out Grassroots Participation?* (Surveillance de la corruption : La surveillance descendante peut-elle évincer la participation de la base ?) (SSRN, 18 juin 2020), https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3633248.
- 6 Haus, Wehner, et Renzio, *(When) Do Open Budgets Transform Lives? Progress and Next Steps in Fiscal Openness Research* ([Quand] Les budgets ouverts transforment-ils des vies ? Progrès et prochaines étapes de la recherche sur la transparence fiscale).
- 7 Gonzalez, Harvey, et Tzachrista, *Monitoring Corruption* (Surveillance de la corruption).
- 8 Yves Zamboni et Stephan Litschig, « *Audit risk and rent extraction: Evidence from a randomized evaluation in Brazil* » (Risque d'audit et extraction de rente : Résultats d'une évaluation aléatoire au Brésil) *J. de Dev't Econ.* 134 (2018) : 133–149, <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2018.03.008>.
- 9 Michael Touchton, Brian Wampler, et Tiago Peixoto, « *Of democratic governance and revenue: Participatory institutions and tax generation in Brazil* » (De la gouvernance démocratique et des revenus : Institutions participatives et génération d'impôts au Brésil) *Governance* 34, no 4 (oct. 2021) : 1193–1212, <https://doi.org/10.1111/gove.12552>.
- 10 Fredrik M. Sjoberg, et autres., « *Voice and punishment: A global survey experiment on tax morale* » (Voix et punition : Une expérience d'enquête mondiale sur le moral des contribuables) Document de travail de recherche sur les politiques de la Banque mondiale 8855 (Banque mondiale, 2019), <http://hdl.handle.net/10986/31713>.
- 11 Michael Touchton et Brian Wampler, « *Public engagement for public health: participatory budgeting, targeted social programmes, and infant mortality in Brazil* » (L'engagement public pour la santé publique : budgétisation participative, programmes sociaux ciblés et mortalité infantile au Brésil) *Dev't in Practice* 30, no 5 (2020) : 681–686, <https://doi.org/10.1080/09614524.2020.1742662>.
- 12 Touchton et Wampler, « *Public engagement for public health* » (L'engagement public pour la santé publique).

- 13 Haus, Wehner, et Renzio, (When) Do Open Budgets Transform Lives? Progress and Next Steps in Fiscal Openness Research ([Quand] Les budgets ouverts transforment-ils des vies ? Progrès et prochaines étapes de la recherche sur la transparence fiscale).
- 14 Jonathan L. Weigel, « *The Participation Dividend of Taxation: How Citizens in Congo Engage More with the State When it Tries to Tax Them* » (Le dividende de participation de la fiscalité : Comment les citoyens du Congo s'engagent davantage avec l'Etat lorsque celui-ci tente de les taxer) *The Quarterly of J. Econ.* 135, no 4 (2020) : 1849–1903, <https://doi.org/10.1093/qje/qjaa019>.
- 15 Disponible sur: <http://mapainversionescr.mideplan.go.cr/>.
- 16 Martín A. Rossi, Antonia Vazquez, et Juan Cruz Vieyra, *Information Disclosure and the Performance of Public Investment, the Case of Costa Rica* (Divulgation d'informations et performance des services publics d'investissement, le cas du Costa Rica) Document de travail No IDB-DP-795 (Inter-American Development Bank, août 2020), <https://publications.iadb.org/publications/english/document/Information-Disclosure-and-the-Performance-of-Public-Investment-The-Case-of-Costa-Rica.pdf>.
- 17 Silvia Vannutelli, « *From lapdogs to watchdogs: Random auditor assignment and municipal fiscal performance in Italy* » (Des chiens de salon aux chiens de garde : Attribution aléatoire des auditeurs et performance fiscale municipale en Italie) (manuscrit non publié, 11 nov. 2021), https://economics.yale.edu/sites/default/files/from_lapdogs_to_watchdogs.pdf.
- 18 Sounmon Hong et B. Shine Cho, « *Citizen participation and the redistribution of public goods* » (La participation des citoyens et la redistribution des biens publics) *Public Administration* 96, no 3 (sept. 2018) : 481–496, <https://doi.org/10.1111/padm.12521>.
- 19 Sounmon Hong et B. Shine Cho, « *Citizen participation and the redistribution of public goods* » (La participation des citoyens et la redistribution des biens publics) *Public Administration* 96, no 3 (sept. 2018) : 481–496, <https://doi.org/10.1111/padm.12521>.
- 20 Touchton et Wampler, « *Public engagement for public health* » (L'engagement public pour la santé publique).
- 21 Haus, Wehner, et Renzio, (When) Do Open Budgets Transform Lives? Progress and Next Steps in Fiscal Openness Research ([Quand] Les budgets ouverts transforment-ils des vies ? Progrès et prochaines étapes de la recherche sur la transparence fiscale).
- 22 Philipp Krause et Gonzalo Hernández Licona « *From experimental findings to evidence-based policy* » (Des résultats expérimentaux aux politiques fondées sur des preuves) *World Development* 127 (2020) : 1–3, <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2019.104812>.
- 23 Ritva Reinikka et Jacob Svensson, « *Fighting corruption to improve schooling: Evidence from a newspaper campaign in Uganda* » (Combattre la corruption pour améliorer la scolarité : Les résultats d'une campagne de presse en Ouganda) *J. de Eur. Econ. Ass'n* 3, no 2–3 (2005) : 259–267, <https://doi.org/10.1162/jeea.2005.3.2-3.259>; Ritva Reinikka et Jacob Svensson, « *The power of information in public services: Evidence from education in Uganda* » (Le pouvoir de l'information dans les services publics : L'exemple de l'éducation en Ouganda) *J. de Pub. Econ.* 95, no 7–8 (2011) : 956–966, <https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2011.02.006>.
- 24 Gustavo J. Bobonis, Luis R. Cámara Fuertes et Rainer Schwabe, « *Monitoring corruptible politicians* » (Surveillance des politiciens corruptibles) *Amer. Econ. Rév.* 106, no 8 (août 2016) : 2371–2405, <http://doi.org/10.1257/aer.20130874>.
- 25 Bobonis, Fuertes et Schwabe, « *Monitoring corruptible politicians* » (Surveillance des politiciens corruptibles).
- 26 Maria Paula Gerardino, Stephan Litschig et Dina Pomeranz, « *Distortion by Audit: Evidence from Public Procurement* » (Distorsion par l'audit : Les données relatives aux marchés publics) NBER Document de travail 23978 (National Bureau of Economic Research, août 2020), <https://www.nber.org/papers/w23978>.

Constantin Cearanovski défile sur le site [MTender](#), un système de marchés publics en ligne qui augmente l'efficacité des dépenses publiques. Photo par PGO.



CHAPITRE 3

Contrats ouverts



Les avantages des contrats ouverts

Les marchés publics constituent l'une des plus grandes catégories de dépenses dans un pays, et la plus sujette au gaspillage et aux abus. Les marchés publics ouverts permettent de réaliser d'importantes économies, d'améliorer l'efficacité interne, de fournir des services de haute qualité et de renforcer la concurrence*.

Définitions

- ▶ **CONTRATS OUVERTS** - Une approche visant à réformer les politiques et processus de passation de marchés publics afin d'accroître la transparence, la participation et l'inclusion (de la planification à la mise en œuvre des contrats publics). Cette approche utilise des données ouvertes, opportunes et accessibles pour la prise de décision, le suivi et la surveillance.
- ▶ **MARCHÉS PUBLICS EN LIGNE** - Utilisation des technologies de l'information pour l'achat de biens, de travaux et de services publics auprès de fournisseurs.
- ▶ **MARCHÉS PUBLICS SENSIBLES À LA DIMENSION DE GENRE** - Engagement du gouvernement à inclure des objectifs et des actions sensibles à la dimension de genre, à corriger les préjugés sexistes et à renforcer les capacités internes pour mettre en œuvre des actions sensibles à la dimension de genre. Il peut s'agir de mesures visant à soutenir l'inclusion d'entreprises dirigées par des femmes pour participer en tant que fournisseurs. Ces mesures peuvent aussi viser à garantir que les biens, travaux et services achetés répondent aux besoins des femmes et des filles¹.

Les preuves

Voici ce que montrent les preuves de l'incidence des contrats ouverts sur les dépenses publiques, l'efficacité, la qualité des travaux et services publics, la lutte contre la corruption et l'inclusion sociale.



ÉCONOMIES DE COÛTS ET DÉLAIS ACCÉLÉRÉS

- **Les plateformes ouvertes de passation de marchés en ligne permettent de réaliser d'importantes économies financières et de réduire les délais de passation.**
 - Une étude de 2019 a comparé les données sur les processus de passation de marchés concurrentiels menés par le biais de ProZorro, la plateforme de passation de marchés en ligne open-source de l'**Ukraine**, avec les processus de passation de marchés concurrentiels menés avant l'introduction de ProZorro. Elle a constaté qu'avec l'introduction de ProZorro, l'écart entre les prix estimés et les prix réels s'est accru (de 3,5 à 5,8 % de moins que pour les achats effectués avant ProZorro)². Cette plateforme a également réduit le temps nécessaire

* Ce chapitre est basé sur un examen des preuves réalisé par Andrew McDevitt pour soutenir le Guide du sceptique. Andrew McDevitt, [State of Evidence: Open Contracting](#) (Etat de la preuve : Contrats ouverts). Partenariat pour un gouvernement ouvert et Partenariat pour un marché ouvert, mai 2022).

à l'acquisition de biens et de services d'environ cinq à six jours³. Lors de sa phase pilote en 2015, on estime que ProZorro a permis d'économiser plus de 55 millions de dollars US pour plus de 3 900 agences gouvernementales et entreprises publiques en Ukraine⁴. D'ici à la fin de 2020, les économies totales s'élèveront à un montant estimé à 6 milliards de dollars⁵.

- Une étude réalisée en 2020 sur la plateforme d'approvisionnement en ligne **Argentine COMPR.AR** a révélé que cette dernière a permis de réduire les prix d'environ 4 %. Cela représente une économie totale de plus de 35 millions de dollars US. COMPR.AR a également réduit la durée du processus de passation des marchés publics de plus de 11 jours et a amélioré l'efficacité, la transparence et la disponibilité des données. De par sa conception, elle a facilité l'accès du public à l'information afin de réduire les écarts d'asymétrie et de permettre un plus grand nombre de soumissionnaires⁶.
- Une étude menée par le Partenariat pour des contrats ouverts au **Paraguay** a estimé une augmentation des économies sur les coûts de passation de marchés. Cette augmentation est de 1,4 % par an après le lancement du portail de contrats ouverts du pays et la refonte de son portail de passation de marchés en 2015. L'étude a également révélé une baisse des ajustements et des modifications des processus de passation de marchés, qui sont passés de 19 % de tous les contrats en 2013 à 3 % en 2016⁷.
- Un rapport de l'OCDE de 2016 sur le système d'approvisionnement électronique en ligne de la **Corée du Sud (KONEPS)** a estimé que les économies réalisées s'élevaient à 8 milliards de dollars US par an, sur la base des économies réalisées sur les coûts administratifs, principalement grâce à une réduction de la charge pesant sur les entreprises. KONEPS a également réduit le temps de traitement des marchés publics de plus de 30 heures à 2 heures seulement⁸.
- En **Moldavie**, le système d'approvisionnement médical en ligne, MTender, a permis d'économiser 15,4 % sur des transactions d'une valeur d'environ 60 millions de dollars US. Dans le cadre du programme national de lutte contre le VIH/sida, les génériques à bas prix ont largement remplacé les médicaments de marque coûteux. Le tout a permis d'économiser 19 % sur le budget d'approvisionnement du programme de lutte contre le VIH/sida pour 2020⁹.
- En **Colombie**, un an après la mise en œuvre du nouveau système de passation de marchés en ligne Colombia Compra Eficiente, le nombre de jours nécessaires à l'attribution des marchés s'est amélioré de 16 jours en moyenne¹⁰.
- **La publication des estimations de coûts peut augmenter les économies.** Une analyse réalisée en 2008 sur des projets de construction d'autoroutes dans **l'Etat américain de l'Oklahoma** a révélé que la publication par l'Etat d'estimations de coûts internes avant la soumission des offres a fait baisser les offres moyennes et l'offre gagnante. Les effets sont plus marqués pour les projets plus complexes et incertains. Cette politique a également permis aux nouveaux entrants de présenter des offres plus réalistes et a augmenté leur taux de survie dans le secteur¹¹.
- **Un processus transparent de qualification des soumissionnaires peut réduire les coûts de passation des marchés.** Une étude réalisée en 2009 sur le processus de qualification des soumissionnaires dans le cadre d'enchères de travaux publics municipaux au Japon a révélé qu'une transparence accrue permettait de réduire les coûts de passation de marchés de près de 8 %¹². Des études sur les données relatives aux marchés publics japonais montrent que la transparence de plusieurs éléments, comme les prix minimums, génère une plus grande concurrence et des gains d'efficacité en rendant la collusion entre soumissionnaires plus difficile¹³.



UNE CONCURRENCE ACCRUE

- **La publication des détails du contrat peut diminuer les offres uniques pour les contrats.** Une étude réalisée en 2017 sur plus de 4 millions de contrats de marchés publics dans **30 pays européens** a révélé que la publication d'informations supplémentaires sur les contrats (comme les détails des critères, la valeur du contrat et la méthode de sélection¹⁴) a entraîné la diminution du nombre de soumissions uniques dans les processus de passation de marchés. (Les contrats à soumissionnaire unique sont attribués lorsqu'une seule entreprise participe au processus d'appel d'offres, rendant ainsi le processus non concurrentiel¹⁵). L'étude a estimé qu'en augmentant la transparence de cinq éléments en moyenne, on pourrait réduire les appels d'offres uniques de 2 % à 3,5 % et économiser de 3,6 à 6,3 milliards d'euros au sein de l'UE. L'étude a également conclu que la transparence avant adjudication avait un effet plus important sur les risques de corruption que la transparence après adjudication¹⁶.
- **Les systèmes de passation de marchés transparents attirent davantage de soumissionnaires.** Une étude de la Banque mondiale de 2017 a révélé que les entreprises sont plus susceptibles de participer aux marchés publics dans les pays dotés de systèmes de passation de marchés transparents, où les exceptions à la concurrence ouverte dans les appels d'offres doivent être explicitement justifiées. L'étude a également trouvé certaines preuves que les systèmes transparents encouragent également un plus grand nombre d'entreprises soumissionnaires, en particulier les petites entreprises pour lesquelles les coûts de transaction pour s'informer sur les possibilités de soumission sont plus lourds¹⁷.
- **La publication d'offres de contrats accroît la concurrence et permet d'obtenir un retour sur investissement élevé.**
 - Une étude de 2016 utilisant des données de la Banque mondiale a révélé qu'une augmentation de la publicité des opportunités d'offres augmentait significativement la concurrence (le nombre d'offres). Elle a suggéré qu'une augmentation relativement modeste de la publicité et de la transparence avait une incidence économiquement significative sur les résultats des marchés publics¹⁸.
 - Une étude menée en **Italie** a révélé que la publication en ligne des appels d'offres sur le portail national des marchés publics avait un effet positif sur le nombre de soumissionnaires, la prévalence des gagnants non locaux et les réductions de prix, par rapport aux annonces dans les journaux locaux¹⁹.
- **La concurrence ouverte peut réduire les prix.** Une étude réalisée en 2021 a montré que la concurrence ouverte entraîne une réduction des prix de 10 % à 20 %. Parmi les interventions politiques examinées, l'étude a révélé que l'introduction de la passation de marchés en ligne et l'élargissement de la publicité des occasions avaient les effets les plus significatifs²⁰.



RAPPORT QUALITÉ-PRIX

- **Le suivi par la société civile peut réduire les coûts des projets de travaux publics.** Une expérience de terrain menée en 2017 au Pérou a comparé 200 gouvernements de district mettant en œuvre des projets d'infrastructure. Les districts qui avaient été préalablement avisés d'un suivi par une organisation de la société civile ont réalisé les travaux publics à des coûts nettement inférieurs (51 % moins chers) que ceux qui ne l'avaient pas été. En moyenne, l'intervention a réduit le coût des travaux publics d'environ 75 000 dollars US par projet²¹.

- **L'ouverture des marchés joue un rôle important dans la protection des fonds destinés aux soins de santé.** En République slovaque, la publication d'informations sur les marchés a permis de découvrir des inefficacités considérables dans les achats hospitaliers, notamment l'achat de tomodensitomètres identiques à des prix variant de plus de 100 %²².

ÉTUDE DE CAS

Le suivi communautaire aux Philippines améliore la qualité des manuels scolaires et réduit leur prix de moitié

MESURE : Le ministère philippin de l'Éducation s'est associé à des ONG locales pour surveiller le processus d'appel d'offres du ministère, inspecter la qualité des manuels scolaires et suivre les livraisons entre 2002 et 2005.

INCIDENCE : Le prix des manuels a baissé de 50 % et des observateurs bénévoles ont signalé que 95 % des livraisons se faisaient sans erreur. La qualité des livres s'est également améliorée, comme en témoigne l'augmentation de la durée de conservation moyenne des manuels, qui est passée de deux à quatre ou cinq ans en 2007. La durée du cycle complet d'un manuel, de l'appel d'offres à la livraison, a été réduite de 50 %, passant à 12 mois²³.



CONTRÔLE DE LA CORRUPTION

- **Le croisement des données sur les marchés publics avec les données d'enregistrement des entreprises peut aider à détecter la corruption.** Une étude approfondie de 2013 menée par Transparency International en **Géorgie** a analysé 430 000 achats gouvernementaux à source unique/non concurrentiels en les croisant avec les données sur l'enregistrement des entreprises, les déclarations d'actifs et les registres de dons aux partis. L'étude a révélé qu'au moins 150 millions de dollars d'achats à source unique ont été versés à des entreprises appartenant à des membres du parlement et à des fonctionnaires ou à leurs conjoints. En 2012, 60 % des dons divulgués par le parti au pouvoir provenaient de propriétaires, de directeurs et d'avocats d'entreprises qui avaient reçu des contrats sans appel d'offres. Le don moyen était estimé équivalent à 4 % de la valeur des contrats concernés²⁴.
- **L'établissement d'un lien entre les données sur la propriété effective et les données sur les marchés publics peut révéler des conflits d'intérêts, même au-delà des frontières.** Transparency International **République tchèque** a mis au jour un conflit d'intérêts en République tchèque en utilisant le registre public de la République slovaque (voir l'encadré ci-dessous pour plus de détails sur le registre de la République slovaque). Elle a découvert que le Premier ministre tchèque, Andrej Babiš, détenait une part majoritaire d'Agrofert, un grand conglomérat agricole tchèque. En tant qu'unique bénéficiaire de deux fonds fiduciaires détenant 100 % des actions d'Agrofert, Babiš recevait chaque année des millions d'euros de subventions de l'UE. Selon la Commission européenne, il s'agissait d'un conflit d'intérêts manifeste²⁵.

- **La transparence et le suivi citoyen peuvent décourager les pratiques injustes.** Une étude réalisée en Ukraine en 2020 a montré que la transparence et le suivi citoyen du marché public ouvert ont permis d'écartier les soumissionnaires collusoires du marché. Cela a permis d'établir une véritable concurrence. Les soumissionnaires s'entendent pour fixer des conditions (coûts, nombre de soumissionnaires, entre autres facteurs) afin de favoriser un candidat spécifique, créant ainsi une concurrence artificielle. L'étude a révélé qu'une surveillance supplémentaire du processus de passation de marchés a contribué à réduire les prix sur le marché de 20,6 %. Cette surveillance a également permis d'atteindre un gain de bien-être global compris entre 2,68 % et 3,11 % des dépenses totales de passation de marchés²⁶.

ÉTUDE DE CAS

Le registre des partenaires du secteur public de la République slovaque améliore l'intégrité de son processus de passation de marchés publics



MESURE : En novembre 2015, la République slovaque a introduit le registre public des partenaires du secteur public pour les entreprises participant aux marchés publics.

INCIDENCE : Les organisations de la société civile en République slovaque ont utilisé le registre pour révéler que 190 des bénéficiaires effectifs répertoriés étaient des fonctionnaires (qui pourraient avoir un conflit d'intérêts lors de l'attribution de contrats) et pour vérifier si les entreprises fournissaient des informations sur leurs bénéficiaires effectifs dans le cadre de l'obtention de marchés publics, comme l'exige la loi. En mars 2016, il a été constaté que l'agence de presse publique TASR avait signé un contrat pour une mise à niveau informatique d'une valeur de 110 000 euros avec une entreprise qui n'avait pas fourni son bénéficiaire effectif. Il en allait de même pour deux contrats attribués par un gouvernement local. Lorsque le nouveau registre a été lancé en 2017, un opérateur ferroviaire public a été contraint de se retirer d'un bail de 50 ans très critiqué pour la principale gare du pays. Les citoyens ont découvert que le contractant n'avait pas fourni d'informations sur son bénéficiaire effectif²⁷.



INCLUSION SOCIALE

Les contrats ouverts sont un élément majeur de l'ouverture des processus de passation de marchés à de multiples soumissionnaires. Ouvrir le processus à davantage de concurrence peut conduire à une plus grande diversité d'entrepreneurs. En outre, la publication de données sur la diversité des contractants, leur rendement, et l'inclusion d'entreprises plus diverses dans la conception du processus d'appel d'offres peuvent aider à déterminer les domaines dans lesquels il est possible d'étendre et d'améliorer les contrats.

- **Les marchés publics inclusifs peuvent apporter des avantages économiques et sociaux concrets.** Selon un rapport de 2020, un processus de passation de marchés inclusif peut soutenir l'emploi et donner aux gouvernements l'accès à un plus grand choix de biens,

de services et de compétences. Il peut également générer une concurrence accrue et une croissance économique²⁸.

- **Les programmes de diversité des fournisseurs offrent un bon rapport qualité-prix.** Une étude a révélé que les organisations d’approvisionnement de premier plan qui ont un taux d’adoption plus élevé de programmes de diversité des fournisseurs génèrent un retour sur le coût des opérations d’approvisionnement 133 % plus élevé que les organisations moyennes. Cela se traduit par une augmentation de 3,6 millions de dollars US de leurs résultats pour chaque million de dollars US de coûts d’opérations d’approvisionnement²⁹.
- **Les données ouvertes peuvent permettre de repérer les lacunes en matière d’inégalités dans les marchés publics.** Une étude des données relatives aux marchés publics en **Albanie** a révélé que les contrats attribués aux femmes entrepreneurs ont tendance à être plus rentables. Néanmoins, bien que le rendement soit supérieur et que 27 % des entreprises du pays soient détenues par des femmes, seulement 5 % des contrats municipaux ont été attribués à des entreprises dirigées par des femmes³⁰.

ÉTUDE DE CAS

Renforcer l’autonomie des entreprises féminines dans les marchés publics en République dominicaine



MESURE : À partir de 2012, en plus d’étendre ses réformes ouvertes en matière de marchés publics électroniques, l’agence dominicaine des marchés publics a lancé une série d’initiatives visant à accroître la participation des entreprises appartenant à des femmes. Il s’agissait notamment d’encourager les femmes³¹ à s’inscrire en tant que fournisseurs, d’un nouvel objectif de 5 % de tous les contrats gouvernementaux à attribuer exclusivement aux entreprises appartenant à des femmes, et d’événements et d’ateliers visant à familiariser les femmes avec les marchés publics.

INCIDENCE : Ces mesures ont augmenté la participation des entreprises féminines et l’obtention de contrats. Selon les données de l’agence des marchés publics de la République dominicaine, entre 2012 et 2017, le nombre de fournisseurs féminins enregistrés dans la base de données est passé de 2 000 à 15 000. De plus, en 2019, un cinquième des contrats gouvernementaux, totalisant 20 milliards de dollars RD (350 millions de dollars US), a été attribué à des femmes. La valeur des petits contrats accordés aux MPME a augmenté de 600 %, passant de 6 millions de dollars US en 2013 à 42 millions de dollars US en 2019³².

Les limites de la preuve

- **La portée géographique des preuves se concentre sur deux régions : l'Europe (en particulier l'Europe de l'Est) et l'Amérique latine.** Bien que d'autres régions du monde soient également représentées, notamment l'Indonésie, les Philippines et le Kenya, l'accent mis sur l'Europe et l'Amérique latine peut s'expliquer par l'introduction généralisée de réformes de l'approvisionnement électronique dans ces régions au début des années 2000. En 2020, plus des deux tiers des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et 100 % des pays de l'OCDE avaient mis en place des systèmes d'approvisionnement électronique, souvent sous la forme d'une plateforme centrale. Tous n'ont cependant pas mis leurs données à la disposition du public³³.
- **Des recherches supplémentaires sont nécessaires sur les avantages de l'établissement d'un lien entre les contrats ouverts et les données sur la propriété effective.** Dans la pratique, l'utilisation systématique des données sur la propriété effective dans les marchés publics reste très limitée³⁴. Par conséquent, il n'existe pas d'études empiriques effectuées par après permettant de déterminer l'effet dissuasif des registres, ou un lien de causalité entre les registres et les enquêtes réussies. Néanmoins, des preuves anecdotiques révèlent un petit nombre de cas où la propriété effective a permis de détecter des délits financiers³⁵. Il sera particulièrement important de relier davantage ces données aux données sur les processus politiques, notamment les déclarations de patrimoine des fonctionnaires et le financement politique.
- **De nombreuses études ne fournissent pas de preuves de l'ampleur des effets des interventions en matière de contrats ouverts.** Cela est causé soit par le fait qu'il n'y a pas suffisamment de bonnes données pour comparer les résultats avant et après les interventions, soit par le fait que les interventions évaluées font partie de réformes plus vastes, notamment la passation de marchés en ligne et le changement de la structure des appels d'offres³⁶. Il est donc difficile d'isoler leurs effets. Les gouvernements peuvent aider à construire cette base de connaissances en coopérant à des expériences naturelles avec les chercheurs.
- **Des efforts plus importants pour lutter contre les inégalités structurelles sont nécessaires.** Les preuves de l'incidence des contrats ouverts sur l'inclusion sociale sont largement fondées sur l'observation. Les résultats suggèrent que le potentiel des contrats ouverts à contribuer à une plus grande inclusion est limité en l'absence d'efforts plus larges pour s'attaquer aux inégalités structurelles. La passation de marchés ouverts en soi ne permet pas nécessairement d'intégrer les entreprises appartenant à des minorités dans le processus. Il existe encore de nombreux obstacles, tels que le manque d'accès et d'autonomisation, qui entravent leur participation.

La pandémie nous a donné la meilleure motivation possible pour promouvoir les valeurs liées au gouvernement ouvert. La nécessité de disposer de nouveaux apports d'informations qui ne peuvent provenir que des citoyens, des données ouvertes et de la collaboration.



- Victoria Alsina-Burgués, ministre de l'Action extérieure et du Gouvernement ouvert, gouvernement de Catalogne, Espagne. [Sommet mondial du PGO 2021](#).



Un participant au Sommet mondial PGO 2019 au Canada pose une question en séance plénière. Photo par PGO.

Notes de fin

Contrats Ouverts

- 1 Open Contracting Partnership and Value for Women, *Towards Gender Balance in Public Procurement, Understanding the Barriers and Solutions to Include Women-Led Businesses* (Partenariat pour des contrats ouverts et valeur pour les femmes, Vers un équilibre entre les sexes dans les marchés publics, Comprendre les obstacles et les solutions pour inclure les entreprises dirigées par des femmes) (Partenariat pour un marché ouvert, 2020), <https://www.open-contracting.org/wp-content/uploads/2020/07/OCP2020-Gender-Responsive-Procurement.pdf>.
- 2 Artur Kovalchuk, Charles Kenny, et Mallika Snyder, *Examining the Impact of E-Procurement in Ukraine* (Examen de l'impact de la passation de marchés en ligne en Ukraine) (Document de travail 511, juin 2019), <https://www.cgdev.org/sites/default/files/examining-impact-e-procurement-ukraine.pdf>.
- 3 Artur Kovalchuk, Charles Kenny, et Mallika Snyder, *Examining the Impact of E-Procurement in Ukraine* (Examen de l'impact de la passation de marchés en ligne en Ukraine) (Document de travail 511, juin 2019), <https://www.cgdev.org/sites/default/files/examining-impact-e-procurement-ukraine.pdf>.
- 4 Sophie Brown, « 'Everyone sees everything' Overhauling Ukraine's corrupt contracting sector » (« Tout le monde voit tout » Réforme du secteur corrompu de la sous-traitance en Ukraine) (Partenariat pour un marché ouvert, 28 nov. 2016), <https://medium.com/open-contracting-stories/everyone-sees-everything-fa6df0d00335>.
- 5 Tableau de bord BI officiel de Prozorro, <https://bi.prozorro.org/sense/app/fba3f2f2-cf55-40a0-a79f-b74f5ce947c2/sheet/HbXjQep/state/analysis>.
- 6 Roberto de Michele et Gastón Pierri, *Transparency and Digital Government, the Impact of COMPR.AR in Argentina* (Transparence et gouvernement numérique, l'impact de COMPR.AR en Argentine) Document de travail N° IDB-DP-767 (Inter-American Development Bank, mai 2020), <https://publications.iadb.org/publications/english/document/Transparency-and-Digital-Government-The-Impact-of-COMPR.AR-in-Arentina.pdf>.
- 7 Sophie Brown et Georg Neumann, « Paraguay's transparency alchemists: How citizens are using open contracting to improve public spending » (Les alchimistes de la transparence du Paraguay : Comment les citoyens utilisent les contrats ouverts pour améliorer les dépenses publiques) (Partenariat pour un marché ouvert, 2 oct. 2017), <https://medium.com/open-contracting-stories/paraguays-transparency-alchemists-623c8e3c538f>.
- 8 OCDE, *The Korean Public Procurement Service, Innovating for Effectiveness* (Le service coréen des marchés publics, innover pour être efficace) Examens de la gouvernance publique de l'OCDE (Editions OCDE, 2016), www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/governance/the-korean-public-procurement-service_9789264249431-en#page4.
- 9 Contrats ouverts, « Patients, experts, and openness: A powerful combination therapy for unaffordable medicines in Moldova » (Patients, experts, et ouverture : Une puissante thérapie combinée pour les médicaments inabordables en Moldavie) (Partenariat pour un marché ouvert, 23 nov. 2021), <https://www.open-contracting.org/2021/11/23/patients-experts-and-openness-a-powerful-combination-therapy-for-unaffordable-medicines-in-moldova/>.
- 10 Colombia Compra Eficiente, « Resultados del sistema de indicadores » (Résultats du système d'indicateurs) (2015), <https://colombiacompra.gov.co/indicadores/resultados-del-sistema-de-indicadores>.

- 11 Dakshina G. de Silva et autres, « *The impact of public information on bidding in highway procurement auctions* » (L'impact de l'information publique sur les offres dans les enchères de marchés publics routiers) Eur. Econ. Rev. 52, no 1 (jan 2008), <https://ideas.repec.org/a/eee/eecrev/v52y2008i1p150-181.html>.
- 12 Hiroshi Ohashi, « *Effects of Transparency in Procurement Practices on Government Expenditure: A Case Study of Municipal Public Works* » (Effets de la transparence des pratiques de passation de marchés sur les dépenses publiques : Une étude de cas des travaux publics municipaux) Rev. of Indus. Org. 34 (17 juin 2009) : 267–285, <https://link.springer.com/article/10.1007/s11151-009-9208-1>.
- 13 Sylvain Chassang et Juan Ortner, « *Collusion in Auctions with Constrained Bids: Theory and Evidence from Public Procurement* » (Collusion dans les enchères avec des offres contraintes : Théorie et données probantes sur les marchés publics) Université de Princeton. William S. Dietrich II Econ. Theorie Cntr. Document de recherche no 072_2015 (SSRN, 20 oct. 2015), https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2683505.
- 14 Les détails peuvent inclure : les langues admissibles ; la méthode de sélection ; les informations sur les critères ; la durée estimée du contrat ; les codes CPV ; le nom du fournisseur retenu ; les codes NUTS ; les informations sur la sous-traitance ; la valeur du contrat ; et l'utilisation des fonds européens.
- 15 Etant donné que les contrats à soumissionnaire unique sont en moyenne 7,1 % plus chers que les contrats à soumissionnaires multiples, les économies de prix annuelles associées dans toute l'Europe sont substantielles. Les contrats à soumissionnaire unique sont plus susceptibles d'avoir été manipulés pour favoriser une certaine entreprise et ses demandes de prix. Voir Sophie Brown et Nicholas Penagos, « *A little data goes a long way: How bidder analysis could boost competition in Colombia's infrastructure contracts* » (Un peu de données pour un long chemin : Comment l'analyse des soumissionnaires pourrait stimuler la concurrence dans les contrats d'infrastructure en Colombie). (Partenariat pour un marché ouvert, 3 mai 2019), <https://www.open-contracting.org/2019/05/03/a-little-data-goes-a-long-way-how-bidder-analysis-could-boost-competition-in-colombias-infrastructure-contracts/>.
- 16 Monika Bauhr et autres, *Lights on the Shadows of Public Procurement: Transparency in government contracting as an antidote to corruption?* (Lumières sur les ombres des marchés publics : La transparence des marchés publics comme antidote à la corruption ?) (Digiwhist, août 2017), http://digiwhist.eu/wp-content/uploads/2017/09/D3.2-Light-on-the-Shadows-of-Public-Procurement_corr.pdf.
- 17 Stephen Knack, Nataliya Biletska et Kanishka Kacker, *Deterring Kickbacks and Encouraging Entry in Public Procurement Markets: Evidence from Firm Surveys in 88 Developing Countries* (Dissuader les pots-de-vin et encourager l'entrée sur les marchés publics : Données issues d'enquêtes auprès des entreprises dans 88 pays en développement) Document de travail de recherche en politiques publiques 8078 (Groupe de la Banque mondiale, mai 2017), <https://documents1.worldbank.org/curated/en/817871496169519447/pdf/WPS8078.pdf>.
- 18 Charles Kenny et Ben Chrisman, *Results Through Transparency: Does Publicity Lead to Better Procurement?* (Des résultats grâce à la transparence : La publicité permet-elle d'améliorer la passation des marchés ?) Document de travail 437 (Center for Global Development, sept. 2016), <https://www.cgdev.org/sites/default/files/results-through-transparency-does-publicity-lead-better-procurement-working-paper-437.pdf>.
- 19 Coviello, D. et Mariniello, M. (2014) *Publicity requirements in public procurement: Evidence from a regression discontinuity design* (Les exigences de publicité dans les marchés publics : Preuve à partir d'un modèle de discontinuité de la régression). Journal of Public Economics, 109, 76–100. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0047272713002107>

- 20 Isabelle Adam, Alfredo Hernandez Sanchez et Mihály Fazekas, *Global Public Procurement Open Competition Index* (Indice de concurrence ouverte pour les marchés publics mondiaux) GTI-WP/2021:02 (Government Transparency Institute, 7 avr. 2021), http://www.govtransparency.eu/wp-content/uploads/2021/09/Adam-et-al_Evidence-paper_procurement-competition_210902_formatted_2.pdf.
- 21 Paul Lagunes, *Guardians of accountability: A field experiment on corruption and inefficiency in local public works* (Les gardiens de la responsabilité : Une expérience de terrain sur la corruption et l'inefficacité des travaux publics locaux) C-89335-PER-1 (International Growth Centre, nov. 2017), <https://www.theigc.org/wp-content/uploads/2017/11/Lagunes-2017-Working-paper.pdf>
- 22 Gabriel Šípoš, Samuel Spáč, et Martin Kollárik, *Not in force until published online. What the radical transparency regime of public contracts achieved in Slovakia* (Non en vigueur jusqu'à la publication en ligne. Ce que le régime de transparence radicale des marchés publics a permis de réaliser en Slovaquie) (Transparency International Slovaquie, 2015), <https://www.transparency.sk/wp-content/uploads/2015/05/Open-Contracts.pdf>.
- 23 Rushda Majeed, *Promoting Accountability, Monitoring Services: Textbook Procurement and Delivery, The Philippines, 2002-2005* (Promouvoir la responsabilisation, contrôler les services : Achat et livraison de manuels scolaires, Les Philippines, 2002-2005) (Université de Princeton, 2013), <https://successfulsocieties.princeton.edu/publications/promoting-accountability-monitoring-services-textbook-procurement-and-delivery>.
- 24 Transparency International Georgie, *Simplified Procurement – Corruption Risks in Non-Competitive Government Contracts* (Approvisionnement simplifié – Risques de corruption dans les marchés publics non concurrentiels) (déc. 2013), https://transparency.ge/sites/default/files/post_attachments/Simplified%20procurement%20-%20Eng%20.pdf.
- 25 Theo Van der Merwe, « *Beneficial ownership registers: Progress to date* » (Registres de propriété effective : Progrès réalisés à ce jour) U4 Helpdesk Réponse 6 (Institut Chr. Michelsen et Transparency Institute, 2020), <https://www.u4.no/publications/beneficial-ownership-registers-progress-to-date>.
- 26 Bruno Baránek, Leo Musolff et Vítězslav Titl, *Data transparency, public oversight and collusion in e-procurement* (Transparence des données, contrôle public et collusion dans les marchés publics électroniques) (EconPol Europe, 25 oct. 2020), https://www.econpol.eu/sites/default/files/2020-10/Working_Paper_Titl_Vitezslav_Collusion_in_auctions.pdf.
- 27 PGO, *Anti-Corruption Initiatives, Beneficial Ownership, Open Government Partnership Global Report* (Initiatives de lutte contre la corruption, propriété bénéficiaire, rapport mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert) (PGO) (2019), https://www.opengovpartnership.org/wp-content/uploads/2019/05/Global-Report_Beneficial-Ownership.pdf
- 28 Sabrina Martin et autres., *Gender Equality and Social Inclusion in ICT Procurement: Discovery Report* (L'égalité des sexes et l'inclusion sociale dans les marchés publics de TIC : Rapport de découverte) (Oxford Insights, août 2020), <https://static1.squarespace.com/static/58b2e92c1e5b6c828058484e/t/5f887193b824754224847cfd/1602777495732/GESI+report+-+Discovery+Report.pdf>.
- 29 Niul Burton, Theresa Harrison et Curtis L. Simpson « *How can greater supplier diversity unclog your growth pipeline?* » (Comment une plus grande diversité des fournisseurs peut-elle désengorger votre pipeline de croissance ?) (Ernst & Young, 2015), https://businessdocbox.com/Business_Software/91218286-How-can-greater-supplier-diversity-unclog-your-growth-pipeline.html.
- 30 Partenariat pour un gouvernement ouvert, « *Using Data on Women-Owned Businesses in Albania* » (Utilisation des données sur les entreprises détenues par des femmes en Albanie). (29 mai 2019), <https://www.opengovpartnership.org/stories/lessons-from-reformers-using-data-on-women-owned-businesses-in-albania/>.

- 31 Dirección General Contrataciones Públicas, (page d'accueil) (consulté en avril 2022), <https://www.dgcp.gob.do/>.
- 32 Romina Colman, « *Women win one in four contracts in the Dominican Republic thanks to inclusive procurement reforms* » (Les femmes remportent un contrat sur quatre en République Dominicaine grâce à des réformes inclusives en matière de marchés publics) (Partenariat pour un marché ouvert, 23 sept. 2020), www.open-contracting.org/2020/09/23/women-win-one-in-four-contracts-in-the-dominican-republic-thanks-to-inclusive-procurement-reforms/.
- 33 OCDE, *Government at a Glance: Latin America and the Caribbean* (Le gouvernement en un coup d'œil : Amérique latine et Caraïbes) 2020 (20 mar. 2020), https://www.oecd-ilibrary.org/governance/government-at-a-glance-latin-america-and-the-caribbean-2020_13130fbb-en.
- 34 Plusieurs pays (par exemple, le Mexique, le Ghana, la Macédoine du Nord et l'Afghanistan) se sont engagés spécifiquement à promouvoir la transparence de la propriété effective dans les processus de passation de marchés publics. (Voir Justine Davila, Michael Barron et Tim Law, *Towards a Global Norm of Beneficial Ownership Transparency A scoping study on a strategic approach to achieving a global norm* [Vers une norme mondiale de transparence de la propriété bénéficiaire, une étude de cadrage sur une approche stratégique pour atteindre une norme mondiale] (Adam Smith International et UKAID, mar. 2019), <https://adamsmithinternational.com/app/uploads/2019/07/Towards-a-Global-Norm-of-Beneficial-Ownership-Transparency-Phase-2-Paper-March-2019.pdf> et « *North Macedonia Beneficial Ownership Transparency in Public Procurement (MK0144)* » [Propriété bénéficiaire Transparence dans les marchés publics en Macédoine du Nord (MK0144)] (Partenariat pour un gouvernement ouvert, 2021), <https://www.opengovpartnership.org/members/north-macedonia/commitments/MK0144/>.) Pendant ce temps, Open Ownership travaille pour aider les pays (y compris l'Indonésie, le Nigeria et l'Afrique du Sud) à relier leurs données sur la propriété effective et les marchés publics. Open ownership, « Publications » (en anglais) (consulté en avril 2022), <https://www.openownership.org/resources/?type=case-studies>.
- 35 Van der Merwe, « *Beneficial ownership registers: Progress to date* » (Registres de propriété effective : Les progrès réalisés à ce jour).
- 36 Mihály Fazekas et Jürgen René Blumzekas, *Improving Public Procurement Outcomes Review of Tools and the State of the Evidence Base* Améliorer les résultats des marchés publics : examen des outils et de l'état de la base factuelle) Document de travail de recherche en politiques 9690 (Groupe de la Banque mondiale, juin 2021), <https://documents1.worldbank.org/curated/en/656521623167062285/pdf/Improving-Public-Procurement-Outcomes-Review-of-Tools-and-the-State-of-the-Evidence-Base.pdf>; Jan Telgen, Jonna van der Krift, et Astrid Wake, *Public procurement reform: Assessing interventions aimed at improving transparency* (Réforme des marchés publics : Evaluation des interventions visant à améliorer la transparence) (Dept. for International Dev't et UKAID, 2016), <https://gsdrc.org/wp-content/uploads/2017/05/Public-Procurement-Reform.pdf>.

Sarah Pacayra est une mère et défenseure de l'éducation aux Philippines. Sarah a participé au programme [Citizen Participatory Audit \(CPA\)](#) qui a audité plus de 150 écoles pour évaluer si elles respectaient les directives de sécurité et de productivité. Photo par PGO.



CHAPITRE 4

Audits sociaux



Les avantages des audits sociaux sur la prestation de services

Il est prouvé que les audits sociaux peuvent améliorer la mise en œuvre des programmes, l'accessibilité des services publics et la confiance des prestataires de services*.

Définitions

- ▶ **LES AUDITS SOCIAUX** - Un outil permettant aux citoyens de s'engager et de demander des comptes aux prestataires de services gouvernementaux. Pour ce guide, les audits sociaux présentent les caractéristiques suivantes¹ :
 - a) Un processus de collecte d'informations pour identifier les normes ou les lois qui déterminent les droits des citoyens aux services publics et la qualité de ces derniers ;
 - b) La convocation d'une tierce partie (gouvernement ou société civile) pour évaluer comment les objectifs politiques, les normes ou les lois se comparent à la pratique du secteur public, en mettant l'accent sur l'accès et la qualité des services ; et
 - c) Un forum public où les résultats de l'évaluation sont discutés et où des recommandations réalisables sont identifiées, classées par ordre de priorité et acceptées. Voir le schéma 4 ci-dessous pour un aperçu des types d'audits sociaux.

Dans ce guide, nous incluons les preuves de deux approches d'audit social réussies :

- ▶ **COMMUNITY SCORE CARD - CSC (FICHE DE POINTAGE COMMUNAUTAIRE)** - Il s'agit d'un type d'audit social mis au point par CARE (Cooperative for Assistance and Relief Everywhere – Coopérative d'assistance et de secours partout dans le monde) en 2002. Cette approche comprend : l'identification du droit aux services ; l'implication des membres de la communauté et des prestataires de services par le biais de réunions en personne pour discuter et créer des plans d'action conjoints ; et le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du plan.
- ▶ **CITIZEN VOICE AND ACTION - VAC (VOIX ET ACTION DES CITOYENS)** - an evidence-based social accountability model developed by international humanitarian aid organization World Vision in 2008. While the practical implementation is flexible, there are four core elements: sharing information about public services; increasing opportunities for citizens to voice feedback and influence decisions; creating opportunities for dialogue and collaboration; and increasing accountability of service providers.

Outre les audits sociaux menés par la société civile locale ou les organisations non gouvernementales internationales (ONGI), il existe des audits sociaux à grande échelle menés par le gouvernement. Il existe souvent des synergies entre les différents acteurs qui gèrent les audits sociaux. Cette section présente des exemples d'audits sociaux gérés par la société civile locale, les ONGI et les gouvernements.

* Ce chapitre est basé sur une bibliographie annotée élaborée par Suchi Pande pour soutenir le Guide du sceptique : Suchi Pande, [Social audits in service delivery: An annotated bibliography](#) (Audits sociaux dans la prestation de services : Une bibliographie annotée). Partenariat pour un gouvernement ouvert et Accountability Research Center, mai. 2022.

Schéma 4 : Types d'audits sociaux



Favoriser
l'engagement des
citoyens



Engagement par le biais
d'un rassemblement
communautaire



Améliorer les services et
influencer les politiques

Les preuves

Voici ce que montrent les preuves de l'incidence des audits sociaux sur la prestation des services publics et de la manière dont ils peuvent sensibiliser le public aux services publics et améliorer la confiance*.



SANTÉ

- **Les audits sociaux permettent de mieux connaître les services publics disponibles et peuvent améliorer les résultats en matière de santé.**
 - En **Ouganda**, le suivi communautaire des prestataires de soins de santé primaires a permis d'améliorer la qualité et la quantité des prestations de soins de santé primaires, notamment en ce qui concerne la vaccination des enfants, les temps d'attente, les procédures d'examen et l'absentéisme des prestataires. De plus, la mortalité infantile a diminué et le poids moyen des enfants a augmenté dans les communautés surveillées².
 - Au **Népal**, une étude a montré que les audits sociaux avaient amélioré la qualité des services fournis. Les prix des médicaments et des traitements étaient plus clairs, la disponibilité des médicaments en népalais était mieux connue, les heures d'ouverture étaient plus claires et la santé maternelle était mieux prise en charge³.
 - Une étude réalisée à **Odisha, en Inde**, a montré que les audits sociaux peuvent améliorer la fourniture et l'utilisation des services alimentaires et nutritionnels. Elle a constaté que les audits sociaux sensibilisaient les communautés à leurs droits en vertu de la loi nationale indienne sur la sécurité alimentaire. L'étude a révélé des changements positifs dans trois des quatre programmes liés au droit à la maternité, à la distribution de nourriture et aux services intégrés de développement de l'enfant⁴. A la suite de l'exposition cumulative au processus d'audit social, les participants ont signalé une réduction des paiements supplémentaires pour obtenir des rations dans les villages sous le régime de distribution alimentaire⁵.
- **La validation par les citoyens permet de comprendre les lacunes et d'aborder les problèmes**
 - Une étude qualitative des cliniques de santé communautaire au **Bangladesh** a montré que les CSC ont modifié de manière positive la participation de la communauté aux soins de santé, sensibilisé la communauté et généré davantage de revenus pour les cliniques. Les personnes interrogées dans le cadre de l'étude ont estimé que les CSC sensibilisaient davantage

* Les preuves empiriques examinées pour cette publication proviennent en grande partie d'Asie du Sud et de pays d'Afrique de l'Est et de l'Ouest. Un déséquilibre régional dans les sources incluses suggère le potentiel d'informer les futurs programmes de recherche-action destinés à renforcer l'impact des audits sociaux sur la prestation de services.

les communautés aux services des cliniques et amélioreraient la communication entre la communauté et les prestataires de soins de santé, et que l'effort collectif permettait de cerner les problèmes et d'en établir la priorité⁶.

- Au **Népal**, une étude a montré que les audits sociaux ont cerné des problèmes d'utilisation et de disponibilité des services. L'utilisation des services institutionnels et des vaccinations a augmenté. La demande de services a augmenté, car l'audit social a permis de mieux faire connaître la disponibilité et les droits aux services de santé. Un problème fréquemment soulevé au cours des premières années était l'insuffisance de personnel ou de présence dans les établissements de santé ; cette situation s'est améliorée au cours des différents cycles des audits. De même, les pénuries de produits pharmaceutiques ont été évitées dès la troisième année grâce à des panneaux d'information affichant des listes de médicaments essentiels. Les réunions publiques organisées dans le cadre de l'audit ont permis d'améliorer les infrastructures, en s'attaquant à un problème de construction et d'équipement fréquemment évoqué lors des réunions⁷.

ÉTUDE DE CAS

La surveillance communautaire crée une résilience aux épidémies en Sierra Leone

MESURE : En 2012, un projet a favorisé le suivi communautaire des cliniques de santé gérées par le gouvernement et a fourni des incitations non financières au personnel des cliniques.



INCIDENCE : La satisfaction des patients et l'utilisation des cliniques ont augmenté. De plus, le suivi communautaire a généré une diminution de 38 % des décès d'enfants de moins de cinq ans. Pendant la crise d'Ebola de 2014, les cliniques surveillées par la communauté ont permis d'augmenter le signalement des cas d'Ebola de 62 % et de réduire considérablement les décès liés à Ebola. Les données suggèrent que le suivi communautaire a amélioré la qualité perçue des soins de santé, encourageant les patients à signaler les symptômes d'Ebola et à recevoir des soins médicaux⁸.



ÉDUCATION

- **Les audits sociaux améliorent le secteur de l'éducation.**
 - Une analyse des VAC de Vision Mondiale dans 12 pays (**Ouganda, Kenya, Sierra Leone, Ghana, Sénégal, République Démocratique du Congo, Indonésie, Kosovo, Arménie, Roumanie, Pakistan et Liban**) a montré des améliorations positives dans les secteurs de la santé et de l'éducation. L'étude a révélé une augmentation des résultats d'examen des élèves, une augmentation de 8 % à 10 % de l'assiduité des élèves, une réduction de 13 % de l'absentéisme

* Ce cas est également présenté dans la section Marchés publics. Veuillez vous référer à cette section pour en savoir plus.

des enseignants et une augmentation de 16 % des communautés susceptibles de s'engager dans une action collective⁹.

- Une étude sur le premier audit social de l'éducation entrepris en **Inde** a révélé que les audits sociaux ont amélioré la scolarisation des élèves et la ponctualité des enseignants, augmenté le nombre de nouvelles écoles et diminué les châtiments corporels et le non-paiement des frais supplémentaires¹⁰.
- Le suivi par la communauté des processus d'appel d'offres et de livraison des manuels scolaires du ministère de l'Éducation des **Philippines** a permis d'améliorer la qualité des manuels et de réduire leur coût*.



RESPONSABILITÉ BUDGÉTAIRE

- **Les audits sociaux menés par la communauté peuvent révéler des problèmes d'approvisionnement et de prestation de services.**

- Les résultats d'un audit social des services d'assainissement et de conciergerie dans les zones de peuplement non structurées **d'Afrique du Sud** ont révélé des lacunes dans la fourniture et l'entretien des toilettes : toilettes manquantes, violations contractuelles par les prestataires privés chargés du nettoyage des toilettes, toilettes endommagées, risques pour les résidents utilisant des toilettes instables, et manque de transparence concernant l'élimination des déchets¹¹.

ÉTUDE DE CAS

Les audits de voix et d'action des citoyens améliorent les services publics au Bangladesh

MESURE : Le programme Nobo Jatra a mis en œuvre des programmes VAC dans les secteurs de la santé, de l'eau et de l'assainissement, et de l'agriculture, dans le but d'améliorer l'engagement des citoyens et la prestation de services.

INCIDENCE : Grâce à l'utilisation de la VAC, les citoyens ont gagné en confiance pour exprimer leurs demandes de services. Les responsables ont apprécié le retour d'information des citoyens sur les lacunes des services et ont répondu à 51 % des demandes concernant les dispensaires, l'eau et l'assainissement. Ils ont également répondu à 40 % des demandes concernant l'agriculture dans le cadre des plans d'action convenus. Après la VAC et d'ici 2020, les normes de contrôle de conformité ont augmenté dans les cliniques communautaires (88 % des cliniques ciblées), ainsi que dans les comités d'eau et d'assainissement, ainsi que les unités agricoles des syndicats (55 % des unités ciblées). Enfin, le processus VAC a commencé à « ruisseler » jusqu'aux acteurs de niveau intermédiaire et national, favorisant la coordination inter-agences et la responsabilité institutionnelle formelle¹².



* Ce cas est également présenté dans la section Marchés publics. Veuillez vous référer à cette section pour en savoir plus.

- Une étude axée sur la participation civique au **Cap, en Afrique du Sud**, a révélé que les données d'audit social démontraient souvent des écarts importants entre l'allocation budgétée pour les services et les services qui existaient réellement. L'engagement du gouvernement en faveur de l'ouverture des données a alimenté la gouvernance participative, l'engagement public et les programmes des activistes¹³.



COLLABORATION ET CONFIANCE

- **Les audits sociaux favorisent les environnements de travail collaboratifs et augmentent la confiance grâce à l'implication directe des participants.**
 - Au **Népal**, les audits sociaux renforcent la confiance entre les prestataires de soins de santé primaires et les communautés qu'ils servent en donnant aux gens un espace pour exprimer leurs préoccupations. Cette méthode fonctionne particulièrement bien lorsqu'elle est combinée à d'autres mécanismes de résolution des conflits¹⁴.
 - Dans **l'Andhra Pradesh, en Inde**, une étude sur les audits sociaux menés par l'Etat a révélé que les villageois deviennent plus actifs dans la revendication des programmes gouvernementaux pendant les audits sociaux. Pendant ces derniers, la plupart des travailleurs ont soulevé des griefs et se sont engagés individuellement avec les auditeurs ainsi que collectivement dans le forum public, sans crainte. Quatre-vingt-cinq pour cent des travailleurs ont déclaré qu'ils avaient davantage confiance pour demander des informations aux fonctionnaires. L'étude a également révélé que les audits sociaux ont accru la visibilité de l'Etat, ont permis de détecter et d'endiguer les vols de salaires et ont renforcé la responsabilité de l'Etat¹⁵.
 - En examinant les effets de responsabilisation des audits sociaux lancés par l'Etat dans **l'Andhra Pradesh, en Inde**, une étude a montré que les audits sociaux allaient au-delà de la corruption et détectaient les cas de mauvaise administration au quotidien, comme la discrimination fondée sur la caste et le sexe. Les audits constituaient un forum pour un retour d'information positif, et les responsables ont suggéré que la nature publique des audits en faisait un mécanisme de contrôle efficace, car ils encourageaient les gens à s'exprimer¹⁶.
 - Un examen du programme CSC de CARE, qui couvre cinq pays (**Malawi, Tanzanie, Éthiopie, Rwanda et Egypte**), a révélé que la plupart des projets dans le cadre des CSC ont augmenté la confiance et l'ouverture entre les prestataires et les membres de la communauté. En outre, les CSC ont fait état de changements en matière d'accès et d'utilisation des services : augmentation des accouchements en établissement, accès plus facile au conseil et au dépistage volontaires, et prestataires respectueux et réceptifs¹⁷.

ÉTUDE DE CAS

Les audits sociaux menés par l'Etat en Inde réduisent la corruption

MESURE : Au Sikkim, en Inde, des audits sociaux ont été mis en œuvre pour examiner le programme de travail rural de la Loi nationale sur la garantie de l'emploi rural (NREGA). Après avoir constaté des résultats positifs, le format des audits a été adapté et étendu à d'autres régions.



INCIDENCE : Des audits sociaux réguliers ont permis de réduire les irrégularités signalées dans le cadre du programme NREGA. Les audits sociaux ont :

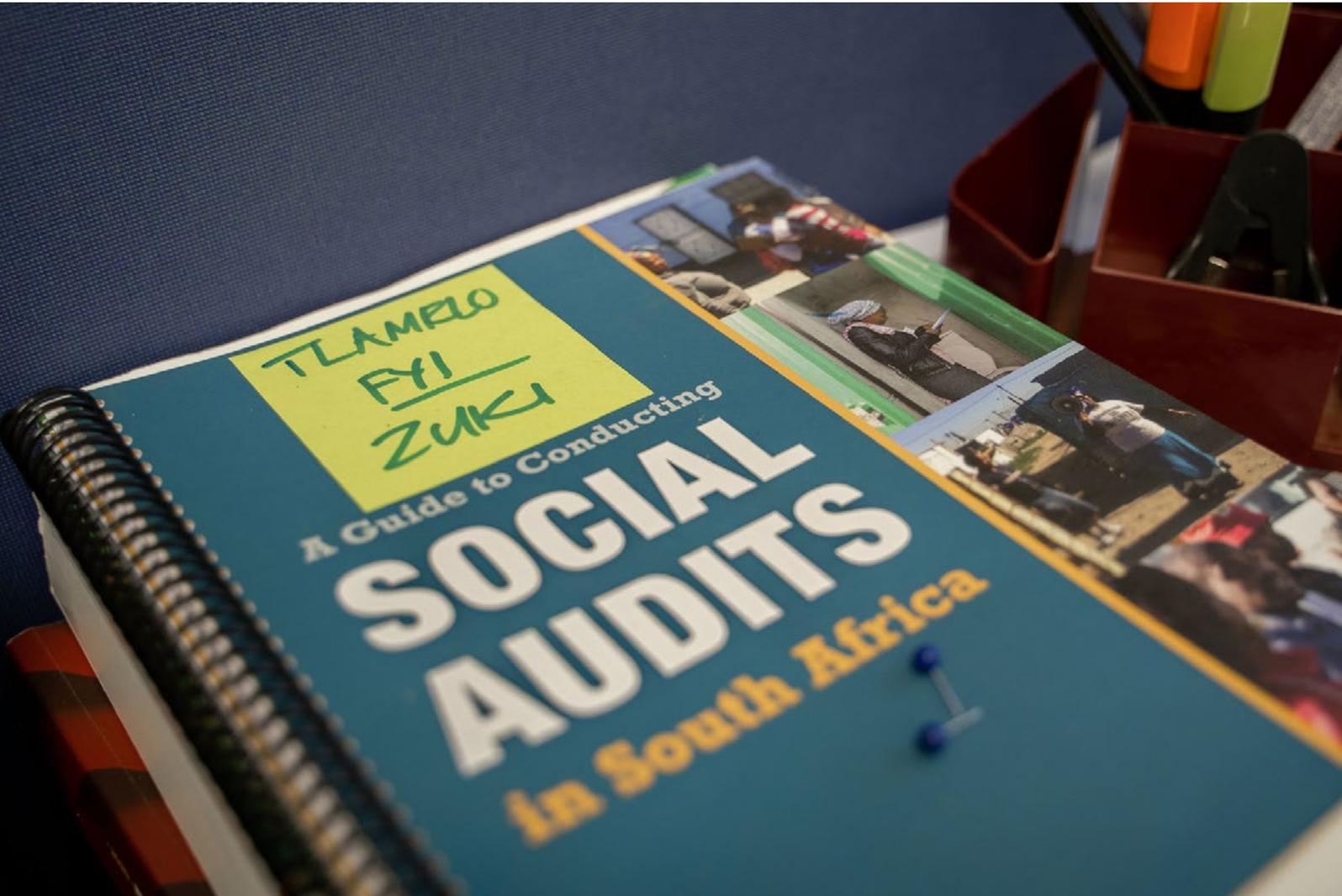
- Augmenté la participation des travailleurs salariés qui ont cherché un emploi dans le cadre du NREGA ;
- Augmenté le retour des fonds détournés ;
- Mené à la création d'un « environnement non contradictoire » et à la fixation d'une limite de participation minimale (30 % des titulaires de cartes d'emploi) pour convoquer le forum public ;
- Diminué les niveaux absolus de corruption (par exemple, les fonds détournés par rapport au coût sanctionné des travaux), ce qui suggère que l'efficacité des audits sociaux reste forte sur plusieurs cycles ;
- Bouclé la boucle de rétroaction par une conférence de sortie réunissant des fonctionnaires de haut niveau ayant le pouvoir de donner suite aux conclusions ;
- Ajusté la structure des équipes d'audit social pour réduire les coûts et garantir l'efficacité du processus¹⁸.

Les limites de la preuve

- **L'ampleur des audits sociaux est limitée à des problèmes ciblés et localisés.** De nombreux audits sociaux ne présentent aucune preuve de leur incidence sur les gouvernements provinciaux, sous-nationaux ou nationaux. Il est essentiel de comprendre si, comment et quand ces types d'interventions fonctionnent à l'échelle.
- **La connaissance des institutions est essentielle à la réussite des audits sociaux.** De nombreux audits sociaux dépendent d'animateurs tiers et de groupes locaux qui connaissent les décideurs et peuvent objectivement faciliter l'accès entre les parties. Sans ces facilitateurs, le processus a moins de chances d'exercer une influence positive. Sachant cela, il est important de réfléchir à la manière dont les interventions officielles menées par le gouvernement peuvent faire la différence, et à quel moment.
- **Des preuves quantitatives provenant de diverses zones géographiques et économiques peuvent renforcer les arguments en faveur des audits sociaux.** La plupart des recherches disponibles sur les audits sociaux sont qualitatives, se concentrent sur l'Asie du Sud et ne sont pas souvent évaluées par des pairs. Il est donc nécessaire d'augmenter les recherches quantitatives et plus diversifiées géographiquement, y compris dans les pays à revenu moyen et élevé, où l'approche gagne en popularité.

Pour servir les citoyens d'une ville, il faut savoir ce dont ils ont besoin, et il n'y a pas de meilleur moyen de le faire que de parler aux citoyens.

- [Steve Potter](#), membre du comité consultatif sur les sans-abri d'Austin, 2020.



Une photo de détail montre le livre des audits sociaux utilisé par l'équipe du Public Service Accountability Monitor à Grahamstown, Afrique du Sud. Photo par PGO.

Notes de fin

Audits Sociaux

- 1 Pande, *Social audits in service delivery: An annotated bibliography* (Audits sociaux dans la prestation de services : Une bibliographie annotée, mai 2022). <https://www.opengovpartnership.org/documents/social-audits-in-service-delivery-an-annotated-bibliography/>
- 2 Martina Björkman et Jakob Svensson, « *Power to the People: Evidence from a Randomized Field Experiment on Community-Based Monitoring in Uganda* » (Le pouvoir au peuple : Résultats d'une expérience de terrain aléatoire sur le suivi communautaire en Ouganda) *The Quarterly J. of Econ.* 124, no 2 (2009) : 735–69, <https://doi.org/10.1162/qjec.2009.124.2.735>.
- 3 Gagan Gurung et autres, « *The Role of Social Audit as a Social Accountability Mechanism for Strengthening Governance and Service Delivery in the Primary Health Care Setting of Nepal: A Qualitative Study* » (Le rôle de l'audit social comme mécanisme de responsabilité sociale pour renforcer la gouvernance et la prestation de services dans le cadre des soins de santé primaires au Népal : Une étude qualitative), *Critical Public Health* 30, no 5 (2020) : 612–23, <https://doi.org/10.1080/09581596.2019.1667487>.
- 4 Jessica Gordon, et autres, APPI/SPREAD Collective Action for Nutrition Social Audit Programme Odisha, India: Final Evaluation Report (APPI/SPREAD Action collective pour la nutrition Programme d'audit social Odisha, Inde : Rapport d'évaluation final) (International Food Policy Research Institute, 2019), <https://www.ifpri.org/publication/appispread-collective-action-nutrition-social-audit-programme-odisha-india-final>.
- 5 Pande, *Social audits in service delivery: An annotated bibliography* (Audits sociaux dans la prestation de services : Une bibliographie annotée) citant Gordon et autres, APPI/SPREAD Collective Action (APPI/SPREAD Action collective).
- 6 Shehrin Shaila Mahmood et autres, « *Feasibility, Acceptability and Initial Outcome of Implementing Community Scorecard to Monitor Community Level Public Health Facilities: Experience from Rural Bangladesh* » (Faisabilité, acceptabilité et premiers résultats de la mise en œuvre d'un tableau de bord communautaire pour contrôler les établissements de santé publique au niveau communautaire : Expérience du Bangladesh rural) *Int'l J. for Equity in Health* 19, no 1 (2020) : 155, <https://doi.org/10.1186/s12939-020-01265-6>.
- 7 Andrew Wilson, « *Making local health services accountable: Social auditing in Nepal's health sector* » (Rendre les services de santé locaux responsables : L'audit social dans le secteur de la santé au Népal) (Bonn: Deutsche Gesellschaft für, Internationale Zusammenarbeit GmbH, 2015).
- 8 Darin Christensen et autres, « *Building Resilient Health Systems: Experimental Evidence from Sierra Leone and the 2014 Ebola Outbreak* » (Construire des systèmes de santé résilients : Preuve expérimentale de la Sierra Leone et de l'épidémie d'Ebola de 2014). *The Quarterly J. of Econ.* 136, no 2 (2021) : 1145–98, <https://doi.org/10.1093/qje/qjaa039>.
- 9 Vision Mondiale, *Scaling Social Accountability: Evidence from Asia, Africa and the Caucasus* (Renforcer la responsabilité sociale : Les preuves d'Asie, Afrique et Caucase) (Voix et action des citoyens et Vision Mondiale internationale, 2019), <https://www.wvi.org/social-accountability/publication/scaling-social-accountability-evidence-asia-africa-and-caucasus>.
- 10 Kiran Bhatti, *Open Government in Education: Learning from Social Audits in India Case Study for the IIEP-UNESCO Research Project 'Open Government in Education: Learning from Experience'* (Le gouvernement ouvert dans l'éducation : Apprendre des audits sociaux en Inde, Étude de cas pour l'IIEP-UNESCO, Projet de recherche « Gouvernement ouvert dans l'éducation : Apprendre de l'expérience ») (Centre for Policy Research, 2021), <https://etico.iiep.unesco.org/en/open-government-education-learning-social-audits-india>.

- 11 Social Justice Coalition (Coalition pour la justice sociale), *Report of the Khayelitsha ‘Mshengu’ Toilet Social Audit* (Rapport de l’audit social sur les toilettes Khayelitsha ‘Mshengu’). (Partenariat budgétaire international, 10 mai 2013), <https://internationalbudget.org/wp-content/uploads/Social-Justice-Coalition-Report-of-the-Khayelitsha-Mshengu-Toilet-Social-Audit.pdf>.
- 12 James Long et Pranab Panday, *Evaluation Results of “Citizen Voice & Action” Nobo Jatra Program* (Résultats de l’évaluation du programme Nobo Jatra « Voix et action des citoyens »). (Vision Mondiale, 2020), https://wvusstatic.com/2020/landing-pages/hunger-food-security/Evaluation_Results_of_CVA_Nobo_Jatra_WV_Bangladesh.pdf.
- 13 Britta Ricker, Jonathan Cinnamon et Yonn Dierwechter, « *When Open Data and Data Activism Meet: An Analysis of Civic Participation in Cape Town, South Africa* » (Quand les données ouvertes et l’activisme des données se rencontrent : une analyse de la participation civique à Cape Town, en Afrique du Sud). *The Canadian Geographer / Le Géographe Canadien* 64, no 3 (2020) : 359–73, <https://doi.org/10.1111/cag.12608>.
- 14 Gagan Gurung et autres, « *The Role of Social Audit as a Social Accountability Mechanism for Strengthening Governance and Service Delivery in the Primary Health Care Setting of Nepal: A Qualitative Study* » (Le rôle de l’audit social comme mécanisme de responsabilité sociale pour renforcer la gouvernance et la prestation de services dans le cadre des soins de santé primaires au Népal : Une étude qualitative) *Critical Pub. Health* 30, no 5 (23 sept. 2019) : 612–23, <https://doi.org/10.1080/09581596.2019.1667487>.
- 15 Yamini Aiyar et Soumya Kapoor Mehta, « *Spectators or Participants? Effects of Social Audits in Andhra Pradesh* » (Spectateurs ou participants ? Effets des audits sociaux dans l’Andhra Pradesh) *Econ. and Political Weekly* 50, no 7 (14 févr. 2015) : 66–71, <https://www.jstor.org/stable/24481397>.
- 16 Yamini Aiyar, Soumya Kapoor Mehta et Salimah Samji, « *Strengthening Public Accountability: Lessons from Implementing Social Audits in Andhra Pradesh* » (Renforcer la responsabilité publique : Leçons tirées de la mise en œuvre des audits sociaux dans l’Andhra Pradesh) Série *Engaging Accountability* (Engager la responsabilité), Documents de travail 38 (Accountability Initiative, 2012), <https://accountabilityindia.in/publication/strengthening-public-accountability-andhra-pradesh/>.
- 17 Sara Gullo, Christine Galavotti, et Lara Altman, « *A Review of CARE’s Community Score Card Experience and Evidence* » (Un examen de l’expérience et des preuves de la Carte de Pointage Communautaire de CARE) *Health Policy and Planning* 31, no 10 (2016) : 1467–78, <https://doi.org/10.1093/heapol/czw064>.
- 18 Sandeep Tambe, et autres, « *Measuring the Effectiveness of Social Audits: Experiences from Sikkim, India* » (Mesurer l’efficacité des audits sociaux : Expériences du Sikkim, Inde). *Development in Practice* 26 no 2, (10 févr. 2016) : 184–92, <https://doi.org/10.1080/09614524.2016.1136268>.

Alessandra Costarella, une étudiante militante de 19 ans, avec ses amis à Crotona, Calabre, Italie. Alessandra participe à l'initiative [A Scuola di OpenCoesione](#). Photo par PGO.



CHAPITRE 5

Les mécanismes de recours en cas de griefs



Les avantages des mécanismes de recours en cas de griefs

Les mécanismes de recours en cas de griefs (MRG) dans le secteur public peuvent compléter de manière puissante le système judiciaire et améliorer la gouvernance et la prestation des services publics. Ils peuvent cerner et enrayer les pratiques préjudiciables, minimiser les préjudices subis par les personnes concernées et éviter les retards injustifiés ou les annulations de services et de programmes*.

Définitions

- ▶ **MÉCANISMES DE RECOURS EN CAS DE GRIEFS** - Il s'agit de processus institutionnalisés du secteur public permettant aux citoyens de se plaindre et de demander réparation pour des services qu'ils auraient dû recevoir¹. Les agences gouvernementales créent des MRG pour encourager les individus à exprimer leurs préoccupations². Un MRG réussi comprend les éléments suivants³ :
 - **LA CAPACITÉ DES CITOYENS À SE PLAINDRE** - People should know their rights and what to expect from public programs. They should have institutional support to access benefits and to use complaint mechanisms to get a timely response without fear of reprisal.
 - **CAPACITÉ DE RÉPONSE DE L'ÉTAT** - Les acteurs étatiques ont besoin d'indépendance, d'autorité et de ressources pour enregistrer, suivre et résoudre les plaintes, et faire appliquer les décisions. Les acteurs étatiques doivent être en mesure de rediriger ou de faire remonter les plaintes lorsqu'ils ne peuvent pas les traiter eux-mêmes. Ils doivent aussi s'engager à préserver l'anonymat des plaignants.
 - **TRANSPARENCE PROACTIVE** - Les MRG doivent faire preuve d'une transparence proactive sur la nature et le nombre de plaintes, le taux de résolution et le temps nécessaire pour les résoudre complètement. Lorsque les plaintes sont traitées dans le secret, il y a peu de pressions externes sur les acteurs gouvernementaux pour les résoudre. La transparence proactive est particulièrement cruciale si les MRG doivent obtenir un retour d'information positif sur les politiques. En effet, elle peut mettre en évidence des problèmes généralisés ou systématiques au sein d'un secteur, et qui nécessitent de la transparence pour reconstruire la confiance institutionnelle.

Les expériences de mise en œuvre des MRG dans les pays en développement permettent de tirer d'autres enseignements. Les éléments suivants permettent de créer des MRG solides :

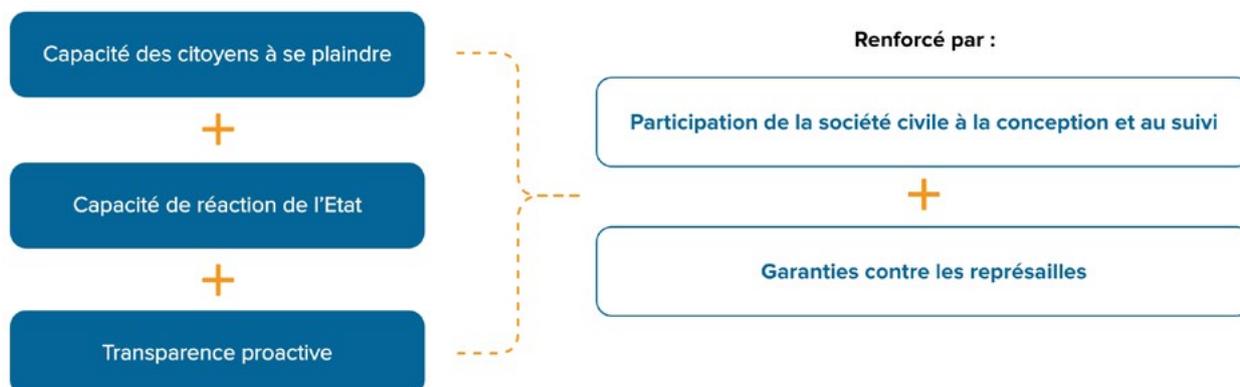
- **Participation de la société civile à la co-conception** des MRG et à la vérification de la prise en compte des plaintes⁴ ; et
- **Garanties contre les représailles, par exemple en assurant l'anonymat même lorsque les plaintes sont transférées d'un service à l'autre.** Les citoyens peuvent diminuer leur utilisation et leur confiance dans les MRG

* Ce chapitre est basé sur un document de référence rédigé par Suchi Pande et Naomi Hossain à l'appui du *guide du sceptique*: Suchi Pande et Naomi Hossain, *Grievance redress mechanisms in the public sector: a literature review* (Mécanismes de recours en cas de griefs dans le secteur public : une analyse documentaire). Partenariat pour un gouvernement ouvert et Accountability Research Center, (mai. 2022).

s'ils risquent des représailles lorsqu'ils y ont recours. Ces représailles peuvent se traduire par la perte de leur statut de bénéficiaire. Elles peuvent aussi avoir des conséquences encore plus graves, comme le harcèlement et le meurtre⁵.

Le schéma 5 met en évidence ces éléments.

Schéma 5 : Éléments d'un MRG réussi⁶



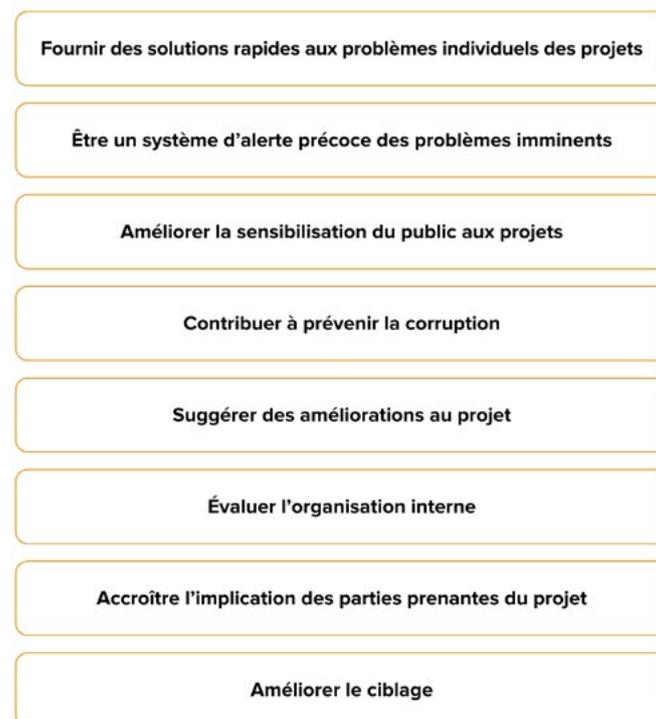
LES MRG DANS LE SECTEUR PUBLIC

Les MRG sont de plus en plus répandus dans différents secteurs. Les organismes d'aide au développement comme la Banque mondiale les incluent de plus en plus dans leurs opérations de prêt depuis 2008. De plus, depuis 2018, la Banque mondiale les rend obligatoires dans tous les financements de projets d'investissement⁷. Les MRG ont également été mis en œuvre dans le secteur privé, car ils ont prouvé qu'ils réduisaient « les risques financiers, de construction, opérationnels, de réputation et d'entreprise⁸ ». Les expériences de ces secteurs ont renforcé les arguments en faveur des MRG. Le schéma 6 énumère certains des avantages des MRG du secteur privé qui peuvent être transférés au secteur public.

Jusqu'à présent, la plupart des recherches sur les MRG ont porté sur leur utilisation dans le cadre de partenariats public-privé, comme les mégaprojets, ou de grands investissements privés comme les exploitations minières ou pétrolières. Cette section se concentre sur une tendance croissante : l'intégration des MRG dans les opérations quotidiennes de l'administration du secteur public.

Les audits sociaux et les MRG se complètent. Les audits sociaux sont un outil permettant de contrôler la prestation des services publics, tandis que les MRG sont un moyen de formuler des plaintes lorsque les gouvernements ne fournissent pas ces services comme ils le devraient. Dans un sens, les audits sociaux sont une mesure préventive, alors que les MRG sont des mesures réactives.

Schéma 6 : Que peuvent faire les MRG pour les gouvernements et les responsables de la mise en œuvre des projets⁹



Les preuves

Voici ce que montrent les données probantes sur le fonctionnement des MRG dans le secteur public et sur la manière dont ils peuvent être conçus et mis en œuvre pour être plus efficaces*.



ÉGALITÉ ET FILETS DE SÉCURITÉ

- **Les MRG aident les citoyens en situation de pauvreté à bénéficier des services publics.** Le programme phare philippin de transfert conditionnel d'argent, le programme Pantawid Pamilyang Pilipino (4P), a inclus un mécanisme de réception et de traitement des plaintes depuis sa création en 2007. Ce programme cible la population la plus pauvre et fournit aux ménages une allocation quotidienne qui est conditionnée à la scolarisation des enfants et à des contrôles de santé réguliers. Grâce au MRG du programme, les responsables de la mise en œuvre ont réussi à suivre et à catégoriser les plaintes qu'ils ont reçues. En 2017, le programme a atteint un taux de résolution des plaintes de 91 %¹⁰.
- **Les MRG renforcent l'autonomie des femmes.** Les bénéficiaires du programme de soutien au revenu Benazir, au **Pakistan**, ont affirmé que le fait de pouvoir se rendre dans les bureaux publics pour enregistrer leurs plaintes concernant le programme était en soi une expérience d'autonomisation pour les femmes qui, auparavant, n'étaient pas incitées à interagir avec les fonctionnaires¹¹.
- **Les intermédiaires et les facilitateurs peuvent instaurer la confiance et accroître l'utilisation des MRG.** Alors que les MRG numériques peuvent aider les citoyens à rendre compte des performances du gouvernement en contournant le processus bureaucratique¹², ils se peut qu'ils ne soient pas la meilleure solution pour certaines communautés. Les MRG numériques n'ont pas l'approche personnelle que peut offrir un intermédiaire ou un facilitateur. Les facilitateurs peuvent instaurer la confiance et guider les citoyens pour qu'ils expriment leurs doléances. Ceci est particulièrement important pour les communautés qui ont le sentiment d'avoir été traitées injustement par l'Etat¹³.
- **Les MRG aident les personnes handicapées à participer aux programmes auxquels elles ont droit.** En **Egypte**, les MRG du gouvernement ont été utilisés pour analyser les plaintes de personnes handicapées qui prétendaient à juste titre avoir été exclues du programme de transferts monétaires inconditionnels Takaful et Karama. Les MRG ont aidé le personnel à identifier l'enregistrement incorrect des handicaps affectant l'admissibilité au programme. Sur plus de 270 000 plaintes formulées entre 2018 et 2020, près de 100 000 plaignants ont vu leurs évaluations révisées afin qu'ils deviennent admissibles aux transferts monétaires¹⁴.



SATISFACTION DES CITOYENS

- **Les MRG permettent de transformer les doléances des citoyens en satisfaction.** En 2014, le **Kenya** a lancé MajiVoice, un système intégré qui reçoit les plaintes concernant les services d'eau en personne, par téléphone et en ligne (bien que 97 % des plaintes soient faites en personne ou par téléphone). Ce système est contrôlé par le Conseil de régulation des services d'eau, qui garantit la transparence et est habilité à engager des poursuites judiciaires en cas

* La présente étude s'appuie sur des preuves de l'existence de MRG dans les pays en développement uniquement. Les recherches futures pourraient porter sur l'adoption et l'utilisation des MRG et des approches connexes dans les pays à revenus plus élevés.

de non-respect des normes de service. Au cours de la première année de mise en œuvre de MajiVoice, le nombre de plaintes a presque décuplé, le rythme des recours s'est constamment amélioré et les délais moyens de traitement ont diminué de moitié. Une enquête menée en 2017 auprès des utilisateurs de MajiVoice a révélé que près de la moitié d'entre eux étaient satisfaits ou très satisfaits de l'expérience et que 60 % estimaient que leur plainte avait été prise au sérieux par la compagnie des eaux¹⁵.

- **Le suivi des citoyens par le biais de plateformes numériques peut améliorer le rendement du personnel du gouvernement.** Un fournisseur d'eau municipal urbain en Inde a amélioré son MRG grâce à un système en ligne qui surveille le rendement du personnel selon des plaintes des citoyens. Depuis l'ajout de cette composante numérique, les utilisateurs ont perçu des « changements importants » dans le comportement du personnel¹⁶. Les plaintes ont été traitées en quatre jours, alors qu'auparavant, elles n'étaient pas traitées du tout¹⁷.

Les limites de la preuve

- **Les preuves sont limitées aux pays en développement.** D'autres leçons et preuves peuvent être tirées des MRG dans les pays à revenu moyen et élevé.
- **Le succès des MRG peut être attribué à la motivation initiale de leur mise en œuvre.** Bien qu'il existe des éléments communs à tous les MRG, la motivation des politiciens et des gouvernements à les mettre en œuvre affecte la façon dont ils sont conçus et évalués. Par exemple, lorsque les MRG sont imposés par la loi, ils peuvent être plus ornementaux que fonctionnels¹⁸. Il est donc important que toutes les parties prenantes internalisent et communiquent les avantages des MRG et les mettent en œuvre dans un but précis, au-delà de la simple conformité.
- **Les MRG du secteur public sont une pratique institutionnelle courante mais peu étudiée.** Étant donné que les politiques et les programmes exigent souvent la mise en œuvre de MRG, ces derniers n'ont pas été remis en question ou étudiés. Dans certains contextes, il n'est pas nécessaire de « construire un dossier » pour les MRG, car ils sont déjà mandatés¹⁹. Toutefois, des recherches plus poussées permettraient d'améliorer la qualité des MRG.
- **Il est nécessaire de poursuivre les recherches sur l'incidence générale des MRG.** La plupart des publications sur les MRG se concentrent sur leur efficacité interne plutôt que sur la manière dont ils affectent la prestation de services et les relations entre les citoyens et l'Etat à long terme. La recherche tend à se concentrer sur l'amélioration des conséquences en réponse aux défaillances des services, plutôt qu'à s'attaquer aux causes de ces défaillances. Le potentiel des boucles de rétroaction des politiques n'est pas non plus abordé. En outre, on s'intéresse davantage à l'enregistrement réussi des plaintes qu'à leur résolution²⁰.
- **Le rôle des MRG est limité.** Bien qu'ils puissent cerner et traiter les problèmes, les MRG ne peuvent pas compenser des programmes mal conçus ou mal mis en œuvre²¹. Les MRG se sont avérés utiles pour les problèmes qui ont une solution basée sur des règles, comme les erreurs d'inscription et d'enregistrement ou les retards de paiement²². Ils sont rarement aptes à résoudre d'autres problèmes, comme l'inadmissibilité d'une personne à un programme. Les citoyens qui ne sont pas admissibles, mais qui pensent mériter la prestation, peuvent soumettre une demande. Ils risquent toutefois d'être encore plus déçus lorsque l'agence qui reçoit la demande ne peut pas répondre à leur préoccupation²³.

- **La numérisation des MRG peut ne pas fonctionner pour toutes les populations.** Les intermédiaires sont toujours importants pour faciliter l'accès aux MRG dans les populations qui ont le sentiment d'avoir été traitées injustement²⁴.
- **Les effets sexospécifiques de l'accès aux MRG appellent à l'implication des OSC.** Les données recueillies en Indonésie, au Kenya et en Ethiopie

indiquent que les hommes ayant un diplôme universitaire ont davantage recours aux MRG²⁵. Les femmes et les groupes défavorisés sont moins susceptibles de se plaindre et bénéficient d'un soutien civique ou organisationnel pour l'enregistrement et le suivi des plaintes²⁶. Il est donc important de protéger et d'encourager le rôle des organisations de la société civile en tant qu'intermédiaires avec les citoyens.

La prestation de services publics est un élément clé du contrat social entre les gouvernements et les citoyens, et un domaine où la réforme du gouvernement ouvert est susceptible d'avoir le plus de sens et d'impact pour les citoyens à l'échelle locale.



- [Isaac Aidoo](#), point de contact gouvernemental du PGO pour Sekondi-Takoradi, Ghana, 2020.



Mabel Bianco, militante citoyenne luttant pour l'égalité des sexes, dans son bureau de Buenos Aires, en Argentine. Vous pouvez en savoir plus sur cette histoire [ici](#). Photo par PGO.

Notes de fin

Les Mécanismes de Recours en Cas de Grieffs

- 1 Suchi Pande et Naomi Hossain, *Grievance redress mechanisms in the public sector: a literature review* (Mécanismes de recours en cas de griefs dans le secteur public : une analyse documentaire). Partenariat pour un gouvernement ouvert et Accountability Research Center, (mai. 2022). <https://www.opengovpartnership.org/documents/grievance-redress-mechanisms-in-the-public-sector-a-literature-review/>
- 2 Helene Grandvoinet, Ghazia Aslam, et Shomikho Raha, *Ouvrir la boîte noire: Les moteurs contextuels de la responsabilité sociale* (Publications de la Banque mondiale, 29 Avr. 2015), <https://elibrary.worldbank.org/doi/abs/10.1596/978-1-4648-0481-6>.
- 3 Pande et Hossain, *Grievance redress mechanisms in the public sector* (Mécanismes de recours en cas de griefs dans le secteur public).
- 4 Pande et Hossain, *Grievance redress mechanisms in the public sector* (Mécanismes de recours en cas de griefs dans le secteur public).
- 5 Suchi Pande, « *Dying for Information: Right to Information and Whistleblower Protection in India* » (Mourir pour l'information : Droit à l'information et protection des dénonciateurs en Inde) *U4 Document 3* (mar. 2015), <https://www.u4.no/publications/dying-for-information-right-to-information-and-whistleblower-protection-in-india.pdf>.
- 6 Pande et Hossain, *Grievance redress mechanisms in the public sector* (Mécanismes de recours en cas de griefs dans le secteur public).
- 7 Depuis 2018, la Banque mondiale exige que tous les financements de projets d'investissement « proposent et mettent en œuvre des MRG dans le cadre de la norme environnementale et sociale 10 : engagement des parties prenantes et divulgation d'informations » (Voir : Banque mondiale, *Insights into Grievance Mechanisms: Findings from a Survey of Grievance Focal Points in Project Implementation Units* [Aperçu des mécanismes de règlement des griefs: Résultats d'une enquête sur les points focaux des griefs dans les unités de mise en œuvre des projets]) (Banque mondiale, 2021).
- 8 Helene Pfeil et Sanjay Agarwal, *Gaining Traction or Spinning Wheels? Factors Influencing the Effectiveness of Grievance Redress Mechanisms in World Bank-Financed Projects* (Gagner de la vitesse ou faire tourner les roues ? Facteurs influençant l'efficacité des mécanismes de recours en cas de griefs dans les projets financés par la Banque mondiale), (Banque mondiale, 2021).
- 9 Pfeil et Agarwal, *Gaining Traction or Spinning Wheels?* (Gagner de la vitesse ou faire tourner les roues ?).
- 10 Joy Acheron, Anna Bueno, et Victoria Maglanque, *Have Loans Helped the Citizen Engagement and Accountability Mechanisms in Pantawid Pamilyang Pilipino Program (4Ps) to Continue amid the COVID-19 Pandemic?* (Les prêts ont-ils contribué à l'engagement des citoyens et aux mécanismes de responsabilisation dans le cadre du programme Pantawid Pamilyang Pilipino ? (4Ps) pour continuer au milieu de la pandémie de la COVID-19 ?) (Government Watch, 2021), <https://www.g-watch.org/resources/vertical-integration-research/have-loans-helped-citizen-engagement-and-accountability>.
- 11 Pande et Hossain, *Grievance redress mechanisms in the public sector* (Mécanismes de recours en cas de griefs dans le secteur public) citant Haris Gazdar et Samar Zuberi, *Final Report of the Beneficiary Feedback Survey, National Cash Transfer Programme–Pakistan* (Rapport final de l'enquête sur le retour d'information des bénéficiaires, Programme national de transfert de fonds – Pakistan). (Collective for Social Science Research, 2014), http://www.researchcollective.org/Documents/Updated_Anonymised_BFS_Final_Report_03022014.pdf.

- 12 Wahyu Mahendra, Metia Pratiwi et Ririn Prawesti, *Citizens' Aspirations and Complaints Online System (LAPOR) in Indonesia: Making Citizens Happy (Système en ligne des aspirations et des plaintes des citoyens [LAPOR] en Indonésie : Rendre les citoyens heureux)* (ResearchGate, juin 2014), https://www.researchgate.net/publication/320074100_Citizens'_Aspirations_and_Complaints_Online_System_LAPOR_in_Indonesia_Making_Citizens_Happy.
- 13 Pande et Hossain, *Grievance redress mechanisms in the public sector* (Mécanismes de recours en cas de griefs dans le secteur public) citant Aaditeshwar Seth, Aarushi Gupta, et Mira Johri, *Delivery of Social Protection Entitlements in India: Unpacking Exclusion, Grievance Redress, and the Relevance of Citizen-Assistance Mechanisms* (Distribution des droits à la protection sociale en Inde : Décortiquer l'exclusion, le redressement des griefs et la pertinence des mécanismes d'assistance aux citoyens). (Gram Vaani & Dvara Research 2021), <https://socialprotection.org/discover/publications/delivery-social-protection-entitlements-india-unpacking-exclusion-grievance> et Francesca Feruglio et Abrahams Misoi, *Trust, Responsiveness and Sustainability in Complaints Systems: Transparency International's Experience with Uwajibikaji Pamoja* (Confiance, réactivité et durabilité des systèmes de traitement des plaintes : L'expérience de Transparency International avec Uwajibikaji Pamoja) (Making All Voices Count and Institute of Development Studies, 3 nov. 2017), <https://www.makingallvoicescount.org/publication/trust-responsiveness-sustainability-complaints-systems-transparency-international-experience-uwajibikaji-pamoja/>.
- 14 Pande et Hossain, *Grievance redress mechanisms in the public sector* (Mécanismes de recours en cas de griefs dans le secteur public) citant Pfeil et Agarwal, *Gaining Traction or Spinning Wheels?* (Gagner de la vitesse ou faire tourner les roues ?)
- 15 Martin Belcher et Claudia Abreu Lopes, "MajiVoice Kenya—Better Complaint Management at Public Utilities" in *Civic Tech in the Global South: Assessing Technology for the Public Good*, ed. Tiago Peixoto and Micah L. Sifry (« MajiVoice Kenya—Une meilleure gestion des plaintes dans les services publics » dans *Civic Tech dans les pays du Sud : Evaluer la technologie pour le bien public*, ed. Tiago Peixoto et Micah L. Sifry) (Banque mondiale et Personal Democracy Press, 2017), 179, https://www.researchgate.net/publication/312585033_Maji_Voice_Kenya_Better_complaint_management_at_public_utilities.
- 16 Jonathan Caseley, « *Multiple Accountability Relationships and Improved Service Delivery Performance in Hyderabad City, Southern India* » (Relations de responsabilité multiples et amélioration de la performance de la prestation de services dans la ville de Hyderabad, dans le sud de l'Inde). *Int'l Rev. of Adm. Sci.* 72, no 4 (1er déc. 2006) : 535, <https://doi.org/10.1177/0020852306070082>.
- 17 Caseley, « *Multiple Accountability Relationships* » (Relations de responsabilité multiples).
- 18 Pande et Hossain, *Grievance redress mechanisms in the public sector* (Mécanismes de recours en cas de griefs dans le secteur public).
- 19 Pande et Hossain, *Grievance redress mechanisms in the public sector* (Mécanismes de recours en cas de griefs dans le secteur public).
- 20 Pande et Hossain, *Grievance redress mechanisms in the public sector* (Mécanismes de recours en cas de griefs dans le secteur public).
- 21 Pande et Hossain, *Grievance redress mechanisms in the public sector* (Mécanismes de recours en cas de griefs dans le secteur public) citant Valentina Barca, *Grievance Mechanisms for Social Protection Programmes: Stumbling Blocks and Best Practice* (Mécanismes de recours pour les programmes de protection sociale : Obstacles et meilleures pratiques) (International Policy Centre for Inclusive Growth, 2016) <https://ideas.repec.org/p/ipc/opager/320.html>.
- 22 Tamsin Ayliffe, Ghazia Aslam, et Rasmus Schjødt, *Social Accountability in the Delivery of Social Protection* (La responsabilité sociale dans la fourniture de la protection sociale) Document de travail (Development Pathways Limited, sept. 2017), <https://socialprotection-humanrights.org/wp-content/uploads/2017/12/Social-Accountability-Literature-Review.pdf>.

- 23 Haris Gazdar et Samar Zuberi, *Final Report of the Beneficiary Feedback Survey, National Cash Transfer Programme–Pakistan* (Rapport final de l'enquête sur le retour d'information des bénéficiaires, Programme national de transfert de fonds – Pakistan). (2014), Vincenzo Vinci et Keetie Roelen, *Institutional Factors and People's Preferences in the Implementation of Social Protection: The Case of Ethiopia* (Facteurs institutionnels et préférences de la population dans la mise en œuvre de la protection sociale : Le cas de l'Éthiopie) (2018), et Valentina Barca, *Grievance Mechanisms for Social Protection Programmes: Stumbling Blocks and Best Practice* (Mécanismes de recours pour les programmes de protection sociale : Obstacles et meilleures pratiques) (International Policy Centre for Inclusive Growth, 2016) <https://ideas.repec.org/p/ipc/opager/320.html>.
- 24 Pande et Hossain, *Grievance redress mechanisms in the public sector* (Mécanismes de recours en cas de griefs dans le secteur public) citant Seth, Gupta et Johri, *Delivery of Social Protection Entitlements in India* (Distribution des droits à la protection sociale en Inde).
- 25 Pande et Hossain, *Grievance redress mechanisms in the public sector* (Mécanismes de recours en cas de griefs dans le secteur public).
- 26 Pande et Hossain, *Grievance redress mechanisms in the public sector* (Mécanismes de recours en cas de griefs dans le secteur public).

Hadiza Umar, fondatrice de l'Espoir pour des Communautés et des Enfants (H4CC), pose une question pendant la Rencontre régionale Afrique et Moyen-Orient du PGO 2022 au Maroc.



CHAPITRE 6

L'espace Civique



Les avantages de la protection de l'espace civique et des libertés démocratiques

L'espace civique et les libertés démocratiques sont la pierre angulaire d'une société ouverte et démocratique.¹ Un espace civique ouvert permet aux citoyens et aux organisations de la société civile de s'associer, de s'exprimer, de participer à la vie publique et de demander des informations à l'État de manière libre et indépendante.*

Définitions

- ▶ **ESPACE CIVIQUE ET LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES** - Aux fins du présent chapitre, cela englobe les libertés fondamentales suivantes :
 - d'expression,²
 - de réunion, et
 - d'association.

Ces droits sont protégés par les articles 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi que par les articles 19, 21 et 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le principal traité international contraignant en matière de droits de l'homme, ratifié par 173 pays.

Certaines organisations et experts en la matière définissent l'espace civique de manière plus large, en incluant les interactions entre le gouvernement et la société civile, ainsi que le droit de rechercher des informations. Ce chapitre se concentrera toutefois sur les trois droits énumérés dans la définition. Ils sont aussi souvent appelés « libertés démocratiques », « libertés civiques » ou « droits civiques ». Dans cette étude, ces termes seront utilisés de manière interchangeable.

- ▶ **LA LIBERTÉ DES MÉDIAS** - La capacité des journalistes à rendre compte librement des questions d'intérêt public.³ Il s'agit d'un principe de la liberté d'expression qui, comme le montrent les éléments de ce chapitre, est associé à des avantages sociétaux positifs.

Les preuves

Les sections suivantes présentent des preuves de l'incidence positive de la protection de l'espace civique sur la société, ainsi que des effets délétères des mesures qui menacent ou restreignent l'une des libertés qu'il recèle.⁴



CROISSANCE ÉCONOMIQUE

- **L'amélioration des libertés démocratiques est étroitement associée à une croissance plus rapide.** Les pays qui passent de 0 à 1 dans l'indice [V-Dem](#) des libertés civiles augmentent leur PIB par habitant de 1,3 % en moyenne sur une période de cinq ans.⁵ Cet indice comprend des indicateurs comme la liberté d'expression, la censure des médias, le harcèlement des journalistes et la répression de la société civile, couvrant des données de 1900 à 2016 dans 201 pays.

* Ce chapitre est basé sur une revue de littérature menée par Peter Noorlander pour soutenir *Le guide du sceptique* avec les conseils du Centre pour les droits de l'homme de l'Association du barreau américain et l'initiative de l'État de droit : Peter Noorlander, [L'impact de la protection de l'espace civique : Examen de l'état des preuves](#) (Partenariat pour un gouvernement ouvert et Association du barreau américain, 2022).



INCLUSION SOCIALE

- **Moins d'espace civique signifie que les personnes ayant moins de pouvoir – les pauvres, les femmes défavorisées, les communautés rurales et les groupes autochtones – restent sans pouvoir. Il en résulte davantage d'inégalités.** Un rapport de 2019 couvrant le **Bangladesh, le Brésil, le Cambodge, la Chine, la Colombie, l'Éthiopie, le Mozambique, le Myanmar/la Birmanie, le Népal, la Russie, le Rwanda** et le **Zimbabwe** a conclu que les restrictions de l'espace civique sont susceptibles d'inverser les progrès réalisés en matière de réduction des inégalités, d'inclusion et d'amélioration de la durabilité.⁶ En effet, la fermeture de l'espace civique, sous la menace, la criminalisation ou la violence à l'encontre des acteurs de la société civile pour les délégitimer et les stigmatiser, rend difficile ou impossible pour les groupes marginalisés d'exprimer leurs préoccupations ou d'organiser et d'autonomiser leurs membres.⁷
- **À mesure que l'espace civique se rétrécit, les groupes les plus marginalisés et privés de pouvoir risquent de plus en plus d'être laissés pour compte.** Une étude basée sur des recherches menées au **Brésil**, en **Éthiopie**, au **Pakistan**, et au **Zimbabwe** a révélé que les restrictions légales imposées aux opérations des organisations de la société civile (OSC) ainsi que l'intimidation, la criminalisation et la surveillance limitent leur capacité à faire ce qui suit :
 - a) influencer et critiquer les politiques afin de responsabiliser le gouvernement, et
 - b) fournir des services aux personnes confrontées à la pauvreté ou à la faim.

Ceci, à son tour, entrave les efforts de la société civile pour atteindre les groupes marginalisés, élargissant ainsi leur exclusion des processus politiques et des services.⁸ Cela est particulièrement vrai lorsqu'il existe des sanctions pour avoir aidé des groupes identifiés comme criminels, par exemple : les toxicomanes, les travailleurs du sexe, les membres de la communauté LGBTQ+⁹, les demandeurs d'asile ou les migrants, pour n'en citer que quelques-uns.¹⁰

- **La restriction de l'espace civique en ligne limite le développement inclusif.** Une étude menée dans dix **pays africains** a révélé que les mesures gouvernementales comme la fermeture d'Internet, le retrait de documents et la surveillance rendent impossible la gouvernance inclusive, réactive, participative et représentative visée par l'ODD 16. Plus précisément, le rapport constate que la surveillance numérique, la désinformation, les fermetures d'Internet, la législation anti-société civile et les arrestations pour avoir parlé en ligne servent à intimider les organisations indépendantes et amplifient souvent les clivages sociaux, ce qui entraîne une plus grande exclusion.¹¹
- **Les OSC locales assurent l'inclusion dans le développement. Le Népal** a connu une transition politique en 2006 après une décennie de guerre civile, l'élaboration d'une nouvelle constitution et la réhabilitation après un tremblement de terre en 2015. Une étude de cas sur le rôle des organisations de la société civile au cours de cette période souligne que les OSC locales sont particulièrement importantes pour assurer l'inclusion.¹² L'étude explique que les acteurs de la société civile à l'échelle nationale ont joué un rôle important dans la définition des droits politiques et civils au cours des trois dernières décennies. Toutefois, les organisations locales et de base sont perçues comme ayant une plus grande légitimité et indépendance par rapport aux programmes des donateurs et à la politique au niveau national. Cette légitimité favorise une plus grande participation des communautés à l'échelle locale et des castes qui auraient pu être négligées après un conflit, et augmente l'inclusion de leur point de vue dans la prise de décision.



STABILITÉ POLITIQUE

- **Les médias contribuent à la stabilité politique en exposant les électeurs à différents points de vue.** Une étude de cas menée lors des élections parlementaires de 2016 en **Ouganda** a démontré que les électeurs exposés aux messages électoraux de plusieurs candidats étaient moins susceptibles de voter pour les candidats du parti au pouvoir.¹³ Cela renforce les valeurs démocratiques comme la concurrence électorale, réduisant ainsi la possibilité d'un régime de parti dominant.
- **Le libre débat dans les médias est associé à une citoyenneté plus active.** Une étude menée dans **sept pays d'Asie et d'Afrique** et portant sur les données de plus de 23 000 personnes interrogées a révélé une augmentation de la participation politique des spectateurs des émissions de débat politique.¹⁴ Voir *l'Étude de cas : Les médias favorisent la participation politique dans les pays d'Asie et d'Afrique* pour plus de détails.
- **La répression de la presse précède l'effondrement de la démocratie politique :**
 - À la suite d'une enquête menée en **Turquie**, Freedom House a analysé les pressions exercées sur les médias indépendants dans le cadre d'une répression globale des valeurs démocratiques dans le pays.¹⁵
 - Dans des pays tels que ceux **des Balkans occidentaux**, la faiblesse des médias indépendants a été identifiée comme l'un des principaux facteurs de la détérioration générale de la démocratie.¹⁶

ÉTUDE DE CAS

Les médias favorisent la participation politique dans les pays d'Asie et d'Afrique

MESURE: Les programmes de gouvernance de l'organisation caritative BBC Media Action de la société de radiodiffusion britannique ont utilisé la télévision, la radio, les plateformes en ligne et mobiles pour produire des programmes de débat et de discussion visant à accroître les connaissances politiques des citoyens et à encourager la participation civique.

INCIDENCE: Une étude a révélé que les spectateurs de ces programmes participent davantage et ont des connaissances politiques plus élevées que les personnes qui n'écoutent ou ne regardent pas ces programmes¹⁷. Cette étude a également révélé que les auditeurs de ces programmes étaient plus susceptibles de voter aux élections et de participer à la vie politique en faisant ce qui suit :

- collaborer pour résoudre un problème communautaire,
- assister à une réunion publique,
- communiquer avec un élu local,
- communiquer avec un élu national,
- communiquer avec un chef local ou un chef traditionnel, ou
- prendre part à une protestation, une marche ou une manifestation.¹⁸

L'étude a analysé les données de plus de 23 000 personnes interrogées au Bangladesh, au Myanmar, au Népal, au Kenya, au Nigeria, en Sierra Leone et en Tanzanie.



ALPHABÉTISATION

- **Une presse libre contribue à un taux d'alphabétisation plus élevé.** Une vaste étude sur **les pays d'Afrique subsaharienne** a révélé que dans les pays où la presse est libre, le taux d'alphabétisation est plus élevé que dans les pays dans lesquelles elle ne l'est pas.¹⁹ Cette étude s'appuie sur les chiffres de l'Institut de statistique de l'UNESCO selon lesquels le taux d'alphabétisation dans les pays où la presse est libre est passé de 60 % en 2002 à 77 % en 2009. Les auteurs concluent que « l'alphabétisation, la liberté de la presse et la démocratie peuvent créer un cercle vertueux qui jette les bases d'une amélioration de la gouvernance.²⁰



PARTICIPATION CIVIQUE

- **Le journalisme favorise la participation civique :**
 - Le rapport 2022 de l'UNESCO sur les tendances mondiales décrit le journalisme comme un « bien public ». Il explique en outre que le journalisme fournit aux citoyens des informations fiables et fondées sur des faits, nécessaires pour participer à une société libre et ouverte. Par conséquent, son rôle est essentiel pour promouvoir un espace civique sain.²¹ L'UNESCO explique que le journalisme a besoin d'un environnement politiquement et économiquement favorable pour accroître son indépendance et la qualité de ses analyses et de ses informations.
 - **Les employés des médias numériques estiment que leur travail favorise la participation civique.** Une étude réalisée en 2021 a interrogé plus de 200 membres du personnel de jeunes entreprises de médias numériques **en Afrique, en Asie et sur le continent américain**. Elle a révélé que 82 % d'entre eux pensaient que leur travail avait eu un impact positif sur la société, et 76 % ont répondu que leur travail avait renforcé l'engagement civique.²²



CONTRÔLE DE LA CORRUPTION

Liberté des médias et corruption

- **La liberté de la presse est importante dans la lutte contre la corruption.** Les exemples suivants illustrent certains des domaines dans lesquels cela a été le cas :
 - **Corruption** - Une étude de 2021 examinant l'incidence de la liberté de la presse sur la corruption dans les affaires a révélé que les pays où la liberté de la presse est plus grande ont beaucoup moins de corruption impliquant des fonctionnaires et qu'une presse libre est associée à une réduction des incidents de corruption signalés.²³
 - **Le recouvrement d'actifs** - Les projets de rapports collaboratifs multipays, tels que les Panama Papers, Pandora Papers et Paradise Papers, ont révélé la corruption à grande échelle, ce qui a conduit à des réformes structurelles et à l'éviction de hauts dirigeants corrompus dans le monde entier.²⁴ Les dernières données d'impact du projet de rapport sur le crime organisé et la corruption font état de 7,4 milliards de dollars d'amendes infligées et d'argent saisi grâce à son journalisme.²⁵
 - **Responsabilité** - Le Media Development Investment Fund (Fonds d'investissement pour le développement des médias), qui investit dans les médias à travers le monde, a mené une enquête auprès des bénéficiaires de ses investissements. Cette enquête a révélé que 78 % de leurs reportages sur la corruption et la responsabilité ont eu une incidence mesurable : « les médias ont joué un rôle central dans l'éradication de la corruption et la responsabilisation des détenteurs du pouvoir.²⁶

- **La liberté de la presse a une prime de réputation.** Une étude réalisée en 2020 à partir d'une enquête menée auprès de hauts responsables d'entreprises privées identifie une prime de réputation associée à la liberté de la presse. En effet, la perception de la corruption est améliorée par une plus grande liberté de la presse. Ce phénomène est particulièrement évident dans les pays où les niveaux de corruption sont faibles ou modérés selon les normes mondiales.²⁷

Participation de la société civile et corruption

- **Les organisations non gouvernementales (ONG) sont un élément essentiel de la réussite des campagnes de lutte contre la corruption.** Une étude a analysé ce qui fait le succès des efforts de lutte contre la corruption. Celle-ci a permis de constater que le contrôle de la corruption nécessite à la fois l'État et la société.²⁸ La raison pour laquelle la société civile est si importante est que les ONG font partie des principaux utilisateurs des outils de lutte contre la corruption, par exemple, les lois sur la transparence.²⁹
- **Pourtant, la société civile ne peut à elle seule lutter avec succès contre la corruption ; elle a besoin d'un environnement favorable efficace.** Une étude qui a examiné les données de 200 pays couvrant la période de 1789 à 2018 souligne que la société civile à elle seule ne suffit pas. La transparence des lois et la prévisibilité de leur application, la rigueur et l'impartialité de l'administration publique sont également nécessaires.³⁰



LA CONFIANCE DANS LE GOUVERNEMENT

- Le respect des libertés qui sous-tendent l'espace civique accroît la confiance dans le gouvernement.
 - **La liberté d'expression :**
 - Une étude **indonésienne** de 2010 a indiqué que la confiance dans le gouvernement avait augmenté avec une plus grande démocratisation et le respect de la liberté d'expression.³¹ En effet, la liberté d'expression permet d'accroître la transparence et la responsabilité des pratiques gouvernementales.³²
 - Une étude portant sur les données de **29 pays européens** a révélé que le respect de la liberté d'expression améliore la confiance dans le gouvernement.³³ Cette étude a également analysé si la prospérité économique était un bon prédicteur de l'augmentation de la confiance dans le gouvernement. On a constaté qu'il n'y avait pas de lien significatif. Ainsi, à la lumière des résultats de cette étude, la protection de la liberté d'expression joue un rôle plus important dans l'augmentation de la confiance dans le gouvernement que la croissance économique.
 - **La participation civique :** Une étude menée en **Corée du Sud** a révélé que plus la culture politique participative se développe, plus la confiance dans les institutions publiques augmente.³⁴
- **Néanmoins, la confiance dans le gouvernement dépend de la performance réelle de sa prestation de services.**

Une étude de 2022 a révélé que la promotion de l'espace civique a une incidence positive lorsque le gouvernement agit de manière à inspirer la confiance.³⁵ L'étude a révélé que les citoyens font généralement confiance à leurs dirigeants s'ils les croient compétents, honnêtes et désintéressés.³⁶ S'il y a une liberté des médias et que ceux-ci font état d'un gouvernement inefficace, alors la confiance diminuera.³⁷



PRESTATION DE SERVICES PUBLICS

- **La participation des citoyens aide le gouvernement à fournir de meilleurs services.** Les recherches de l'OCDE ont montré que l'engagement public augmente l'accessibilité, la rentabilité et l'efficacité des services publics.³⁸ La participation des individus et des OSC à la conception, à la production et à la fourniture des services permet d'accroître la satisfaction des utilisateurs et d'optimiser les ressources.³⁹ En effet, grâce à la contribution des citoyens, le gouvernement peut identifier les principaux problèmes auxquels les citoyens sont confrontés, générer des solutions innovantes et créer une appropriation partagée des projets de service public.⁴⁰
- **Cependant, les preuves sont mitigées dans ce domaine.** Une étude réalisée en 2019 dans 20 pays à revenu faible ou intermédiaire a montré que les interventions favorisant l'engagement direct entre les utilisateurs et les prestataires de services – comme dans le domaine des soins de santé – sont souvent efficaces pour améliorer l'accès et la qualité de la prestation de services.⁴¹ Néanmoins, en l'absence d'interventions visant à remédier aux goulets d'étranglement dans la prestation de services, l'engagement des citoyens peut ne pas contribuer à lui seul à améliorer les services. En outre, les pressions exercées par les citoyens sur le gouvernement pour des services où il n'y a pas d'interaction directe entre les utilisateurs et les fournisseurs – comme les infrastructures – ne sont généralement pas en mesure d'influencer la prestation de services.⁴²
- **Les sociétés moins ouvertes ont du mal à fournir des services de qualité.** Les recherches montrent que les pays où l'espace civique est contrôlé de manière plus restrictive, comme le Rwanda, obtiennent de bons résultats sur des indicateurs tels que la croissance économique globale. Ceux-ci peinent toutefois à fournir des services publics complexes. Cela est souvent causé par le fait que les fonctionnaires de bas niveau ont pour instruction d'atteindre des objectifs précis sans chercher à respecter des normes particulières en matière de qualité des services fournis.⁴³ Des recherches menées dans des pays comme le Pakistan, le Zimbabwe et le Cambodge concluent de la même manière que les pays où l'espace civique et les médias sont restreints ne sont pas susceptibles de fournir des services publics de haute qualité. En effet, ceux-ci ne disposent pas des exigences et de la responsabilité que la société civile fournit.⁴⁴



SANTÉ

- **Les restrictions imposées par les pays à l'espace civique nuisent aux efforts de lutte contre les épidémies.** Une étude de 2018 a révélé que les restrictions de l'espace civique introduites en **Éthiopie, au Kenya et en Ouganda** had a negative impact on their response to avaient une incidence négative sur leur réponse au VIH/sida.⁴⁵ Les OSC pourraient jouer un rôle clé en aidant les pays à respecter l'engagement qu'ils ont pris aux Nations Unies de mettre fin à l'épidémie de sida d'ici 2030. Néanmoins, la contribution des OSC est actuellement entravée par la criminalisation et la stigmatisation, ainsi que par les obstacles gouvernementaux à l'enregistrement officiel, à l'accès au financement et à la liberté de fonctionnement et de réunion.



ÉTUDE DE CAS

Une OSC sud-africaine aide à sauver des milliers de vies

MESURE: Jusqu'au début des années 2000, l'administration Mbeki en Afrique du Sud a refusé de rendre les médicaments antirétroviraux disponibles.⁴⁶ L'organisation militante *Treatment and Action Campaign (Campagne de traitement et d'action), la TAC*, a confronté le gouvernement en organisant une marche et une campagne de désobéissance civile pour exiger l'accès universel au traitement du VIH par le biais du système public de santé.⁴⁷

INCIDENCE: À la suite des pressions de la TAC, l'Afrique du Sud a lancé en 2003 un programme de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant et un programme national de médicaments antirétroviraux en 2004.⁴⁸ À ce jour, la TAC continue de plaider pour l'accès aux soins de santé et leur qualité. Elle a également étendu son champ d'action au-delà du VIH, pour aborder des enjeux comme la tuberculose, la violence sexiste et la COVID-19.



SÉCURITÉ ET PAIX PUBLIQUE

- **Les OSC ont un rôle positif à jouer pendant et après un conflit.** Pendant un conflit, les OSC contribuent à la consolidation de la paix d'au moins trois manières :
 - en s'engageant auprès des communautés les plus touchées et en établissant une base de données sur les conséquences du conflit pour les civils,
 - en attirant l'attention nationale et internationale sur le conflit, et
 - en faisant pression pour un règlement négocié.⁴⁹
- **Au lendemain d'un conflit, les OSC de consolidation de la paix ont un rôle à jouer :**
 - soutenir un espace non sécurisé et
 - renforcer les capacités de la société civile.⁵⁰
- **Lorsque les OSC sont limitées, le risque de conflit est plus élevé.** Le rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté de réunion et d'association pacifiques prévient que la restriction de l'espace civique augmente le risque de conflit en raison des tensions qui découlent des griefs non traités des individus et du manque de canaux pour les exprimer.⁵¹ Les spécialistes des libertés civiles, tels que Thomas I. Emerson, ont fait valoir que la liberté d'expression – à l'exception des discours haineux – agit comme une « soupape de sécurité », permettant de se défouler de manière civilisée.⁵²
- **Malgré les idées reçues, la restriction des OSC ne protège pas du terrorisme.** Une étude réalisée en 2022 sur l'efficacité de 158 lois et règlements sur une période de 8 ans, qui restreignaient les activités des ONG dans le but de lutter contre le terrorisme, n'a trouvé aucune preuve de la diminution des incidents terroristes résultant de ces lois.⁵³

- **En fait, la liberté de discussion peut prévenir le terrorisme dans les démocraties.** Une étude réalisée en 2020 à partir des données de **162 countries** a montré que l'amélioration de la liberté de discussion peut réduire de près de 50 % le risque d'attentats contre l'armée et la police.⁵⁴ Les auteurs concluent que la liberté d'expression et de discussion peut aider les services de sécurité et de renseignement à obtenir plus d'informations sur les menaces potentielles qu'ils ne pourraient le faire si les discussions publiques et privées étaient restreintes.⁵⁵
- **Plus de liberté des médias signifie moins de violence d'État.** Une étude multipays réalisée en 2021 a révélé que dans les contextes où les médias sont restreints, l'État peut cacher et nier la violence d'État. En revanche, lorsque les médias sont libres, les coûts politiques de la répression sont plus élevés. Ainsi, la liberté des médias réduit le risque d'escalade de la violence d'État.⁵⁶
- **La liberté d'association et de réunion joue un rôle essentiel dans les transitions démocratiques non violentes.** Une étude a révélé que la transition démocratique par la résistance non violente augmente la qualité démocratique. Les principaux moteurs de cette démocratisation sont les améliorations de la liberté d'association et de réunion.⁵⁷

Déboulonner le mythe : Autocraties et développement

Des pays comme la Chine et le Vietnam, où CIVICUS classe l'espace civique comme « fermé », semblent avoir obtenu des résultats positifs en matière de développement. Le Rwanda et l'Éthiopie sont cités comme exemples de pays où l'espace civique est considéré comme « réprimé », mais qui semblent néanmoins avoir obtenu des résultats significatifs en matière de développement.⁵⁸ Les universitaires qui étudient ce sujet ont émis l'hypothèse que cela pourrait être attribuable au fait que les élites dirigeantes ont besoin de faire taire les critiques et de réprimer la dissidence afin d'acheter les horizons à long terme nécessaires pour réaliser des changements économiques et sociaux.⁵⁹

Néanmoins, l'autocratie ne se traduit pas toujours par des gains économiques et des avantages en matière de développement humain. Une étude basée sur des recherches menées au Brésil, en Éthiopie, au Pakistan et au Zimbabwe souligne que les restrictions imposées à la société civile ont nui aux efforts de celle-ci pour lutter contre la pauvreté et la faim et atteindre les groupes marginalisés. En conséquence, leur exclusion des processus politiques et des services s'accroît et, à mesure que l'espace civique se rétrécit, les groupes les plus marginalisés et les plus démunis risquent de plus en plus d'être laissés pour compte.⁶⁰

En outre, un fort développement économique n'est pas synonyme de leadership stable dans une autocratie. Amartya Sen note que la Chine a connu un fort développement économique, mais que ce dernier a été fragile et soumis à des politiques de pouvoir au sommet.⁶¹ Par exemple, lorsque les soins de santé universels ont été supprimés, l'espérance de vie a rapidement diminué.⁶²

De même, il est impossible de faire confiance aux données de croissance provenant des autocraties. Une étude de 2017 a souligné la nécessité de recouper les analyses statistiques à l'échelle macroscopique avec les données des ménages, en raison des enjeux politiques élevés de la collecte et de l'analyse des données, et les soupçons que les données peuvent être incorrectes ou qu'elles sont interprétées de manière potentiellement trompeuse.⁶³

Les limites de la preuve

Bien qu'il y ait de plus en plus de preuves des avantages de la protection de l'espace civique et de l'incidence négative lorsque celui-ci est restreint, l'étude de cet espace reste difficile.⁶⁴

- **Ambiguïté conceptuelle** : Tout d'abord, l'« espace civique » est un concept très abstrait et, malgré les efforts déployés pour le définir, les experts et les organisations du domaine ne sont toujours pas d'accord.⁶⁵
- **Difficile à mesurer** : En outre, étant donné qu'il s'agit d'un concept abstrait et d'un terme générique pour plusieurs droits, les universitaires doivent l'étudier en utilisant des substituts. Par exemple, pour connaître la « force » de l'espace civique dans un pays, les chercheurs étudient souvent le nombre d'organisations de la société civile et de médias enregistrés. Il s'agit d'une mesure imparfaite, car elle ne rend pas compte du type de travail et de l'impact de ces organisations et médias.
- **Une société civile autoritaire** : Souvent, l'espace civique peut être utilisé pour les « mauvaises » raisons. Les OSC peuvent défendre des causes anti-démocratiques et protester pour des demandes anti-démocratiques. Il y a eu des cas où la mobilisation publique a conduit à des coups d'État autoritaires. De plus, la liberté des médias peut être sujette à la diffusion de désinformation et de discours de haine. Les médias peuvent être saisis par l'État et diffuser des contenus contrôlés par le gouvernement, ce qui va également à l'encontre de l'objectif de la liberté des médias. Par conséquent, les données sur l'espace civique doivent être interprétées avec soin, en tenant compte de toutes les nuances importantes.
- **Établir un lien de cause à effet** : La recherche sur l'espace civique doit tenir compte du contexte politique et des décalages dans le temps. L'histoire du régime d'un pays joue un rôle dans la façon dont les contextes actuels se déroulent. En outre, les avantages des initiatives préventives – par opposition aux initiatives réactives – visant à protéger les libertés démocratiques produisent rarement des effets immédiats. Les consommateurs de recherches sur l'espace civique doivent donc se garder des hypothèses et des interprétations simplistes.
- **Accès du public aux médias** : Les pays qui visent à protéger la liberté des médias doivent coupler ces efforts à l'amélioration de l'accès aux médias. Comme le montrent certains éléments de ce chapitre, la liberté des médias peut améliorer les connaissances politiques et la participation des citoyens. Néanmoins, cet avantage dépend de l'accès des citoyens aux médias.

« À la base, le gouvernement ouvert galvanise l'action collaborative entre le gouvernement et les citoyens – des citoyens qui ne représentent pas seulement des bénéficiaires passifs de l'action gouvernementale, mais aussi des agents actifs et des partenaires dans un effort commun. »

- [Sanjay Pradhan](#), PDG du Partenariat pour un gouvernement ouvert



Notes de fin

L'Espace Civique

- 1 « What Is Civic Space? » Monitor, CIVICUS, consulté en juillet 2022, <https://monitor.civicus.org/whatiscivicspace/>.
- 2 Le terme de *liberté d'expression* est souvent utilisé de manière interchangeable avec les termes de *parole libre*, de *liberté de parole* et d'autres termes similaires. Ce chapitre s'en tiendra au terme de liberté d'expression tel qu'il est utilisé dans le droit international relativement aux droits de l'homme. Il s'agit d'un terme générique qui inclut des notions telles que la « liberté de la presse » et la « liberté des médias ». Le droit d'accès aux informations détenues par des organismes publics ou en leur nom, souvent également appelé « liberté d'information » ou « droit à l'information » et qui est considéré comme faisant partie du droit à la liberté d'expression, fait l'objet d'un examen distinct et est donc exclu du champ d'application de ce chapitre.
- 3 « Liberté des médias », Maison de la liberté, consulté en juillet 2022, <https://freedomhouse.org/issues/media-freedom>.
- 4 L'analyse documentaire qui a servi de base à ce chapitre s'est concentrée sur les publications en langue anglaise, ce qui pourrait représenter une limitation géographique de facto.
- 5 A. L. Hogg et R. Hodess, « The Business Case for Protecting Civic Rights » (L'argument commercial en faveur de la protection des droits civiques) (The B Team, 2018), <https://bteam.org/our-thinking/reports/the-business-case-for-protecting-civic-rights>.
- 6 N. Hossain, N. Khurana, S. Nazneen, M. Oosterom, P. Schröder, et A. Shankland, « Development Needs Civil Society — The Implications of Civic Space for the Sustainable Development Goals » (Le développement a besoin de la société civile : les implications de l'espace civique pour les objectifs de développement durable) (Institut d'études du développement, 2019), 54.
- 7 Hossain et autres., « Le développement a besoin de la société civile » (2019).
- 8 N. Hossain et M. Oosterom, « The Implications of Closing Civic Space for Hunger and Poverty in the Global South », (Les implications de la fermeture de l'espace civique pour la faim et la pauvreté dans le Sud global), *Politique mondiale* 12 no. S5 (2021) : 59–69.
- 9 « Reinforcing Marginalization: The Impact of the Closing Civic Space on HIV Response in Ethiopia, Kenya, and Uganda », (Renforcer la marginalisation : l'impact de la fermeture de l'espace civique sur la réponse au VIH en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda), ICNL (2019), consulté en juillet 2022, <https://www.icnl.org/wp-content/uploads/ICNL-Reinforcing-Marginalization.pdf>.
- 10 « How the Open Society Foundations Are Defending Free Speech in Hungary », (Comment les fondations pour une société ouverte défendent la liberté d'expression en Hongrie) Open Society Foundations. (Septembre 2018), <https://www.opensocietyfoundations.org/publications/how-open-society-foundations-are-defending-free-speech-hungary>.
- 11 T. Roberts (ed.), *Les droits numériques dans la fermeture de l'espace civique : Les leçons de dix pays africains* (Brighton : Institut d'études du développement, 2021).
- 12 S. Nazneen et D. Thapa, « The Implications of Closing Civic Space for Sustainable Development in Nepal » (Les implications de la fermeture de l'espace civique pour le développement durable au Népal) (Institut d'études du développement, 2019), 2.

- 13 Noorlander citant M. R. Platas et P. J. Raffler, « Closing the Gap: Information and Mass Support in a Dominant Party Regime », (Comblent le fossé : information et soutien de masse dans un régime de parti dominant), *Journal de la politique* 83, no. 4 (2021).
- 14 A. Scavo et C. Snow, *Médias et participation politique : Favoriser la gouvernance inclusive* (BBC Media Action 2016).
- 15 S. Corke, A. Finkel, D. J. Kramer, C. A. Robbins, et N. Schenkkan, *La démocratie en crise : Corruption, médias et pouvoir en Turquie* (Washington, DC : Maison de la liberté, 2014); M. Akser et B. Baybars-Hawks, « Media and Democracy in Turkey: Toward a Model of Neoliberal Media Autocracy », (Médias et démocratie en Turquie : Vers un modèle d'autocratie médiatique néolibérale), *Journal de la culture et de la communication du Moyen-Orient* 5 no. 3 (2012).
- 16 Noorlander citant V. Stojarová, « Media in the Western Balkans: Who Controls the Past Controls the Future », (Les médias dans les Balkans occidentaux : Qui contrôle le passé contrôle l'avenir) *Études sur l'Europe du Sud-Est et la mer Noire*. 20 no. 1 (2019).
- 17 A. Scavo et C. Snow, *Médias et participation politique : Favoriser la gouvernance inclusive* (BBC Media Action, 2016).
- 18 A. Scavo et C. Snow, *Médias et participation politique : Favoriser la gouvernance inclusive* (BBC Media Action, 2016).
- 19 T. Susman-Peña, *Médias sains, Sociétés dynamiques : Comment le renforcement des médias peut stimuler le développement en Afrique subsaharienne* (Internews, 2012); C. J. Coyne et P. T. Leeson, *médias, développement et changement institutionnel* (Edward Elgar, 2009).
- 20 T. Susman-Peña, *Médias sains, Sociétés dynamiques : Comment le renforcement des médias peut stimuler le développement en Afrique subsaharienne* (Internews, 2012); C. J. Coyne et P. T. Leeson, *médias, développement et changement institutionnel* (Edward Elgar, 2009).
- 21 UNESCO, *Le journalisme est un bien public : Tendances mondiales de la liberté d'expression et du développement des médias*, Rapport mondial 2021/2022, (2022), 20.
- 22 Sembrá, « Inflection Point International: A Study of the Impact, Innovation, Threats, and Sustainability of Digital Media Entrepreneurs in Latin America, Southeast Asia, and Africa » (Point d'inflexion international : étude de l'impact, de l'innovation, des menaces et de la durabilité des entrepreneurs des médias numériques en Amérique latine, en Asie du Sud-Est et en Afrique). (Le réseau des initiatives de communication, 2022), <https://www.comminit.com/media-development/content/inflection-point-international-study-impact-innovation-threats-and-sustainability-digita>.
- 23 Noorlander citant N. Binhadab, M. Breen, et R. Gillanders, « Press Freedom and Corruption in Business-State Interactions », (*Liberté de la presse et corruption dans les interactions entre les entreprises et l'État*) *Systèmes économiques* 45 no. 4 (2021); N. Binhadab, M. Breen, et R. Gillanders, « The Role of a Free Press in Combating Business Corruption » (*Le rôle d'une presse libre dans la lutte contre la corruption dans les entreprises*) (Munich University, 2018). Voir aussi A. Talebia, F. Momenib, et E. Shojaei, « Media Freedom and Corruption in Different Countries of the World », (*Liberté des médias et corruption dans différents pays du monde*) *Journal turc de l'enseignement de l'informatique et des mathématiques* 12 no. 13 (2021); O. Bondarenko, M. Utkina, et M. V. Kolenisnikova, « The Role of Mass Media in Preventing Corruption », (*Le rôle des médias de masse dans la prévention de la corruption*) *La revue Droit, État et Télécommunications* 13 no. 1 (2021); B. I. Hamada, G. Abdel-Salam, et E. Abdelwahed Elkilany, « Press Freedom and Corruption: An Examination of the Relationship », (*Liberté de la presse et corruption : Un examen de leur relation*) *Médias et communication globale* 15 no. 3 (2019).

- 24 Noorlander citant M. Hrvolova, J. D. Katz, et J. Alexander, « The Anti-Corruption Role of Free Media and Investigative Journalism » (Le rôle anti-corruption des médias libres et du journalisme d'enquête) (Le Fonds Marshall allemand, 2021). Voir également l'impact actuel des Panama Papers tel que rapporté par le Consortium international des journalistes d'enquête : Will Fitzgibbon et Michael Hudson, « Five Years Later, Panama Papers Still Having a Big Impact », (Cinq ans plus tard, les Panama Papers ont toujours un impact important) ICIJ, 3 avril 2021, <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/five-years-later-panama-papers-still-having-a-big-impact/>.
- 25 Noorlander citant « Impact to Date », (Impact à ce jour) Projet de rapport sur le crime organisé et la corruption (6 juin 2022), <https://www.occrp.org/en/impact-to-date>. L'OCCRP est un consortium à but non lucratif de médias qui traitent du crime organisé et de la corruption.
- 26 Noorlander citant *Media Development Investment Fund – Impact 2021: corruption, Media Development Investment Fund*, <https://static.mdif.org/2021-impact-dashboard/index.html#/slide-corruption1>.
- 27 M. Breen et R. Gillanders, “Press Freedom and Corruption Perceptions: Is There a Reputational Premium?” (Liberté de la presse et perception de la corruption : Existe-t-il une prime à la réputation ?) *Politique et gouvernance* 8, no. 2 (2020).
- 28 A. Mungiu-Pippidi, *Rapport quantitatif sur les causes de la performance et de la stagnation dans la lutte mondiale contre la corruption* (École de gouvernance Hertie, 2014).
- 29 Noorlander citant A. Mungiu-Pippidi, *Rapport quantitatif sur les causes des performances et de la stagnation de la lutte mondiale contre la corruption* (École de gouvernance Hertie, 2014).
- 30 Noorlander citant P. A. G. Villanueva, « Why Civil Society Cannot Battle It All Alone: The Roles of Civil Society Environment, Transparent Laws and Quality of Public Administration in Political Corruption Mitigation », (Pourquoi la société civile ne peut pas lutter seule : les rôles de l'environnement de la société civile, des lois transparentes et de la qualité de l'administration publique dans l'atténuation de la corruption politique). *Revue internationale d'administration publique* 43 no. 6 (2020), 558.
- 31 Noorlander citant P. Tjiptoherijanto, « Trust in Government: The Indonesian Experience », (La confiance dans le gouvernement : l'expérience indonésienne,) *Revue internationale de management public* 11, no. 2 (2010).
- 32 P. Tjiptoherijanto, « Trust in Government: The Indonesian Experience », (La confiance dans le gouvernement : l'expérience indonésienne,) *Revue internationale de management public* 11, no. 2 (2010).
- 33 J. Spiteri et M. Briguglio, “Does Good Governance Foster Trust in Government? An Empirical Analysis », (La bonne gouvernance favorise-t-elle la confiance dans le gouvernement ? Une analyse empirique) dans S. Grima et P. Marano (eds.), *Questions contemporaines de gouvernance et de réglementation (Études contemporaines en analyse économique et financière)*, Vol. 99), (Emerald Publishing Limited, 2018), 121–137.
- 34 M. Shin, « Confidence in Public Institutions and Democracy in South Korea », (Confiance dans les institutions publiques et la démocratie en Corée du Sud) *L'observateur de la Corée* 37, no. 2 (2006).
- 35 P. Norris, « Trust in Government Redux: The Role of Information Environments and Cognitive Skills » (La confiance dans le gouvernement : le rôle des environnements d'information et des compétences cognitives). (École Kennedy de Harvard, 2022), 15.
- 36 P. Norris, « Trust in Government Redux: The Role of Information Environments and Cognitive Skills » (La confiance dans le gouvernement : le rôle des environnements d'information et des compétences cognitives). (École Kennedy de Harvard, 2022), 15.
- 37 Peter Noorlander, *L'impact de la protection de l'espace civique : Examen de l'état des preuves (Partenariat pour un gouvernement ouvert et Association du barreau américain, 2022)*.

- 38 OCDE, Ensemble pour de meilleurs services publics : Partenariat avec les citoyens et la société civile, Examens de la gouvernance publique de l'OCDE (Paris : Éditions de l'OCDE, 2011), <https://doi.org/10.1787/9789264118843-en>.
- 39 OCDE, *Ensemble pour de meilleurs services publics : Partenariat avec les citoyens et la société civile, Examens de la gouvernance publique de l'OCDE* (Paris : Éditions de l'OCDE, 2011), <https://doi.org/10.1787/9789264118843-en>.
- 40 OCDE, *Ensemble pour de meilleurs services publics : Partenariat avec les citoyens et la société civile, Examens de la gouvernance publique de l'OCDE* (Paris : Éditions de l'OCDE, 2011), <https://doi.org/10.1787/9789264118843-en>.
- 41 H. Waddington, A. Sonnenfeld, J. Finetti, M. Gaarder, J. Denny, et J. Stevenson, « Citizen Engagement in Public Services in Low- and Middle-Income Countries: A Mixed-Methods Systematic Review of Participation, Inclusion, Transparency and Accountability (PITA) Initiatives », (L'engagement des citoyens dans les services publics des pays à faibles et moyens revenus : Une revue systématique à méthodes mixtes des initiatives de participation, d'inclusion, de transparence et de responsabilité (PITA),) *Revue systématique de Campbell* 15, no. 1–2 (2019), 1.
- 42 H. Waddington, A. Sonnenfeld, J. Finetti, M. Gaarder, J. Denny, et J. Stevenson, « Citizen Engagement in Public Services in Low- and Middle-Income Countries: A Mixed-Methods Systematic Review of Participation, Inclusion, Transparency and Accountability (PITA) Initiatives », (L'engagement des citoyens dans les services publics des pays à faibles et moyens revenus : Une revue systématique à méthodes mixtes des initiatives de participation, d'inclusion, de transparence et de responsabilité (PITA),) *Revue systématique de Campbell* 15, no. 1–2 (2019), 1.
- 43 N. Hossain et R. Santos, « Assessing the Impacts of Changing Civic Space on Development Outcomes: A Methodological Discussion » (Évaluation de l'impact de l'évolution de l'espace civique sur les résultats du développement : une discussion méthodologique) (Institut d'études du développement, 2018).
- 44 P. Schröder et S. Young, « The Implications of Closing Civic Space for Sustainable Development in Cambodia » (Les implications de la fermeture de l'espace civique pour le développement durable au Cambodge) (Institut d'études du développement, 2019), 27. Voir aussi M. Oosterom, « The Implications of Closing Civic Space for Sustainable Development in Zimbabwe » (Les implications de la fermeture de l'espace civique pour le développement durable au Zimbabwe) (Institut d'études du développement, 2019); S. Nazneen et D. Thapa, « The Implications of Closing Civic Space for Sustainable Development in Nepal » (Les implications de la fermeture de l'espace civique pour le développement durable au Népal) (Institut d'études du développement, 2019).
- 45 « Reinforcing Marginalization: The Impact of the Closing of Civic Space on HIV Response in Ethiopia, Kenya, and Uganda », (Renforcer la marginalisation : L'impact de la fermeture de l'espace civique sur la réponse au VIH en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda). ICNL (2019), consulté en juillet 2022., <https://www.icnl.org/wp-content/uploads/ICNL-Reinforcing-Marginalization.pdf>.
- 46 « The Cost of South Africa's Misguided AIDS Policies », (Le coût des politiques malavisées de l'Afrique du Sud en matière de sida), École de santé publique Harvard T. Chan (printemps 2009), <https://www.hsph.harvard.edu/news/magazine/spr09aids/>.
- 47 La Treatment and Action Campaign (TAC) s'engage dans le suivi, le plaidoyer et les campagnes au sein du système de soins de santé afin de garantir que tous les utilisateurs des soins de santé publics puissent accéder à des soins de qualité et dignes, <https://www.tac.org.za/>.
- 48 « The Cost of South Africa's Misguided AIDS Policies », (Le coût des politiques malavisées de l'Afrique du Sud en matière de sida) École de santé publique Harvard T. Chan (printemps 2009), <https://www.hsph.harvard.edu/news/magazine/spr09aids/>.

- 49 Noorlander citant N. Annan, M. Beseng, G. Crawford, et J. K. Kewir, « Civil Society, Peacebuilding from Below and Shrinking Civic Space: The Case of Cameroon's 'Anglophone' Conflict », (Société civile, consolidation de la paix par le bas et rétrécissement de l'espace civique : Le cas du conflit 'anglophone' au Cameroun) *Conflicts, sécurité et développement* 21 no. 6 (2021) : 697–725.
- 50 G. Holmer, *Lutte contre l'extrémisme violent : Une perspective de consolidation de la paix* (Institut américain pour la paix, 2013).
- 51 C. N. Voulé, « Exercise of the Rights to Freedom of Peaceful Assembly and of Association and the Implementation of the 2030 Agenda » (Exercice des droits à la liberté de réunion pacifique et d'association et mise en œuvre du programme 2030) (Nations Unies, 2018), 21; M. Kiai, *Réalisations de la société civile (Rapport du rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et d'association)* (Nations Unies, 2017).
- 52 Noorlander citant T. I. Emerson, « Toward a General Theory of the First Amendment », (Vers une théorie générale du premier amendement) *Journal de droit de Yale* 72 (1962) : 884.
- 53 Noorlander citant J. W. Koo et A. Murdie, « Do NGO Restrictions Limit Terrorism? Smear Campaigns or Counter terrorism Tools », (Les restrictions imposées par les ONG limitent-elles le terrorisme ? Campagnes de dénigrement ou outils de lutte contre le terrorisme) *Journal des études de sécurité mondiale* 7 no. 1 (2022).
- 54 L. Skjoldager Eskildsen et P. Bjørnskov, « Does Freedom of Expression Cause Less Terrorism? », (La liberté d'expression entraîne-t-elle moins de terrorisme ?) *Études politiques* 70 no. 1 (2020), 18.
- 55 L. Skjoldager Eskildsen et P. Bjørnskov, « Does Freedom of Expression Cause Less Terrorism? », (La liberté d'expression entraîne-t-elle moins de terrorisme ?) *Études politiques* 70 no. 1 (2020), 18.
- 56 S.C. Carey, B. González, N.J. Mitchell, *Media Freedom and the Escalation of State Violence*, Political Studies, 2021
- 57 F. S. Bethke et J. Pinckney, « Non-Violent Resistance and the Quality of Democracy », (La résistance non-violente et la qualité de la démocratie) *Gestion des conflits et sciences de la paix* 38 no. 5 (2021) : 503–523.
- 58 Noorlander citant N. Hossain, N. Khurana, S. Mohmand, S. Nazneen, M. Oosterom, T. Roberts, R. Santos, A. Shankland, et P. Schröder, "What Does Closing Civic Space Mean for Development? A Literature Review and Proposed Conceptual Framework » (Que signifie la fermeture de l'espace civique pour le développement ? Analyse documentaire et proposition de cadre conceptuel) (Institut d'études du développement, 2018); S. Hickey, K. Sen, et B. Bukenya, « Exploring the Politics of Inclusive Development: Towards a New Conceptual Approach », (Explorer la politique du développement inclusif : Vers une nouvelle approche conceptuelle) chapitre dans S. Hickey, K. Sen, et B. Bukenya (eds), *La politique du développement inclusif : Interroger les preuves* (Oxford: Presse universitaire d'Oxford, 2015); M. Khan, « Political Settlements and the Governance of Growth-Enhancing Institutions » (Les règlements politiques et la gouvernance des institutions favorisant la croissance) (SOAS, 2010); G. White, « Civil Society, Democratization and Development (I): Clearing the Analytical Ground », (Société civile, démocratisation et développement (I) : Défricher le terrain analytique) *Démocratisation* 1 no. 2 (1994).
- 59 N. Hossain et R. Santos, « Assessing the Impacts of Changing Civic Space on Development Outcomes: A Methodological Discussion » (Évaluation de l'impact de l'évolution de l'espace civique sur les résultats du développement : Une discussion méthodologique) (Institut d'études du développement, 2018).
- 60 N. Hossain et M. Oosterom, « The Implications of Closing Civic Space for Hunger and Poverty in the Global South », (Les implications de la fermeture de l'espace civique pour la faim et la pauvreté dans le Sud global) *Politique mondiale* 12 no. S5 (2021) : 59–69.

- 61 Peter Noorlander, *L'impact de la protection de l'espace civique : Examen de l'état des connaissances* (Partenariat pour un gouvernement ouvert et Association du barreau américain, 2022).
- 62 Peter Noorlander, *L'impact de la protection de l'espace civique : Examen de l'état des connaissances* (Partenariat pour un gouvernement ouvert et Association du barreau américain, 2022).
- 63 Noorlander citant A. Ansoms, E. Marijnen, G. Cioffo, et J. Murison, « Statistics versus Livelihoods: Questioning Rwanda's Pathway out of Poverty », (Statistiques contre moyens de subsistance : Remise en question de la voie de sortie de la pauvreté au Rwanda) *Revue d'économie politique africaine* 44 Numéro 151 (2017) : 47–65.
- 64 L'analyse documentaire qui sous-tend ce chapitre s'est concentrée sur la littérature en langue anglaise uniquement. Un examen plus approfondi de la littérature dans d'autres langues, comme l'espagnol et le français, pour n'en citer que deux, permettrait de renforcer les arguments en faveur de l'espace civique et des libertés démocratiques.
- 65 Peter Noorlander, *L'impact de la protection de l'espace civique : Examen de l'état des connaissances* (Partenariat pour un gouvernement ouvert et Association du barreau américain, 2022).

Jieun Kim enseigne aux élèves de sa salle de classe à Jeju, en République de Corée.
L'initiative [First Street](#) vise à soutenir les citoyens de tous âges en permettant leur
proposer des politiques qui répondent à leurs besoins. Photo par PGO.



LE GUIDE DU SCEPTIQUE POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT 2022

Au-delà de politiques :

Les arguments en faveur d'un
gouvernement ouvert

Au-delà des politiques : Les arguments en faveur d'un gouvernement ouvert

Les chapitres précédents se concentrent sur l'incidence de politiques de gouvernement ouvert précises. Ce chapitre comprend des preuves supplémentaires, plus générales, qui renforcent les arguments en faveur du gouvernement ouvert.

Ce chapitre est divisé en trois parties :

1. De plus en plus de preuves de l'importance des médias libres et de l'espace civique
2. Gouvernement ouvert, pandémie de COVID-19 et santé publique
3. Dividende démocratique : Le rôle du gouvernement ouvert

1. Le contrôle public et l'espace civique : des arguments de plus en plus convaincants

Le gouvernement ouvert compte pour les résultats du développement. En 2018, le PGO a travaillé avec des chercheurs de l'institut Varieties of Democracy (V-Dem) pour examiner la « responsabilité diagonale¹ ». V-Dem mesure la responsabilité diagonale en ce qui concerne la liberté des médias, la liberté d'expression, l'indépendance des délibérations publiques et la force des organisations de la société civile. Les chercheurs ont constaté qu'une responsabilité diagonale plus forte permet de prédire les indicateurs de développement suivants :

- **Diminution de la mortalité infantile** : À mesure que les pays deviennent plus responsables et plus ouverts, le taux de mortalité infantile diminue. Avec une responsabilité maximale en diagonale, la mortalité infantile est réduite de 10 décès pour 1 000 naissances.
- **Nombre moyen d'années d'éducation des adultes plus élevé** : En moyenne, pour chaque tranche de 10 ans où un pays a un niveau élevé de responsabilité diagonale, l'éducation des adultes augmente d'un an.
- **Inégalité et croissance** : Des niveaux plus élevés de responsabilité numérique dans un pays sont corrélés avec une répartition plus uniforme des revenus (un coefficient de Gini plus faible) et une croissance économique plus élevée.

2. Pleins feux sur la pandémie de COVID-19 et la santé publique

Un nombre croissant de preuves² montre que les démocraties obtiennent de meilleurs résultats en matière de pandémies et de santé publique en général. Les articles publiés dans des revues de premier plan comme The Lancet³ et The British Medical Journal⁴, et des groupes de réflexion prestigieux tels que Chatham House⁵ et Notre monde en données⁶, a prédit que les démocraties réussiraient mieux à faire face à la pandémie de COVID-19. Mais quel est le rôle de la transparence ?

- Il est surprenant de constater que le nombre officiel de victimes de la COVID-19 est plus élevé pour les pays les plus transparents*.

* Une étude menée par les chercheurs Alina Mungiu-Pippidi et Alvaro Lopez a révélé que plus un gouvernement publie de données importantes, plus le nombre de décès déclarés est élevé dans les 127 pays étudiés. Cela reste vrai même en tenant compte des dépenses de santé du pays et du pourcentage de la population âgée de plus de 65 ans (plus exposée aux complications de la COVID-19). « Counting the Dead Transparently » (Compter les morts en toute transparence) (Ecole de gouvernance Hertie, 2022), <https://www.againstcorruption.eu/articles/counting-the-dead-transparently/>.

- Toutefois, les gouvernements moins transparents sont susceptibles de sous-déclarer les décès liés à la COVID-19. Lorsque les chercheurs se sont penchés sur la « mortalité excessive » – une mesure qui compare tous les décès enregistrés à ceux qui devraient se produire – ils ont constaté qu’il n’y avait aucune corrélation avec la transparence. Cela suggère que les pays moins transparents ne déclarent peut-être pas les décès avec précision en raison de la faiblesse de leurs systèmes statistiques nationaux ou d’éventuelles interférences dans la collecte et la publication des données⁷.

3. Le dividende démocratique : Le rôle du gouvernement ouvert

De plus en plus de chercheurs s’intéressent à la relation entre la démocratie et les résultats du développement au-delà de la santé. Une grande partie de ce travail a été centrée sur les données fournies par l’institut V-Dem. Les points saillants des chercheurs autour de ce travail ont été résumés dans le [Rapport de la conférence Case for Democracy](#) (Plaidoyer pour la démocratie). Cette section met en lumière les résultats qui présentent un intérêt particulier pour les valeurs de transparence, de participation et de responsabilité du gouvernement ouvert.

L’ouverture est bonne pour la croissance économique

- La liberté d’expression joue un rôle important dans les dividendes de la démocratie sur la croissance économique. Des recherches récentes établissent une relation positive à long terme entre la démocratie et la croissance économique⁸. Une étude réalisée en 2022 a analysé les facteurs spécifiques de la démocratie qui conduisent à la croissance économique et a révélé que ce sont principalement des élections propres et la liberté d’expression qui déterminent l’effet à long terme de la démocratie sur la croissance économique⁹.

La protection de l’espace civique renforce la protection de l’environnement

- Permettre la liberté d’expression et d’association est bon pour l’environnement. Le respect des libertés civiles fournit aux ONG environnementales les conditions nécessaires pour influencer la politique environnementale. Une étude de 2020 a révélé qu’une augmentation de 1 % des libertés civiles génère une réduction de 0,05 % des émissions nationales de CO₂¹⁰.

La démocratie soutient l’ouverture

- Les démocraties ont tendance à fournir davantage de données aux organisations internationales. Une étude a montré que lorsque les pays passent de l’autocratie à la démocratie, ils augmentent leur fourniture de données à la Banque mondiale de 13 %¹¹.
- Les démocraties sont plus transparentes sur leur croissance. Une étude inédite a comparé les statistiques fournies à la Banque mondiale avec une autre mesure de la croissance économique : l’éclairage nocturne. Ils ont constaté que, mesurés par une augmentation de l’éclairage nocturne, les régimes autocratiques surestiment en effet leur taux de croissance annuel du PIB de 0,5 % à 1,5 % en moyenne dans les statistiques soumises à la Banque mondiale¹².
- La démocratisation entraîne également une plus grande transparence fiscale. Une étude a montré que le passage de l’autocratie à la démocratie améliore la transparence fiscale de 18 %. Les auteurs expliquent que cette augmentation est très probablement la conséquence d’élections libres, équitables et compétitives¹³.

Les gouvernements qui s’engagent sont là pour rester. L’appel à la démocratie ne disparaît pas.

- Lysa John, secrétaire générale de CIVICUS, lors de la conférence de presse de la Commission européenne.
[Sommet virtuel des leaders du PGO, 2020](#)



Notes de fin

Au-delà des Politiques

- 1 Valeriya Mechkova, Michael Bernhard et Anna Lührmann, *Diagonal Accountability and Development Outcomes* (Responsabilité diagonale et Résultats du développement) (Institut V-Dem et Partenariat pour un gouvernement ouvert, 1er févr. 2019), <https://www.opengovpartnership.org/documents/diagonal-accountability-and-development-outcomes/#:~:text=This%20paper%20focuses%20on%20diagonal,are%20dependent%20on%20government%20action.>
- 2 Les preuves des effets de la démocratie sur la santé publique sont de plus en plus nombreuses depuis les travaux précurseurs d'Amartya Sen en 1982 sur l'association entre la démocratie et la prévention de la famine. L'argument sous-jacent est que « [des] élections justes et équitables incitent les dirigeants politiques à accorder une attention sérieuse au bien-être des électeurs. » (Richard Horton, « Offline: Is democracy good for your health? » [Hors ligne : La démocratie est-elle bonne pour la santé ?] *The Lancet* 398, no 10316 [déc. 2021] : 2060 [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(21\)02747-1](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(21)02747-1).) montrent que les gouvernements démocratiques ont une meilleure **espérance de vie** (Álvaro Franco, Carlos Alvarez-Dardet et Maria Teresa Ruiz, « Effect of democracy on health: ecological study » [Effet de la démocratie sur la santé : étude écologique] *BMJ* 329 (2004), 1421–1423, <https://doi.org/10.1136/bmj.329.7480.1421>; Thomas J. Bollyky, et autres, « The relationships between democratic experience, adult health, and cause-specific mortality in 170 countries between 1980 and 2016: an observational analysis » [Les relations entre l'expérience démocratique, la santé des adultes et la mortalité par cause dans 170 pays entre 1980 et 2016 : une analyse observationnelle] *The Lancet* 393, no 10181 [13 mar. 2019] : 1628–1640, [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(19\)30235-1/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(19)30235-1/fulltext)), **une baisse de la mortalité infantile** (Franco, Alvarez-Dardet, et Ruiz, « Effect of democracy on health » [Effet de la démocratie sur la santé]; Yi-ting Wang, Valeriya Mechkova et Frida Andersson, « Does Democracy Enhance Health? New Empirical Evidence 1900–2012 » [La démocratie améliore-t-elle la santé ? Nouvelles preuves empiriques 1900–2012], *Political Research Quarterly* 72, no 3 (septembre 2018) : 554-569, <https://doi.org/10.1177%2F1065912918798506>; Masayuki Kudamatsu, « Has Democratization Reduced Infant Mortality in Sub-Saharan Africa? Evidence from Micro Data » [La démocratisation a-t-elle réduit la mortalité infantile en Afrique sub-saharienne ? Preuve par les micro-données], *Journal of the European Economic Association* 10, no 6, [décembre 2012] : 1294–1317, <https://doi.org/10.1111/j.1542-4774.2012.01092.x>), **et une baisse de la mortalité maternelle** (Franco, Alvarez-Dardet, et Ruiz, « Effect of democracy on health » [Effet de la démocratie sur la santé]).
- 3 Bollyky, et autres, « The relationships between democratic experience, adult health, and cause-specific mortality » (Les relations entre l'expérience démocratique, la santé à l'âge adulte et la mortalité par cause spécifique)
- 4 Franco, Alvarez-Dardet, et Ruiz, « Effect of democracy on health » (Effet de la démocratie sur la santé).
- 5 Robin Niblett et Leslie Vinjamuri, « Why Democracies Do Better at Surviving Pandemics » (Pourquoi les démocraties réussissent mieux à survivre aux pandémies) (Chatham House, 26 mai 2020), <https://www.chathamhouse.org/2020/05/why-democracies-do-better-surviving-pandemics>.
- 6 Esteban Ortiz-Ospina, *Does democracy lead to better health?* (La démocratie conduit-elle à une meilleure santé ?) (Our World in Data, 24 juin 2019), <https://ourworldindata.org/democracy-health>.
- 7 Alina Mungiu-Pippidi et Alvaro Lopez « Counting the Dead Transparently » (Compter les morts en toute transparence) (Ecole de gouvernance Hertie, 2022), <https://www.againstcorruption.eu/articles/counting-the-dead-transparently/>.

- 8 Voir Elias Papaioannou et Gregorios Siourounis, « Democratisation and Growth » (Démocratisation et croissance), *The Economic Journal* 118, no 532 (octobre 2008) : 1520-1551, <https://www.jstor.org/stable/20108873>; Jakob Madsen, Paul Raschky et Ahmed Skali, « Does democracy drive income in the world, 1500–2000? » (La démocratie est-elle le moteur du revenu dans le monde 1500–2000 ?) *European Economic Review* (2015) : 175–195. <https://econpapers.repec.org/scripts/redir.pf?u=https%3A%2F%2Fdoi.org%2F10.1016%252Fj.euroecorev.2015.05.005;h=repec:eee:eecrev:v:78:y:2015:i:c:p:175-195>; et Daron Acemoglu et autres, « Democracy Does Cause Growth » (La démocratie est source de croissance), *Journal of Political Economy* 127 (février 2019) : 47–100, [https://www.journals.uchicago.edu/doi/abs/10.1086/700936?mobileUi=0&.](https://www.journals.uchicago.edu/doi/abs/10.1086/700936?mobileUi=0&)
- 9 Vanessa A. Boese et Markus Eberhardt, *Which Institutions Rule? Unbundling the Democracy-Growth Nexus* (Quelles institutions gouvernent ? Dissocier les liens entre la démocratie et la croissance) Document de travail 131 (Institut V-Dem, févr. 2022), https://www.v-dem.net/media/publications/Working_Paper_131.pdf.
- 10 Raul Pacheco-Vega et Amanda Murdie « *When do Environmental NGOs Work? A Test of the Conditional Effectiveness of Environmental Advocacy* » (Quand les ONG environnementales fonctionnent-elles ? Un test de l'efficacité conditionnelle des défenseurs de l'environnement) *Env. Pol.* 30, no 1–2 (28 juin 2020) : 180–201, <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/09644016.2020.1785261?journalCode=fenp20>.
- 11 James R. Hollyer, B. Peter Rosendorff et James Raymond Vreeland, « Democracy and Transparency » (Démocratie et transparence). *The J. of Pol.* 73, no 4 (oct. 2011) : 1191–1205, <https://www.journals.uchicago.edu/doi/10.1017/S0022381611000880>.
- 12 Christopher S. P. Magee et John A. Dozes, « *Reconsidering Regime Type and Growth: Lies, Dictatorships, and Statistics* » (Reconsidérer le type de régime et la croissance : Mensonges, dictatures et statistiques). *Int'l Studies Quarterly* 59, no 2 (juin 2015) : 223–237, <https://academic.oup.com/isq/article/59/2/223/1788378>.
- 13 Joachim Wehner and Paolo de Renzio, “Citizens, Legislators, and Executive Disclosure: The Political Determinants of Fiscal Transparency” *World Dev't* 41 (Jan. 2013): 96–108, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0305750X12001647?via%3Dihub>.



LE GUIDE DU SCEPTIQUE POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT 2022

Que peut faire le PGO pour vous ?

Que peut faire le PGO pour vous ?

Participer au PGO offre un espace unique pour explorer des solutions aux défis d'aujourd'hui et rendre les gouvernements plus ouverts, inclusifs, participatifs et responsables envers leurs citoyens.

Le PGO est une plateforme éprouvée pour la collaboration entre le gouvernement et la société civile.

Les membres du PGO co-crée des plans d'action et s'engagent dans un dialogue régulier avec la société civile par le biais de plateformes comme les forums multi-partites sur le gouvernement ouvert. Le document récemment publié, soit le rapport sur les [Signes vitaux du PGO](#), qui passe en revue les 10 dernières années de données sur le PGO, montre des preuves statistiques que la force de cet engagement de la société civile permet de prévoir des résultats positifs¹. Lorsque la société civile participe au dialogue itératif et à la définition du programme avec le gouvernement, les engagements ont tendance à être plus ambitieux. La plateforme du PGO rassemble un ensemble diversifié de parties prenantes. Au cours de la dernière décennie, le PGO a non seulement augmenté le nombre de ses membres, mais aussi le nombre de branches et de niveaux de gouvernement impliqués dans son processus. La participation devient également plus inclusive et équitable².

Le PGO est une plateforme pour faire avancer les domaines politiques

Les membres du PGO ont montré des améliorations « concrètes » dans des domaines politiques précis, comme l'ouverture budgétaire et les contrats ouverts. Les pays membres du PGO qui ont pris des engagements ambitieux à travers de multiples plans d'action pour divulguer des informations budgétaires sont devenus plus ouverts que les autres pays du PGO dans ces domaines, d'après les données de tiers³. Les engagements liés aux thèmes de la lutte contre la corruption, tels que les contrats ouverts, se traduisent régulièrement par des résultats rapides⁴. La fréquence des engagements liés à la justice a augmenté de façon spectaculaire au cours des dernières années. Plus précisément, en ce qui concerne l'accès à la justice, un certain nombre de membres du PGO ont proposé des engagements de justice centrés sur les personnes afin de s'attaquer aux obstacles et aux problèmes systémiques⁵. Ces efforts démontrent le pouvoir de la plateforme mondiale du PGO et des plans d'action nationaux pour améliorer les résultats pour les citoyens.

Le PGO soutient l'apprentissage et les résultats

Le PGO n'est pas un salon de discussion. L'adhésion au PGO signifie être responsable de l'obtention de résultats concrets. Le mécanisme d'évaluation indépendant (MEI) du PGO responsabilise les gouvernements en évaluant les plans d'action des membres et permet aux parties prenantes de suivre les progrès des membres participants. Le MEI fournit également des recommandations clés aux fins d'amélioration de l'apprentissage. La mise en œuvre de ces recommandations est associée à des plans d'action et à des processus de meilleure qualité⁶. Au cours de la dernière décennie, des centaines d'engagements ont été menés à bien et les taux des premiers résultats (changements concrets dans les pratiques gouvernementales liées à l'accès à l'information, à la participation civique et/ou à la responsabilité publique à la suite de la mise en œuvre d'un engagement) restent stables.

Notes de fin

Que peut faire le PGO pour vous?

- 1 Le PGO n'a pas évalué la causalité dans ce rapport. Nous déterminons les associations statistiques par une analyse de régression linéaire multiple. Pour plus de détails, voir Partenariat pour un gouvernement ouvert, « Signes vitaux du PGO – 10 ans de données en revue » (2021), <https://www.opengovpartnership.org/ogp-vital-signs-10-years-of-data-in-review/>.
- 2 Partenariat pour un gouvernement ouvert, « Le PGO à 10 ans : vers un renouveau démocratique » (consulté en avril 2022), <https://www.opengovpartnership.org/ogp-at-ten-toward-democratic-renewal/>.
- 3 Partenariat pour un gouvernement ouvert, « Signes vitaux du PGO – 10 ans de données en revue ».
- 4 Partenariat pour un gouvernement ouvert, « Signes vitaux du PGO – 10 ans de données en revue ».
- 5 Partenariat pour un gouvernement ouvert, « Le PGO à 10 ans : vers un renouveau démocratique ».
- 6 Partenariat pour un gouvernement ouvert, « Signes vitaux du PGO – 10 ans de données en revue ».

Crédits

L'unité de soutien au partenariat pour un gouvernement ouvert a élaboré cette publication en 2022. Paulina Ornelas était l'autrice principale et a reçu le soutien de Sandy Arce, Joseph Foti et Chathan Raj.

L'Unité de soutien du PGO a commandé plusieurs documents de référence qui constituent l'épine dorsale de ce guide. L'Unité de soutien remercie tous les auteurs de ces documents de référence. Toutes les erreurs de fait et d'interprétation contenues dans le Guide du sceptique n'engagent que l'Unité de soutien du PGO. Veuillez trouver chacun des documents de référence en lien ci-dessous.

Accès à la justice

Weston, Mark. *The Benefits of Access to Justice for Economies, Societies and the Social Contract: A Literature Review* (Les avantages de l'accès à la justice pour les économies, les sociétés et le contrat social : Une analyse documentaire) Partenariat pour un gouvernement ouvert et Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies, 2022. <https://www.opengovpartnership.org/documents/the-benefits-of-access-to-justice-for-economies-societies-and-the-social-contract-a-literature-review>

Ouverture fiscale

Haus, Martin, Joachim Wehner et Paolo de Renzio. *(When) Do Open Budgets Transform Lives? Progress and Next Steps in Fiscal Openness Research* ([Quand] Les budgets ouverts transforment-ils des vies ? Progrès et prochaines étapes de la recherche sur la transparence fiscale). Partenariat budgétaire international, Initiative mondiale pour la transparence fiscale et Partenariat pour un gouvernement ouvert, 2022. <https://www.opengovpartnership.org/documents/when-do-open-budgets-transform-lives-progress-and-next-steps-in-fiscal-openness-research/>

Contrats ouverts

McDevitt, Andrew. *State of Evidence: Open Contracting* (Etat de la preuve : Contrats ouverts). Partenariat pour un gouvernement ouvert et Partenariat pour un marché ouvert, 2022. <https://www.opengovpartnership.org/documents/state-of-the-evidence-open-contracting/>

Audits sociaux

Pande, Suchi. *Social audits in service delivery: An annotated bibliography* (Audits sociaux dans la prestation de services : Une bibliographie annotée). Partenariat pour un gouvernement ouvert et Accountability Research Center, 2022. <https://www.opengovpartnership.org/documents/social-audits-in-service-delivery-an-annotated-bibliography/>

Mécanismes de recours en cas de griefs

Pande, Suchi et Naomi Hossain. *Grievance redress mechanisms in the public sector: a literature review* (Mécanismes de recours en cas de griefs dans le secteur public : une analyse documentaire). Partenariat pour un gouvernement ouvert et Accountability Research Center, 2022. <https://www.opengovpartnership.org/documents/grievance-redress-mechanisms-in-the-public-sector-a-literature-review/>

L'Espace Civique

Noorlander, Peter. The Impact of Protecting Civic Space: Review of the State of the Evidence (L'Impact de la protection de l'espace civique : Examen de l'état des preuves) Partenariat pour un gouvernement ouvert et Association du barreau américain, 2022. <https://www.opengovpartnership.org/documents/the-impact-of-protecting-civic-space-review-of-the-state-of-the-evidence/>

CONCEPTION

Stacey Simmons

RÉDACTION DE TEXTES

Amalia Pleake-Tamm

REVIEWERS

Sandy Arce, Shreya Basu, Tonu Basu, Maaïke de Langen, Paolo de Renzio, Joseph Foti, Jonathan Fox, Juan Pablo Guerrero, Munyema Hasan, Martin Haus, Naomi Hossain, Maha Jweied, Adna Karamehic-Oates, Paul Maassen, Lindsey Marchessault, Jose Maria Marin, Andy McDevitt, Allison Merchant, Georg Neumann, Marissa O'Neill, Ivy Ong, Suchi Pande, Rosario Pavese, Paula Pérez, Vivek Ramkumar, Camila Salazar, Helen Turek, Joachim Wehner, Mark Weston, and Katherine Wikrent.

LICENCE

Cette œuvre est placée sous licence Creative Commons Attribution 4.0 Licence Internationale. Pour consulter une copie de cette licence, visitez <http://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

PHOTOS ET GRAPHISME

Page 2: Photo de Bon Moya par Maria Teresa Magno-Garcia

Page 16: Photo du President Abinader par Wikimedia Commons

Page 22: Photo de la Secrétaire d'Etat Madeleine Albright par Wikimedia Commons – Domaine public

Page 30: Photo de Victoria Alsina-Burgués par Generalitat de Catalunya

Page 37: Photo de Steve Potter par le Partenariat pour un gouvernement ouvert

Page 42: Photo d'Isaac Aidoo par Isaac Aidoo

Page 45: Photo de Lysa John par CIVICUS

Icônes de NounProject.com par: Adrien Coquet, Becris, Creative Stall, indra anis, Luis Prado, mungang kim, pictohaven, Shakeel Ch., Siipkan Creative, Slamet Widodo, Start Up Graphic Design, Vectorstall.

This report has been designed using resources from Flaticon.com.

ENGAGEZ-VOUS AVEC NOUS

Si vous avez des questions sur ce produit ou si votre organisation se tient au courant de l'état des preuves sur les politiques de gouvernement ouvert et que vous souhaitez collaborer avec l'Unité de soutien, veuillez écrire à l'adresse suivante : research@opengovpartnership.org.

- ▶ Rejoignez-nous lors d'un [événement](#).
- ▶ Restez au courant des nouvelles du PGO grâce à l'infolettre mensuelle du PGO (disponible dans la section en [anglaise](#) et en [espagnol](#)).
- ▶ Associez-vous à nous et rejoignez la [coalition](#) du PGO.

Suivez-nous sur les médias sociaux :

 [@opengovpart](#)

 [OpenGovernmentPartnership](#)

 [Open Government Partnership](#)

 [@opengovpartnership](#)

 [opengovpart](#)

Visit our website:

[opengovpartnership.org](#)



Open Government Partnership
1100 13th Street, NW, Suite 800
Washington, DC 20005